

# Cahiers du mouvement ouvrier

## Les trotskystes en URSS

**Leurs positions, leur combat, leur extermination  
par Staline, leur héritage. Avec des souvenirs  
et des documents inédits :**

• Le socle : la révolution mondiale • Des souvenirs de l'opposant de gauche Pavlov • La déclaration des 84 (extraits) • Tracts trotskystes du printemps 1929 distribués à Moscou • Vladimir Kossior face au NKVD • La mort d'Elzear Solntsev...

- Odile Dauphin : février 1794, la première abolition de l'esclavage
- Lénine : "Paroles prophétiques"
- Charles Dupuy : le "bonapartisme" réel ou imaginaire en URSS et l'idéologie militaire du stalinisme



C.E.R.M.T.R.I.

Centre d'Etudes et de Recherches  
sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux



# **Cahiers du mouvement ouvrier**

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine  
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,  
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie  
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie  
Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin,  
Marc Goloviznine, Frank La Brasca, Jean-Jacques Marie, Pierre Roy.

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris  
Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris  
Internet : [www.trotsky.com.fr](http://www.trotsky.com.fr)  
E-mail : [cermtri@wanadoo.fr](mailto:cermtri@wanadoo.fr).



# Sommaire

## Les trotskystes en URSS

(suite) ..... p. 7

**Leurs positions, leur combat,  
leur extermination par Staline, leur héritage.  
Avec des souvenirs et des documents inédits :**

- Le socle : la révolution mondiale
  - Des souvenirs de l'opposant de gauche Pavlov
  - La déclaration des 84 (extraits)
  - Tracts trotskystes du printemps 1929 distribués à Moscou
  - Vladimir Kossior face au NKVD
  - La mort d'Elzear Solntsev
- 
- Odile Dauphin : février 1794, la première abolition de l'esclavage ..... p. 37
  - A propos de la guerre de 14-18 ..... p. 47
  - Lénine : "Paroles prophétiques" ..... p. 53
  - Charles Dupuy : le "bonapartisme" réel ou imaginaire en URSS et l'idéologie militaire du stalinisme ..... p. 59
  - Marc Teulin : deux épisodes de la "déstalinisation" khrouchtchévienne ..... p. 77
  - Notes de lecture ..... p. 81
  - Chronique des falsifications ..... p. 89
  - Perles ..... p. 97
  - Fichier thématique des *Cahiers du mouvement ouvrier* ... p. 101
  - Actualité : débaptiser la place Robespierre, à Marseille ? .p. 123

**CONSULTEZ LE SITE DU CERMTRI**

**www.trotsky.com.fr**  
**<http://www.trotsky.com.fr>**

**Consultez le blog  
“l’histoire défigurée,  
la géographie manipulée”**

---

***Cahiers du mouvement ouvrier***

Prix du numéro : **9 euros (+ 1,50 euro de port)**

Abonnement annuel (quatre numéros) :

— France : **32 euros** ;

— Etranger : Europe : **35 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **40 euros**.

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

.....

Chèques à l’ordre du CERMTRI

(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris





# **Les trotskystes en URSS (2)**

**Leurs positions, leur combat,  
leur extermination par Staline, leur héritage.  
Souvenirs et documents inédits**



# Les trotskystes en URSS (2)

## Préambule

Les textes publiés ci-après visent à compléter ceux qui ont été publiés dans le numéro 62 des *Cahiers du mouvement ouvrier* sous le titre : « *Les trotskystes en URSS* ». Ils ne peuvent être compris que replacés dans leur contexte tel que ce premier numéro tente de l'éclairer.

Rappelons ce que nous avons affirmé dans la présentation de ce numéro 62. Ces deux numéros ne constituent pas une histoire de l'activité des trotskystes soviétiques. Il est donc conseillé, afin de se faire une idée plus complète de cette histoire de lire :

Pierre Broué : *Communistes contre Staline* (Fayard) ;

Pierre Merlet : *L'Opposition communiste en URSS* (deux tomes) édition Les bons caractères.

Les *Cahiers Léon Trotsky* :

- Les trotskystes en Union soviétique, numéros 6 et 7.
- Christian Rakovsky (2), numéro 18.

On lira aussi avec profit les pages de *Ma Vie*, de Trotsky (Gallimard), et des *Mémoires d'un révolutionnaire* (Seuil), de Victor Serge.

Pour aider à la lecture des documents ci-dessous, rappelons quelques éléments factuels :

Un tract fait allusion « à l'officier de Wrangel ». En 1927, l'Opposition fut contrainte de monter une imprimerie clandestine pour imprimer ses documents que la direction du parti refusait de reproduire. La direction stalinienne, pour démontrer que l'Opposition servait les fins de la contre-révolution, fit alors grand bruit sur le fait que l'un des membres du personnel de l'imprimerie était un ancien officier de l'armée blanche de Wrangel en Crimée... ce qui était vrai, mais ce qui était encore plus vrai est que cet ancien officier de Wrangel était depuis un certain temps un agent du Guépéou, qui l'avait envoyé infiltrer l'imprimerie clandestine. Dès cette époque, la provocation est l'une des armes favorites du stalinisme.

Tomski est le secrétaire des syndicats. Membre du bureau politique, il appartient au groupe de Boukharine.

Ordjonikidzé, membre du bureau politique, partisan de Staline, est président de la Commission centrale de contrôle.

Le sénateur républicain américain Kellog a été le secrétaire d'Etat du président républicain Coolidge (1925-1929). Il a, en 1928, signé avec Aristide

**Briand un pacte dont les signataires déclaraient officiellement renoncer à la guerre et qui, en réalité, exprimait très officieusement la volonté des États-Unis de s'occuper de l'Europe... Dès l'année suivante, Kellog reçoit le prix Nobel de la paix...**

Plusieurs tracts font référence à Vorovski (1871-1923), secrétaire général de la délégation soviétique aux conférences de Genève et de Lausanne, abattu dans cette dernière ville en 1923 par un garde blanc. Un autre cite Voïkov, nommé en 1924 plénipotentiaire soviétique à Varsovie, où il fut abattu en 1927 par un garde blanc. Le tract n° 7 de l'Opposition en 1929 évoque les « oustrialoviens ». Le mot désigne les partisans d'Oustrialov, ancien ministre de l'amiral Koltchak, partisan d'un Thermidor soviétique préparant la restauration du capitalisme, et farouchement antitrotskyte, ce qui ne l'empêchera pas d'être fusillé en 1937.

## CHAPITRE 1

# Le socle : la révolution mondiale

**L**a tradition internationaliste que la bureaucratie stalinienne en se hissant au pouvoir devait liquider était profondément ancrée dans le Parti bolchevique.

En voici un exemple caractéristique.

Depuis novembre 1918, la Sibérie est sous le talon de l'amiral Koltchak qui a renversé à Omsk les socialistes-révolutionnaires au pouvoir jusqu'alors. Le comité bolchevique de la ville prépare une insurrection pour le mois d'avril. Le 2 avril 1919, ses dirigeants sont arrêtés, puis jugés et condamnés à mort. La veille de leur exécution, les trois principaux dirigeants du comité bolchevique, Maslennikov, Rabinovitch et Vavilov, rédigent une lettre qu'ils parviennent à faire passer à l'extérieur et qui sera publiée neuf mois plus tard dans le journal *Sovietskaia Sibir* (3 décembre 1919). Cette lettre, encore jamais publiée en français, est très éloquent sur l'ampleur de l'internationalisme des bolcheviks.

« En mourant à l'aube de la révolution mondiale, nous avons parcouru avec joie un chemin semé d'épines et nous donnons notre vie pour la cause. La classe ouvrière et la paysannerie américaines ont déjà commencé à comprendre quels buts poursuivent leurs démocrates primaires entichés de la Société des Nations et de leurs suppôts à la Gompers et commencé à avancer leurs droits.

Le mouvement révolutionnaire soulève toujours la Chine, le Japon et l'Inde marqués par les révoltes contre le pouvoir des exploités.

Nous croyons que l'heure n'est pas loin quand le monde entier confluera dans une lutte commune avec la grande révolution russe contre les oppresseurs et les parasites.

Les serfs tsaristes sous la baguette de Koltchak ont beau s'efforcer d'étouffer par le fer et le sang la plus petite expression de liberté, nous croyons que le seigneur sanglant finira mal.

Aujourd'hui déjà, la Sibérie tout entière est couverte d'insurrections paysannes. Malgré la sauvage répression déchaînée par la racaille garde blanche qui va jusqu'à liquider et brûler des familles entières, le mouvement révolutionnaire ne cesse de s'élargir.

En mourant en pleine lutte tendue de la classe ouvrière contre la bourgeoisie mondiale, en sachant que dans un jour nous n'appartiendrons plus au monde des vivants, nous mourrons avec joie pour la cause ouvrière de l'émancipation des ouvriers et des paysans.

Nous savons que la lutte exige des victimes et nous nous sacrifions sans regretter nos vies, car nous croyons profondément dans la révolution socialiste mondiale en marche et dans la victoire finale de la classe ouvrière.

En croyant dans la victoire de la révolution prolétarienne (...), nous demandons aux camarades de ne pas se lamenter sur notre départ de ce monde, et nous leur demandons de poursuivre notre lutte contre la saloperie bourgeoise.

Vive le pouvoir des soviets !

Vive la révolution socialiste mondiale ! »

# АРХИВ ТРОЦКОГО

КОММУНИСТИЧЕСКАЯ  
ОППОЗИЦИЯ  
В СССР

1923-1927

ТОМ 1



«ТЕРРА» - «TERRA»  
1990

*L'Opposition communiste en URSS, tome 1*

## CHAPITRE 2

# Des souvenirs de l'opposant de gauche Pavlov

**E**tudiant, Pavlov adhère d'abord aux komsomols (jeunes communistes), puis, en 1923, au Parti communiste dans la région du Kouban-mer Noire (Krasnodar et Novorossiisk). Il évoque la lutte de l'Opposition dans cette région où celle-ci est majoritaire. La plate-forme de l'Opposition reposait sur trois piliers : industrialisation, planification, démocratie dans le parti (contre la bureaucratisation). Pavlov n'évoque, on le verra, que le premier élément.

« Lorsqu'au cours de l'automne 1923 commença la discussion dans le parti, je ne vis pas dans cet événement le révélateur de l'accroissement des contradictions dans le pays et de désaccords profonds dans la direction du parti, mais le signe de la force du parti et du développement qui en découlait de la démocratie interne du parti qui permettait à tous les membres du parti de participer à la discussion des tâches qui se posaient devant le parti et le pays. Sans doute la majorité des membres du parti des organisations de Krasnodar et de Novorossiisk pensaient-ils la même chose. Dans les réunions de discussions régnait une atmosphère tout à fait fructueuse : pas d'attaques personnelles brutales ou offensantes, pas de cris hystériques ni d'accusations mutuelles d'opportunisme, de trahison de déviation de gauche ou de droite, etc.

La discussion, on le sait, portait surtout sur les questions posées par Trotsky de la marche forcée du pays vers l'industrialisation et de la pression sur la partie koulak de la campagne. Les partisans de Trotsky, dans leurs rapports et

leurs interventions, soulignaient que le prolétariat russe qui avait triomphé en octobre, ne pouvait, dans des conditions où la révolution mondiale traînait en longueur, conserver longtemps le pouvoir dans un pays où la paysannerie était très largement majoritaire. Tôt ou tard, le prolétariat se heurterait inévitablement à la masse paysanne petite-bourgeoise. Seule une industrialisation forcée pouvait élargir et renforcer les positions du prolétariat et lui garantir la victoire dans la lutte à venir.

Les adversaires de Trotsky, en renvoyant à Lénine, soutenaient que l'affrontement entre le prolétariat et la paysannerie n'était pas du tout inévitable. En s'appuyant sur la paysannerie pauvre et en renforçant l'alliance avec le paysan moyen, le prolétariat pouvait combattre victorieusement le koulak. L'industrialisation forcée n'était possible qu'en pillant toutes les couches de la campagne, et cela mènerait inévitablement à la rupture de l'alliance de la ville avec la campagne et à la perte de la dictature du prolétariat.

La discussion de toutes ces questions par les communistes et les komsomols de la province du Kouban-mer Noire se menait tout à fait librement. Quiconque voulait exprimer son avis en avait la possibilité. Il n'y avait donc aucune nécessité pour exprimer et défendre ses opinions de recourir, comme on y sera contraint plus tard, à une activité fractionnelle clandestine. Tout communiste non seulement pouvait intervenir lors de la réunion de sa cellule et de l'assemblée des communistes de la ville, mais s'il le voulait, il pouvait intervenir dans la réunion de n'importe quelle organisation du parti. Les étudiants, de

retour de leurs vacances à la périphérie, utilisaient par exemple largement cette possibilité.

Cette atmosphère de tolérance vis-à-vis des dissidents et la large liberté d'opinion dans la discussion s'expliquaient par le fait que les partisans de l'Opposition prédominaient dans les organismes dirigeants du parti de la province du Kouban et de la mer Noire. Le secrétaire du comité de ville de Krasnodar, le vieux bolchevik Roudzit, était un oppositionnel, comme la majorité des membres du comité de ville. Le président du comité exécutif de la province, Tolmatchev, lui aussi soutenait l'Opposition. Si le secrétaire du comité régional du parti, Aboline, soutenait la ligne du CC, le chef de la section d'agitation et de la culture, Ladokhine, et la majorité des membres du bureau étaient des oppositionnels actifs.

La prédominance des oppositionnels dans l'appareil dirigeant du parti de la province entraîna évidemment le développement des humeurs oppositionnelles parmi les militants de base de la province. Juste avant la 13<sup>e</sup> conférence du parti de la mi-janvier 1924, **70 % de tous les communistes de la province du Kouban et de la mer Noire votèrent pour l'Opposition** (*souligné par moi — NDLR*).

Non seulement la discussion ne s'interrompt pas après la 13<sup>e</sup> conférence du parti, mais elle se poursuit avec une vigueur nouvelle. Les dirigeants locaux de l'Opposition insistent sur de nouveaux aspects : l'étouffement organisé par l'appareil du parti, le bureaucratisme, la substitution du centralisme bureaucratique au centralisme démocratique, etc. Les bruits couraient sur la brutalité des divergences exprimées à la 13<sup>e</sup> conférence du parti, sur la plate-forme des 46 vieux bolcheviks, etc. Pourtant, les rapporteurs officiels, et les partisans de la ligne du CC comme ses opposants dissimulaient aux militants de base l'existence et le contenu de cette plate-forme.

**Seule la mort de Lénine fournit le prétexte pour mettre fin à la discussion interne du parti.** (*souligné par moi — NDLR*). A la suite de Staline et de Zinoviev qui jurèrent au XI<sup>e</sup> Congrès des soviets (le 27 janvier 1924) de "*préserver l'unité du parti comme leur pupille*", les dirigeants du parti de la province de Kouban-mer Noire invitèrent les communistes à "*répondre à la mort de Lénine par la cohésion et l'unité de leurs rangs*". »

(Pavlov : *Revolioutsia, biourocratia, zapiski oppozitsionnera*, pp. 32-34.)



## CHAPITRE 3

### La déclaration des 84 (extraits)

**L**e 12 avril 1927, Tchang Kaï-chek, promu par Staline membre d'honneur de l'Internationale communiste, écrase dans le sang, avec l'aide de la pègre locale et la coopération de la police des concessions étrangères, britannique et française surtout, la grève des ouvriers de Shanghai et jette leurs dirigeants communistes dans des chaudières de locomotives. Cette catastrophe réveille l'Opposition. Dans une déclaration signée par 84 vieux bolcheviks, elle dénonce la politique de Staline et Boukharine en Chine qu'elle résume en ces termes : paysans et ouvriers ne doivent rien faire qui puisse « repousser la bourgeoisie, effrayer la petite bourgeoisie ». Cette politique a mené les ouvriers chinois à se laisser désarmer puis massacrer à Shanghai par Tchang Kaï-chek. Elle la relie à la théorie du socialisme dans un seul pays qui accélère la croissance des koulaks, nepmen, bureaucrates, la différenciation et l'inégalité sociales. Elle appelle à la discussion la plus large. Ci-dessous de longs extraits de ce texte.

« Bien que nous ayons en Chine déjà une puissante classe ouvrière, bien que le prolétariat de Shanghai dans une situation des plus difficiles ait su se révolter et être le maître de la ville, bien que le prolétariat chinois ait, en Chine, une aide puissante de la part de la paysannerie qui se révolte, bref, qu'il y ait eu toutes les données pour la victoire "du 1905 chinois" (Lénine), les ouvriers chinois ont finalement tiré les marrons du feu pour la bourgeoisie, jouant en fait jusqu'à maintenant le même rôle que celui auquel étaient condamnés les ouvriers pendant les révolutions de 1848.

Tout permettait d'armer les ouvriers chinois (en premier lieu ceux de Shanghai et de Hankéou). Et malgré cela, le prolétariat héroïque de Shanghai s'est trouvé désarmé et les ouvriers de Hankéou sont eux aussi désarmés à l'heure actuelle bien que Hankéou se trouve entre les mains du Kuomintang "de gauche".

"La ligne" en Chine, *en fait*, s'est traduite ainsi : on ne devait pas armer les ouvriers, organiser de grèves révolutionnaires, soulever les paysans contre les propriétaires, éditer un quotidien communiste, critiquer messieurs les bourgeois du Kuomintang de "gauche", créer des cellules communistes dans les armées de Tchang Kaï-chek, lancer le mot d'ordre des soviets pour ne pas "repousser" la bourgeoisie, pour ne pas "faire peur" à la petite bourgeoisie, pour ne pas ébranler le gouvernement du "bloc des quatre classes". En guise de réponse, et pour nous remercier d'une telle politique, la bourgeoisie nationale chinoise — ainsi qu'il fallait s'y attendre — choisissant le moment propice, fusille les ouvriers chinois et appelle à l'aide aujourd'hui les impérialistes japonais, demain les impérialistes américains, après-demain les impérialistes anglais.

Dans les partis communistes du monde entier (ainsi que dans les larges cercles du PC de l'URSS), en liaison avec la défaite chinoise, règne une complète incertitude. Encore hier, on prouvait à tout le monde que les armées nationales en Chine étaient en réalité des armées rouges, des armées révolutionnaires, que Tchang Kaï-chek était leur guide révolutionnaire, que la Chine aujourd'hui ou au plus tard demain marcherait sur la voie "non capitaliste" de son développement. Tandis qu'aujourd'hui, dans la lutte contre la véritable

ligne léniniste du bolchevisme, on publie de pauvres articles et discours où il est dit qu'en Chine, il n'y a pas du tout d'industrie, qu'il n'y a pas de chemins de fer, que la Chine en est quasiment au début du féodalisme, que les Chinois sont illettrés, etc., qu'en Chine il est trop tôt pour lancer le programme de la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie, ainsi que pour créer des soviets. Au lieu de corriger les fautes, on les redouble.

La défaite chinoise peut avoir des répercussions directes sur l'avenir prochain de l'URSS. Si les impérialistes réussissent, pour un laps de temps assez long, à "museler" la Chine, ils marcheront après sur nous, sur l'URSS. La défaite de la révolution chinoise peut étrangement rapprocher la guerre contre l'URSS. Pendant ce temps, le parti est mis dans l'impossibilité d'examiner le problème chinois qui est pourtant, pour lui, le premier parti de l'Internationale communiste, le problème essentiel. En même temps, une violente discussion unilatérale est menée déjà actuellement par le groupe dirigeant du CC. Cette "discussion" est plus exactement une chasse à courre contre l'Opposition pour cacher les fautes commises par le groupe dirigeant du comité central.

## La défaite de la grève générale en Angleterre

La grève générale de l'an passé en Angleterre, trahie et vendue par le conseil général, a été battue. La grève s'est terminée par la défaite des mineurs. Malgré une grandiose évolution des masses à gauche touchant quelques millions d'ouvriers, bien que jamais encore la trahison, la fausseté du réformisme n'ait été mise aussi en lumière que pendant les grandes grèves anglaises, l'aile révolutionnaire organisée du mouvement ouvrier anglais a gagné très peu en influence. La cause principale de cet état de choses provient de notre attitude double de nos contradictions et de notre indécision. L'aide financière accordée par les ouvriers russes aux mineurs anglais fut merveilleuse. Mais la tactique du CC dans la question du comité

anglo-russe a été complètement fautive. Nous avons soutenu l'autorité des traîtres du conseil général dans la période la plus critique pour ceux-ci pendant les semaines et les mois de la grève générale et de la grève des mineurs. Nous les avons aidés à se maintenir sur leurs jambes (...).

La fautive ligne suivie en Chine et la fautive ligne suivie dans la question du comité anglo-russe sont étroitement liées. La même ligne passe à travers la politique de l'Internationale communiste. En Allemagne, on exclut des centaines et des centaines de prolétaires de gauche, l'avant-garde, pour le simple fait de s'être solidarisés avec l'Opposition russe (...).

## Les erreurs de la politique intérieure

Pour n'importe quel marxiste, il est indiscutable que la fautive ligne en Chine et dans la question du comité anglo-russe prolonge et complète la fautive ligne dans la politique intérieure.

L'économie de l'Union soviétique en général a terminé sa période de reconstitution. Pendant cette période, on a enregistré dans la construction économique des victoires sérieuses. L'industrie, l'économie rurale et d'autres branches de l'économie approchent le niveau d'avant-guerre et même le dépassent (dans le domaine de la coopération, on enregistre des succès analogues)(...).

Mais l'époque de reconstruction révèle en même temps des résultats sérieux, de graves difficultés qui proviennent de l'insuffisance du développement des forces productives et de notre retard économique. Elles sont renforcées du fait qu'on les cache aux larges masses du parti. Au lieu d'une analyse marxiste de la situation réelle de la dictature prolétarienne en URSS, on offre au parti une fautive théorie petite-bourgeoise, "théorie du socialisme dans un seul pays", totalement étrangère au marxisme et au léninisme.

Ce grossier recul du marxisme fait que le parti a plus de difficultés à voir le contenu de classe des processus économiques en cours.

Les phénomènes négatifs de l'époque de la révolution que nous vivons sont

concrétisés par la situation très pénible des larges masses de la population et par des regroupements de classes hostiles au prolétariat.

Les questions *des salaires et du chômage* prennent un caractère plus aigu.

Une fausse politique accélère la croissance des forces hostiles à la dictature prolétarienne : les koulaks, nepmen, bureaucrates. Cela mène à l'impossibilité d'utiliser comme il conviendrait les ressources matérielles du pays pour l'industrie et pour l'économie d'Etat. Le retard de la grande industrie sur les demandes qui lui proviennent de la part de l'économie nationale (disette de marchandises, hauts prix, chômage) et de tout le système soviétique en entier (la défense du pays) renforce les éléments capitalistes dans l'économie de l'Union soviétique, surtout à la campagne.

La croissance des salaires s'est arrêtée, il y a même des tendances à les baisser, pour certains groupes d'ouvriers. A la place du système antérieur qui consistait à augmenter les salaires suivant la croissance de *la production*, actuellement, on applique comme règle générale que les salaires ne peuvent augmenter qu'à condition de l'augmentation du *rendement de l'ouvrier* (intensification du travail : voir paragraphe 2 de la décision du congrès des soviets sur le rapport du camarade Kouibchev). En conclusion, l'ouvrier en URSS ne peut, à l'heure actuelle, améliorer son bien-être, non suivant le développement de l'économie du pays et de la technique comme autrefois, mais à la seule condition de se dépenser davantage et de fournir un plus grand effort physique. *C'est la première fois qu'on pose ainsi le problème*, au moment où l'intensification du travail en général, à l'heure actuelle, a atteint le niveau d'avant-guerre et par endroits l'a dépassé ; une telle politique lèse les intérêts de la classe ouvrière.

## **Chômage, prix, différenciation de la paysannerie**

Le chômage grandit, alimenté par les éléments paysans qui quittent la cam-

pagne, frappe aussi les cadres du prolétariat industriel. L'augmentation de l'armée des sans-travail empire en général la situation économique de la classe ouvrière.

Les conditions de logement des ouvriers, dans divers endroits, empirent dans le sens du surpeuplement et de la restriction des droits locatifs.

Les dangers grandissants provenant de cet état de choses sont clairs, car les rapports entre le parti et la classe ouvrière sont les éléments décisifs pour l'avenir de notre Etat ouvrier.

*La baisse des prix* des marchandises manufacturées n'a été acquise que dans une petite proportion. Malgré le vote de l'Opposition au plénum en février de cette année *pour* la résolution qui se prononçait pour la baisse des prix, toute l'agitation officielle est employée à accuser l'Opposition *de ne pas vouloir la baisse des prix*. Une telle agitation induit en erreur le parti et éloigne son attention des problèmes essentiels de notre politique économique. Tandis que le mécontentement et l'impatience à la ville et à la campagne grandissent, la baisse des prix par ces moyens n'avance pas du tout.

*La différenciation de la paysannerie* s'accélère. Du mot d'ordre : "*Enrichissez-vous*", de l'invitation aux koulaks à "*s'intégrer dans le socialisme*", le groupe dirigeant du CC en est arrivé à passer sous silence le processus de différenciation à la campagne, à sous-estimer ce facteur ; dans la pratique, sa politique a consisté à s'appuyer sur le paysan économiquement fort. Au X<sup>e</sup> anniversaire de la révolution d'Octobre, la situation est la suivante : plus de trois millions d'ouvriers agricoles jouent un rôle infime dans les soviets, la coopération et les cellules communistes ; l'attention et l'aide apportées aux paysans pauvres sont encore insuffisantes. La résolution du dernier congrès des soviets sur l'économie agricole ne dit mot de la différenciation à la campagne. Donc elle se tait sur *la question essentielle* du développement économique et politique de la campagne. Tout cela affaiblit notre soutien à la campagne et entrave l'union de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre avec le paysan moyen. Cette union peut se développer et se renforcer

uniquement dans la lutte systématique contre les aspirations exploiteuses des koulaks dont on sous-estime la croissance et le rôle. Une telle politique est grosse de dangers explosifs. Cependant, l'appareil officiel du parti et des soviets frappe à gauche, et ouvre ainsi largement les portes au véritable danger de classe qui vient de droite.

La proposition d'exonérer de l'impôt agricole 50 % des économies rurales, c'est-à-dire les paysans pauvres et peu aisés, est condamnée avec acharnement bien que la situation politique et économique de la campagne la confirme complètement. Quelques dizaines de millions de roubles sur un budget de 5 milliards sont d'une importance tout à fait minime, alors que prendre cette somme sur les économies rurales peu aisées accélère la différenciation à la campagne et affaiblit les positions de la dictature du prolétariat à la campagne. (...)

*La rationalisation* de l'industrie, menée sans plan d'ensemble et réfléchi, a conduit de nouveaux groupes d'ouvriers dans les rangs des sans-travail, sans amener la diminution du prix de revient.

Vu toutes les décisions des deux dernières années qui aggravent la situation des ouvriers, il faut souligner avec force que sans une amélioration systématique et planifiée, amélioration lente au début, des conditions de la classe ouvrière, "*cette force productive principale*" (Marx), il est impossible, dans la situation actuelle, de relever ni l'économie ni la construction socialiste.

Pour pouvoir résoudre ces questions brûlantes pour le parti de la construction économique dans la situation de rapports de classe compliqués et enchevêtrés à l'intérieur du pays, alors que s'accroît l'offensive extérieure ennemie contre l'URSS et que la révolution mondiale est retardée, *il faut donner vie et force à la démocratie intérieure du parti et renforcer la liaison réelle, vivante et directe du parti avec la classe ouvrière* (...).

Le régime intérieur du parti, dans ces derniers temps, provoque une baisse immense de l'activité du parti, cette force dirigeante de la révolution prolétarienne. Dans les larges masses de la base du parti

se rétrécissent les possibilités de discuter et de résoudre, en pleine conscience, les questions essentielles de la révolution prolétarienne. Cela n'a pu que se refléter de façon négative dans les rapports de la classe ouvrière et du parti et dans l'activité de toute la classe ouvrière.

Le régime instauré dans le parti a été transféré largement dans les syndicats. La classe ouvrière russe, avec l'expérience de trois révolutions faites sous la direction du Parti bolchevique et de Lénine, cette classe qui a cimenté les fondations du gouvernement soviétique avec le sang de ses meilleurs fils, qui a fait des miracles d'héroïsme et d'organisation, a tout en main pour développer largement ses forces créatrices et ses facultés d'organisation. Mais le régime qui s'instaure actuellement freine toute l'activité de la classe ouvrière, l'empêche de mettre la main à la construction socialiste.

La dictature prolétarienne s'affaiblit dans sa propre base de classe. Au XI<sup>e</sup> Congrès, Vladimir Ilitch disait au parti que la tâche principale du travail économique est de savoir choisir justement les hommes, alors que la ligne actuelle est la négation complète de ses indications. Dans la pratique, il arrive, en divers endroits, qu'on évince des usines les ouvriers du parti les plus indépendants, les plus qualifiés et les plus dynamiques sur le plan économique, et on les remplace presque toujours par des éléments qui ne travaillent pas pour le socialisme, mais qui lèchent les bottes de leurs chefs immédiats. La fausseté criante du régime intérieur du parti se répercute ainsi sur les intérêts les plus vitaux de plusieurs millions d'ouvriers.

## La situation internationale devient de plus en plus tendue

*La situation internationale* devient de plus en plus tendue. Les dangers de guerre augmentent chaque jour. La tâche centrale du PC de l'URSS et de l'avant-garde du prolétariat mondial est de *conjurer "ou même d'éloigner, pour le plus de temps*

*possible” la guerre afin de soutenir et de défendre coûte que coûte la politique de paix que seuls sont capables de mener jusqu’au bout notre parti et le pouvoir soviétique.*

La cause de l’URSS est la cause du prolétariat mondial (...). Nous demandons que le comité central aide le futur plénum de l’exécutif élargi de l’IC à étudier, dans les détails, sans parti pris, se basant sur des documents, les derniers événements de Chine. (Il faut appeler à ce travail les camarades qui ont défendu notre point de vue). D’autre part, il faut que le comité exécutif de l’IC mette à l’ordre du jour les questions chinoise, anglaise et russe dans toute leur ampleur, que dans la presse de notre parti, que dans la presse communiste internationale, on donne la possibilité d’étudier en détail ces problèmes, évidemment avec la prudence nécessaire.

Le renforcement international de l’URSS exige le renforcement de la ligne révolutionnaire prolétarienne à l’intérieur de l’URSS. Nous sommes affaiblis par le blocage des salaires, par l’aggravation des conditions d’embauche des ouvriers et par la croissance continue du chômage. Nous sommes affaiblis par la fausse politique envers les paysans pauvres, les fautes dans notre politique économique, par la défaite des ouvriers anglais et de la révolution chinoise et par un mauvais régime intérieur du parti (...).

Les changements ne sont pas aussi visibles dans les questions intérieures que dans les problèmes de politique étrangère car les processus internes se développent beaucoup moins vite que la grève générale anglaise et la révolution chinoise. Mais les tendances fondamentales de cette politique sont les mêmes là-bas qu’ici. Et plus leur maturation est lente à l’intérieur du pays et plus leur manifestation risque d’être grave.

*Lénine définissait l’Etat soviétique comme un Etat ouvrier avec une déformation bureaucratique* dans un pays où la majorité de la population est composée de paysans. Cela a été dit en 1921. *Cette définition de Lénine est plus juste aujourd’hui que jamais.* Pendant les années de la Nep, la nouvelle bourgeoisie des villes et des campagnes s’est transformée en force réelle. Dans une telle situation, porter un coup contre l’Opposition ne veut rien dire d’autre qu’essayer, parmi les cris hypocrites sur l’unité (*“les initiateurs de toute scission crient toujours le plus fort pour l’unité”*, disait Engels), de discréditer et de détruire *l’aile gauche prolétarienne, léniniste, de notre parti.* Une telle destruction signifierait le renforcement rapide, inévitable, de l’aile droite du PC de l’URSS ainsi que la subordination des intérêts du prolétariat aux intérêts des autres classes. »

# АРХИВ ТРОЦКОГО

КОММУНИСТИЧЕСКАЯ  
ОППОЗИЦИЯ  
В СССР

1923-1927

ТОМ 2



«ТЕРРА» - «TERRA»  
1990

*L'Opposition communiste en URSS, tome 2*

## CHAPITRE 4

# Tracts trotskystes du printemps 1929 distribués à Moscou

**L**es huit tracts clandestins des « bolcheviks-léninistes », Opposition du Parti communiste ou PCR(b) — nom que se donnaient ceux que la direction du Parti communiste préférait appeler les « trotskystes » et qui leur est resté —, ont été distribués à Moscou en janvier-mars 1929.

En URSS, la crise économique et sociale menace. Les paysans riches (les koulaks), mécontents du bas prix payé par l'État alors que les produits industriels trop rares coûtent de plus en plus cher, restreignent drastiquement depuis le début de l'année passée leurs livraisons de blé à l'État. Un chiffre éclaire leur poids : les exploitations koulaks, qui constituent officiellement 3,9 % des exploitations, produisent 60 % du blé commercialisable et ont donc une position dominante sur le marché. Sur eux se greffent des intermédiaires qui commercialisent chacun jusqu'à 800 ou 1 000 quintaux de leur blé ; ils font partie de ces « nepmen » (c'est-à-dire les entrepreneurs et commerçants privés qui fleurissent en URSS depuis la proclamation de la NEP — Nouvelle politique économique — en 1921.

Pour recevoir le blé nécessaire à la nourriture des villes et de l'Armée rouge et à l'exportation, le bureau politique a pris des mesures de réquisition de blé, les a suspendues, a augmenté le prix des céréales, tout cela sans résultat tangible. Pour éviter les réquisitions, les paysans réduisent les emblavures au nom de l'idée : « Pas d'excédent, pas de réquisition ! » L'affrontement qui mûrit avec la majorité de la paysannerie aisée et riche suscite de vives tensions dans le parti et son appareil. Staline ne peut admettre de flottement dans les rangs ;

se préparant, poussé et contraint par les événements, à la collectivisation et à l'industrialisation rapides, il va rompre avec le groupe de Boukharine (les « droitiers ») partisan du « *socialisme à pas de tortue* » ; il lui faut donc disloquer l'Opposition de gauche et, à cette fin, la décapiter, c'est-à-dire se débarrasser de Trotsky. Au comité central des 18-19 octobre 1928, Staline déclare : « *C'est une chose d'arrêter ou d'exclure du parti les cadres des trotskystes. En finir avec l'idéologie du trotskysme c'est une autre affaire. Ce sera plus dur* » (1).

Le 7 janvier 1929, le bureau politique, sur pression de Staline, décide d'expulser Trotsky hors d'URSS. La résistance de ce dernier et le refus de toutes les capitales européennes d'accueillir l'exilé fait traîner l'opération réalisée le 10 février, le gouvernement turc acceptant finalement de le recevoir.

Neuf jours après son arrivée à Constantinople, Trotsky commence à rédiger une série d'articles sur son expulsion commandée par une agence de presse américaine qui lui permettent, entre autres, de faire face aux lourds premiers besoins financiers. « *La sensation est l'ombre inévitable de la politique* », écrit-il. Ces articles déçoivent leurs commanditaires : au lieu des révélations sensationnelles attendues sur les coulisses du Kremlin, Trotsky analyse le sens politique de son expulsion d'URSS. Il justifie ce refus par une maxime qu'il répétera : « *Nous ne mesurons pas le processus historique à l'aune de notre sort personnel* » (2).

Ces articles suscitent une violente campagne en URSS. Emelian Iaroslavski, le président des Sans Dieu, folliculaire besogneux, vitupère dans la *Pravda* : « *Mister Trotsky au service de*

la bourgeoisie », dénonce ses « appels contre-révolutionnaires », son « crachat lancé à l'adresse de l'Union soviétique », la « dégénérescence de Trotsky », son « retour chez les mencheviks »... et l'accuse d'avoir vendu sa conscience politique à la bourgeoisie mondiale. Le 29 mars 1929, de Tomsk, Karl Radek et Ivar Smilga, dans une déclaration au comité central, prennent leur distance : « La publication d'articles portant sur des questions internes au parti est une faute politique de Trotsky » (3), ce qui annonce leur ralliement prochain.

Les tracts traduits et reproduits ci-dessous pour la première fois évoquent la « campagne des conventions collectives », c'est-à-dire le fait que s'effectue alors le renouvellement des conventions collectives à l'occasion desquelles l'Opposition avance un certain nombre de revendications, plusieurs fois reprises dans des entreprises.

On n'a aucune idée du nombre de ces tracts distribués ou collés sur les murs. Les souvenirs de l'oppositionnel Dogard (cf. *Cahiers du mouvement ouvrier* numéro, n° 62) suggèrent qu'à cette date ils pouvaient encore circuler assez largement.

Ces tracts se trouvaient en 1990 dans le fonds du Comité de Moscou du Parti communiste (PCR[b]) déposé aux archives du parti du centre scientifique et d'information de l'histoire politique de Moscou (initiales MPA) qui a depuis lors changé de nom.

(1) Staline, *Œuvres complètes*, tome 11, p. 278.

(2) Léon Trotsky, *Œuvres*, deuxième série, tome III, p. 27.

(3) RGASPI, fonds 326, inventaire 1, dossier 29, feuille 1.

## Tract n° 1 du 12 janvier 1929

« A tous les membres du parti, à tous les ouvriers,

Camarades, la révolution est en danger !

La situation économique se dégrade chaque jour. La faim menace les villes, les

koulaks et les spéculateurs s'engraissent sur notre misère, dans leur dos se tient le capital mondial, l'ennemi le plus dangereux de la dictature du prolétariat. Au lieu d'unir et de mobiliser toute la classe ouvrière pour la défense des conquêtes d'Octobre, le comité central du PC communiste russe arrête et exile les ouvriers les plus actifs et les plus déterminés, qui défendent les points de vue de l'Opposition léniniste.

A Moscou même, ces derniers temps on a arrêté quelques centaines de prolétaires, la fleur de la classe ouvrière. Le bureau politique ne se contentant pas de cela a décidé d'exiler de force à l'étranger le camarade Trotsky après que ce dernier a décidé de refuser de quitter le pays de la révolution, pour lequel il a tant fait en Octobre, pendant les années de la guerre civile et de la construction pacifique. Le bureau politique l'expulse de force hors des frontières de l'Union. Il le livre aux mains des ennemis de Trotsky, cet immense révolutionnaire prolétarien, ami et collaborateur de Lénine, du chef de l'Armée rouge et de la révolution mondiale. Le bureau politique s'allie à la bourgeoisie mondiale pour réprimer Trotsky, il quémande auprès de la bourgeoisie son territoire comme lieu de l'exil, il livre sa vie dans les mains du premier tueur garde blanc, peut-être déjà entraîné dans les montagnes sauvages de la frontière turque à travers laquelle on se prépare à expulser Trotsky. La vie de Trotsky est en danger. Le parti et toute la classe ouvrière doivent le savoir. Le bureau politique a l'entière et totale responsabilité de sa vie. La classe ouvrière doit connaître le nom des gens qui, sur la proposition de Staline, ont pris sur eux la pleine responsabilité de ce crime. Sont membres du bureau politique qui a pris la décision de l'exiler, Staline, Boukharine, Rykov, Tomski, Kalinine, Vorochilov, Roudzoutak, Molotov et Kouybichev (ainsi qu'Ordjonikidzé au nom de la commission centrale de contrôle). Nous citons les noms et nous vouons au mépris du prolétariat du monde entier tous les membres du comité central qui votent cet acte honteux et inouï de lâcheté, de vengeance et de trahison dans la lutte des classes.



On fait cela au nom du parti, dans son dos. On mène le parti les yeux bandés et on le place devant le fait accompli. Nous appelons tous les membres du PC russe à protester de toutes leurs forces contre cet acte monstrueux du bureau politique.

Allez-vous couvrir ce crime de votre silence ? Nous invitons tous les prolétaires fidèles à la révolution à désigner de leur nom tous ceux qui, dans notre discussion interne, ont, comme des briseurs de grève, sollicité l'aide des capitalistes. Que s'élève la voix de la protestation ouvrière contre ce misérable crime. Que le bureau politique rende des comptes ! Exigez l'annulation de la honteuse décision. Arrêtez la main levée sur le guide de la révolution prolétarienne !

Les bolcheviks-léninistes (opposition). »

## Tract n° 2

« A tous les membres du parti, à tous les ouvriers,

Camarades,

Dans notre tract de la mi-janvier nous informions de la décision du bureau politique d'exiler le camarade L. Trotsky hors des limites de l'URSS. Cette décision est tellement monstrueuse et incroyable que de nombreux ouvriers n'ont pas cru au tract des bolcheviks-léninistes : certains membres du parti disaient même que c'était une invention de l'Opposition pour discréditer le bureau politique.

En réponse à notre tract, les journaux, à partir du 24 janvier, ont mené une campagne ignoblement menteuse et calomnieuse contre les bolcheviks-léninistes. En même temps, dans toute une série de réunions du parti et de conférences du parti, les "Iaroslavski", toute honte bue, commencent à préparer l'opinion publique au fait monstrueux de l'exil de Trotsky. A cette fin, on répand la calomnie infâme de la prétendue insurrection armée contre le pouvoir soviétique que préparerait l'Opposition. Le mensonge impudique et grossier, voilà le moyen préféré de lutte qu'utilise le CC contre l'Opposition. En avançant une nouvelle version de "l'officier de Wrangel", en inventant des complots

antisoviétiques de l'Opposition, Staline veut "préparer" le parti et la classe ouvrière à de nouveaux coups acharnés contre l'opposition léniniste. Alors qu'ils gardent le silence sur l'arrestation et l'exil de milliers de bolcheviks au cours de l'année passée, les journaux du 24 janvier évoquaient "*la découverte d'une organisation trotskyste antisoviétique*". Cette information publiée avec un mois de retard (puisque les arrestations se sont produites en décembre) est fautive de A à Z, y compris le chiffre des opposants arrêtés qui dépasse les 300 pour la seule Moscou, sans compter le nombre significatif d'arrestations dans d'autres villes.

L'écrasante majorité des militants arrêtés sont des travailleurs de 70-80 fabriques et usines de Moscou. Aucun d'eux ne dissimulait ses opinions et chacun intervenait hardiment pour défendre les idées de l'opposition léniniste. Lors de la campagne sur les conventions collectives qui vient de se clore, ils ont développé les revendications de l'Opposition sur l'amélioration de la situation de la classe ouvrière, sur le renforcement de sa dictature par l'accélération des rythmes de l'industrialisation, l'augmentation du salaire et une lutte sans concession contre le koulak, le nepman et le bureaucrate.

C'est précisément pour cela que Staline a arrêté et enfermé dans l'isolateur de Tobolsk (qui unit camp de concentration et baignoire). C'est précisément pour cela qu'il a traîtreusement livré le camarade Trotsky à la bourgeoisie internationale. Tout en accusant avec impudence l'Opposition de trahison, Staline a sollicité l'aide des gouvernements capitalistes en leur demandant, "*comme un acte d'amitié à l'égard de l'URSS*" !, d'accueillir le camarade Trotsky sur le territoire de leurs Etats.

Mais même prisonnier, le chef de la révolution d'Octobre et l'organisateur de l'Armée rouge fait peur à la bourgeoisie européenne : les gouvernements d'Allemagne, du Canada, d'Amérique, de Lettonie, de Finlande et d'autres Etats ont refusé de l'accueillir. Seul Kemal Pacha a accepté d'accorder un séjour provisoire de Trotsky en Turquie. Ce qui semble à la

classe ouvrière une calomnie contre la direction s'est réalisé par la volonté de cette dernière.

Trotsky, refusant de quitter l'URSS, a été arraché de force à Alma-Ata et envoyé à Constantinople.

La balle de n'importe quel garde blanc peut abattre désormais cette vie précieuse pour le prolétariat et le monde entier.

Lorsqu'ils passèrent dans l'Opposition, Zinoviev et Kamenev ont dans une lettre prévenu : s'ils étaient "par hasard" tués, que le parti et la classe ouvrière sachent que ce serait l'œuvre de Staline. Ils ont déclaré à Trotsky que si Staline ne l'avait pas encore fait tuer, c'est seulement parce qu'il craignait d'être en retour victime d'un attentat. Piatakov a plusieurs fois déclaré que dans sa lutte contre l'Opposition, Staline utiliserait tous les moyens jusques et y compris les "mesures vénitiens" (assassinats politiques secrets).

En leur temps, ils savaient de quoi est capable ce maître des "affaires mouillées". Mais désormais, ils se taisent. Leur langue est paralysée.

En rappelant ces faits, nous attirons l'attention du parti et de la classe ouvrière sur le fait que Staline est au premier chef responsable de la vie de Trotsky. Ceux qui, tout en connaissant Staline, ont voté pour sa proposition ou l'ont soutenue en silence, porteront devant le prolétariat mondial la responsabilité de complices du secrétaire général que Lénine, dans son testament, accusait de déloyauté, et qu'en violation du testament de Lénine ses complices maintiennent à ce poste de responsabilité depuis plus de cinq ans après la mort de Lénine. En donnant son accord à la livraison de Trotsky à la bourgeoisie, en perpétuant et en renforçant la répression sur des centaines de bolcheviks-léninistes, Staline se prépare à de nouveaux et profonds virages à droite, après quoi il sera impossible de faire revenir sans grands ébranlements le parti sur une voie léniniste. Staline craint que l'influence croissante de l'opposition léniniste dans la classe ouvrière ne lui lie les mains. C'est pourquoi, sans s'arrêter devant la calomnie, en mettant en œuvre tous les moyens à sa disposition, il s'efforce par un orage de répressions

d'arrêter l'influence des bolcheviks-léninistes sur le prolétariat.

Mais aucune répression, aucun coup n'arrêteront notre combat pour préserver et renforcer la dictature du prolétariat, pour améliorer la situation de la classe ouvrière, pour faire revenir le parti sur la voie léniniste. Nous resterons fidèles jusqu'au bout au drapeau de Lénine et du communisme. Seule l'activité de la classe ouvrière et du noyau prolétarien du parti peut arrêter le glissement aggravé du parti loin de la voie léniniste, préserver les conquêtes d'Octobre et renforcer la dictature du prolétariat. Nous renvoyons avec indignation l'accusation de défaitisme à Staline qui a traitreusement livré aux assassins de Liebknecht, Luxemburg et Vorovski, l'organisateur et le chef de l'Armée rouge, Trotsky.

Des milliers de bolcheviks fermes, de combattants actifs de la dictature du prolétariat, de constructeurs de l'Armée rouge et du pouvoir soviétique sont exilés par Staline et jetés en prison pour faire plaisir au nepman, au koulak et au bureaucrate.

Camarades ouvriers ! Elevez la voix ! Frappez les mains de ceux qui remplissent la volonté de classes étrangères. Elisez des délégations exigeant le retour du camarade Trotsky, des opposants exilés et emprisonnés.

Intervenez activement dans les affaires de notre parti.

Ecrasez de votre botte ouvrière l'ignoble calomnie lancée sur l'Opposition. En semant l'hostilité contre les bolcheviks-léninistes dans le parti et le prolétariat, Staline trompe le prolétariat.

Ne croyez pas le comité central sur parole. Exigez la publication de toutes les lettres de Lénine et de tous les documents de l'Opposition léniniste cachés au parti et aux ouvriers.

Combattez pour l'amélioration de la situation de la classe ouvrière.

En réponse à l'augmentation du prix de la vie, exigez l'augmentation du salaire.

Contre la répression, éliez des bolcheviks-léninistes arrêtés et exilés au soviet de Moscou et aux soviets d'arrondissement.

Pour les conquêtes d'Octobre.

Pour la dictature du prolétariat.  
Les bolcheviks-léninistes (opposition  
du PCR[b]),  
janvier 1929. »

## Tract n° 3

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

A tous les ouvriers, à tous les membres  
du PCR(b)

Camarades !

Juste après avoir livré à la répression  
des gardes blancs le chef d'Octobre, le  
camarade Trotsky, a commencé une  
répression féroce contre les meilleurs fils  
du prolétariat, les bolcheviks-léninistes,  
défenseurs des conquêtes d'Octobre.

Soixante-trois bolcheviks-léninistes,  
parmi lesquels les camarades Dreitzer,  
Gaievski, Grintchenko, Gronstein,  
Naoumov, Mino, Bronstein (*ici mots  
illisibles*), Valentinov, Zoubarov, Ivanov  
et d'autres ont été par tromperie emmené  
dans la prison de Tobolsk, appelée  
désormais isolateur politique.

La direction du parti cache aux  
ouvriers ce nouveau crime. On a déclaré  
aux parents des exilés et à leurs cama-  
rades des usines et fabriques qu'ils  
avaient été arrêtés et envoyés en exil sur  
la base d'une décision du Guépéou. Après  
quoi on les a jetés en prison.

Leur exigence d'obtenir des vêtements  
chauds ou au moins des valenki (*bottes de  
feutre*) a été rejetée. Le vieux bolchevik  
Drobnis a eu les deux pieds gelés. Le  
régime pénitentiaire n'a pas d'égal dans  
l'ignominie. Interdit de recevoir des  
paquets de l'extérieur et d'acheter de la  
nourriture avec son argent. Les détenus  
n'ont pas le droit de communiquer entre  
eux. Les malades graves (Naoumov et  
autres) et la camarade Tourman enceinte  
de sept mois sont toujours au régime  
commun.

Pour protester contre ce maintien  
illégal inouï au bagné et contre le régime  
infect imposé aux détenus, ils ont décrété  
une grève de la faim mortelle le 4 février.  
Douze détenus, parmi lesquels E. A.  
Dreitser, héros de la guerre civile, décorés  
deux fois de l'ordre du Drapeau rouge ont  
été transférés dans l'hôpital de la prison  
dans un état grave.

La grève de la faim continue !

Camarades,

Soixante-trois bolcheviks sont en train  
de mourir dans une prison soviétique !  
Faites connaître ce fait à toute la classe  
ouvrière ! Recopiez ce tract ! Faites le  
connaître à vous camarades de travail !  
Ecrivez à vos amis en province ! Que tous  
les prolétaires soient informés du crime  
qui est en train de se commettre !

Protestez sans tarder ! Bientôt il sera  
trop tard ! Protestez auprès du comité  
central et de la commission centrale de  
contrôle, auprès des comités du parti, des  
cellules et des rédactions des journaux !  
Allez-y en groupes et un à un ! Intervenez  
dans les réunions ! Elisez vos délégués !  
Manifestez votre soutien aux familles de  
militants arrêtés.

Nous avons tous, chaque ouvrier,  
chaque membre du parti, la responsabilité  
de la vie des soixante-trois bolcheviks-  
léninistes qui ont donné leur vie pour la  
cause de la classe ouvrière.

Les bolcheviks-léninistes (opposition)

Moscou, le 15 février.

Lisez et transmettez à un autre. »

## Tract n° 4

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

A tous les travailleurs de la  
manufacture Lénine de Gloukhov !

Camarades ouvriers !

La gestion bureaucratique du pays a  
débouché sur une crise économique. La  
bureaucratie tente de trouver une issue à  
la situation ainsi créée uniquement en  
renforçant la pression sur la classe  
ouvrière, en abaissant son salaire réel et  
en renforçant l'exploitation à la manière  
des capitalistes.

L'un des indices éclatants de la  
pression exercée sur les travailleurs dans  
les conditions actuelles est le passage au  
travail sur quatre métiers à tisser,  
augmentant de 25 % la tension de la force  
musculaire des tisserands, sans aug-  
mentation de salaire.

Certes, on nous promet une augmen-  
tation des salaires après ce passage au  
travail sur quatre métiers. Mais ces pro-  
messes resteront sur le papier comme sont  
restées sur le papier celles que l'on nous a

faites lors du passage au travail sur trois métiers.

Nous ne croyons pas aux assurances mensongères des fonctionnaires sur l'augmentation des salaires, et nous nous rappellerons que le passage au travail sur quatre métiers va se traduire par le licenciement non seulement de 157 tisserands mais va aussi s'accompagner du licenciement d'une centaine de travailleurs supplémentaires.

La cellule du Parti communiste et le comité syndical devrait réunir les ouvriers et discuter de cette question dans l'intérêt de ces derniers (veulent-ils ou non le passage au travail sur quatre métiers en ce moment, oui ou non ?) Mais ils ont joué fondamentalement un rôle inverse.

La cellule et le comité syndical, en accord avec l'administration, ont organisé une conférence de production où ils ont fait une sélection artificielle de participants, en y incluant des gens qui n'ont aucun rapport avec l'activité de tissage (*ici quelques mots illisibles*) de deux conférences de production, des bureaucrates ont expliqué ce choix dans le journal *Golos Rabotchego* (*La Voix du travailleur*) par le fait que les ouvriers se rangeaient derrière les ivrognes, les hooligans, les contre-révolutionnaires, les démagogues, les fainéants, etc., et non par le fait que les ouvriers ne veulent pas passer au système des quatre métiers.

Qui donc étaient ceux que *Golos Rabotchego* qualifie de "hooligans" et d'"ennemis de la classe ouvrière" ?

Ce sont des ouvriers qui ne craignent pas de dire la vérité, yeux dans les yeux, aux fonctionnaires (*quelques mots illisibles*). Les dirigeants du parti de Gloukov ont élaboré un plan en collaboration avec le Guépéou pour obtenir qu'aucun des ouvriers d'humeur oppositionnelle ne puisse entrer dans la salle où se réunissait à la conférence de production.

On nous a donc transférés au travail sur quatre métiers par des procédés de filous et d'escrocs.

Nous exigeons :

1. L'abrogation de la décision de la conférence qui n'a pas exprimé la volonté des ouvriers sur le passage à quatre métiers.

2. L'exécution par l'administration des promesses qu'elle avait faites lors du passage au travail sur trois métiers.

3. L'augmentation du salaire réel en rapport avec la hausse des prix sur les produits et l'augmentation de la productivité du travail.

4. Que la femme tisserand ne soit pas soumise à l'épuisement qu'elle ressentira encore plus si l'on passe aux quatre métiers.

Camarades,

Exigez la libération et le retour d'exil des bolcheviks-léninistes, représentants authentiques de la classe ouvrière !

Ne reculez pas d'un pas sur vos revendications !

Menons un combat décisif contre la bureaucratie du parti et des syndicats ! »

## Tract n° 5

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Le jeune prolétaire de la quatrième section de notre fabrique, le camarade Foutlik, languit dans la prison de Boutyrka. Un lointain et long exil dans les régions du nord de notre pays l'attend. Les fonctionnaires du parti et du syndicat ne répondent rien aux questions légitimes des ouvriers sur l'endroit où se trouve Foutlik ou racontent qu'il est malade, ce qui est faux.

Pourquoi Foutlik a-t-il été arrêté, pour quelles actions contre-révolutionnaires mérite-t-il d'être privé de liberté, en quoi s'est exprimé son activité de saboteur vis-à-vis de la classe ouvrière, pourquoi est-il nécessaire de l'isoler de la société ?

Tout le monde se rappelle les événements encore frais de la campagne développée dans notre fabrique pour la baisse du prix de revient. Toutes les propositions de l'administration, soutenues par le comité syndical et par la cellule, se ramenaient à une diminution du salaire. Dans son intervention à la réunion, Foutlik a démontré le tort que porterait une baisse de salaire aujourd'hui à l'ouvrier, alors que les prix de tous les produits augmentent fortement et que la forte pénurie de ravitaillement contraint le travailleur à se tourner vers le marchand privé chez qui il paye trois fois plus cher.

Il démontra que chercher la baisse du prix de revient par la baisse du salaire est une dénaturation de la ligne du parti. Mais les fonctionnaires sen fichent. Est-ce que la baisse du prix de revient leur fera perdre quelque chose ? La baisse de salaire fut donc décidée. Mais cela ne leur suffit pas. Ils accusent maintenant Foutlik d'être un contre-révolutionnaire.

Ainsi, la simple défense de vos intérêts est reprochée comme du travail anti-soviétique.

Mais les ouvriers savent qui est leur ami. Ils ont vu comment le comité syndical, la cellule et l'administration de l'usine se sont unis pour attaquer les intérêts des ouvriers. Leur confiance en Foutlik et leur respect pour lui ont augmenté, ce qui s'est manifesté dans son élection comme membre du bureau du syndicat du quatrième atelier. Ces élections ont définitivement effrayé la clique des fonctionnaires. Ils ont fait pression par tous les moyens en semant la peur pour obtenir l'annulation de l'élection de Foutlik.

La vieille secrétaire de la cellule Tikhomirova est jugée insuffisante et dure à la détente avec les ouvriers-communistes (*sic dans le texte !*) et on la remplace par Ivanov qui a depuis longtemps rompu avec la production. En apprenant que les ouvriers faisaient confiance à Foutlik et le respectaient, il tombe dans une fureur lâche, écrit un rapport honteux au Guépéou, qui arrête Foutlik.

Ainsi notre confiance en Foutlik lui vaut d'être accusé d'activité contre-révolutionnaire.

Voilà pourquoi Foutlik languit en prison. Cet ouvrier, qui depuis sa prime jeunesse s'est trouvé au premier rang de la révolution, qui a toujours combattu pour la cause du prolétariat, est aujourd'hui victime de sales et lâches ragots de fonctionnaires, qui craignent d'écouter l'expression libre de l'âme des ouvriers.

Camarades ouvriers ! Allez-vous abandonner un camarade qui a souffert pour vous, allez-vous le laisser tomber, craignez-vous d'intervenir ouvertement et d'exiger sa libération ? Nous ne le pensons pas, nous savons et nous croyons fermement que la fraternité et la solidarité

vivent dans la classe ouvrière et que cette dernière saura défendre ses lutteurs.

Exigez la libération de Foutlik.

Elisez le au comité de fabrique aux prochaines élections.

Votre résistance organisée à la bureaucratie des fonctionnaires, qui se cache face aux travailleurs derrière le dos du Guépéou, lui servira d'avertissement menaçant. Elle montrera que l'ouvrier ne supportera pas qu'on se moque de lui et les contraindra à changer de politique dans le sens d'une plus grande liberté et d'une élévation du niveau de vie de la classe ouvrière.

L'opposition des bolcheviks-léninistes  
Lis et transmets à un autre. »

## Tract n° 6

« Camarade !

Après la lettre que nous t'avons adressée, la *Pravda* a publié trois articles calomnieux ignobles contre Trotsky. La parution même de l'article et leur contenu ne nous étonnent pas. Prends le tome 14 des *Œuvres* de Lénine (édition de 1921 ou de 1925) et tu y verras que le "fameux" Ermolenko, avec quasiment les mêmes mots, avait accusé Lénine d'être un espion allemand, d'avoir reçu de l'état-major général allemand la somme de 10 000 roubles (ce chiffre est devenu le poncif de tous les calomnieux).

Nous, bolcheviks-léninistes, avons réussi à prendre connaissance d'une traduction précise de ces articles (*c'est-à-dire des articles de Trotsky publiés dans la presse étrangère et dénoncés par la Pravda comme servant les intérêts de l'impérialisme — NDLR*). C'est pourquoi nous déclarons en toute fidélité au léninisme et aux méthodes léninistes de lutte, que nous mettons notre signature en dessous de ces articles et que nous partageons avec Trotsky à la face du prolétariat mondial la responsabilité de ses interventions sur les pages de la presse bourgeoise.

Nous aurions pu te présenter ces traductions, si la vague d'arrestations qui a dévalé sur Moscou du 26 au 30 mars n'avait pas arraché 200 militants de nos rangs. Mais ce n'est là qu'une interruption temporaire. Dans trois ou quatre semaines,

nous t'enverrons ces traductions pour que tu puisses toi-même les comparer avec les articles de la *Pravda* et voir à quelle dénaturation des articles et des pensées de Léon Davidovitch sont contraints de recourir les Iaroslavski pour obtenir ne serait-ce qu'une apparence de vraisemblance et pour escamoter le véritable visage du crime qu'ils commettent, crime qui peut coûter la tête du chef de la révolution d'Octobre et plus proche collaborateur et ami de Lénine, oui le plus proche, malgré les mensonges des Iaroslavski, Staline et autres Boukharine.

Pourquoi font-ils cela, demanderas-tu ? Pourquoi faut-il calomnier Trotsky ? Calomnier l'Opposition ?

Bonne question ! La vérité est amère : Staline et ses amis, enivrés par l'éclat du pouvoir et de leur puissance apparente, pensaient de façon tout à fait sincère qu'ils avaient déjà une jambe sur le terrain du socialisme et qu'ils vont bientôt y installer leur deuxième jambe. Le socialisme dans un seul pays avait déjà presque triomphé !

C'est à partir de cette position qu'ils ont abordé toutes les déclarations de l'Opposition, qui les avertissait sur les dangers existant, qui les invitait au combat, qui exigeait la vigilance et un travail écrasant et régulier. Le comité central tout entier considérait ces déclarations comme stupides et panicardes, et ceux qui les rédigeaient comme des gens de peu de foi.

C'est ainsi que la direction du parti s'est enfoncée dans des errements très dangereux vu leurs conséquences ; pour ne pas laisser l'Opposition semer "la panique" dans les rangs du parti, il lui a fallu commencer la critique systématique du "trotskysme" en cherchant par tous les moyens à effrayer ses partisans par toutes sortes de mesures répressives, en les chassant de leur travail, en les transférant, etc. En même temps, ils ont rassemblé dans l'appareil du parti et des soviets ceux qui ne cédaient pas à ces humeurs "panicardes". »

## Tract n° 7

« Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

Compléments des bolcheviks-léninistes (opposition) aux instructions du soviet de Moscou

Dans ce moment difficile, nous ouvriers de Moscou, nous devons élire la nouvelle composition du soviet de Moscou. La bourgeoisie mondiale, en se couvrant du pacte Kellog mensonger et hypocrite, prépare la guerre contre l'URSS. A l'intérieur du pays, les difficultés économiques augmentent. Le koulak prend le fusil. Les spéculateurs et les contre-révolutionnaires relèvent la tête. Le bureaucrate démoralise l'appareil soviétique.

Nous déclarons au soviet de Moscou :

— Nous ne rendrons pas sans combat le pouvoir arraché en Octobre !

— Nous ne retournerons pas dans le marécage du capitalisme où veulent nous entraîner les mencheviks, les socialistes-révolutionnaires et les demi-koulaks membres du parti communiste.

— Nous poursuivrons l'édification socialiste en comptant fermement sur le soutien du prolétariat mondial.

Notre travail est menacé d'être interrompu. Il faut immédiatement organiser la résistance. Il faut renforcer les positions politiques et économiques de la classe ouvrière. Il faut améliorer sa situation. Il faut porter des coups vigoureux aux ennemis de la dictature prolétarienne.

Nous invitons le soviet de Moscou à ouvrir vigoureusement le feu contre le koulak, le nepman et le bureaucrate, à renforcer la position de la classe ouvrière, à renforcer la démocratie ouvrière.

Nous proposons au soviet de Moscou de fonder son activité sur les positions suivantes :

1. Malgré l'accroissement de la production industrielle et du revenu de la population, la situation de la classe ouvrière ne s'améliore pas ces derniers temps. En 1927-1928, l'augmentation du salaire réel devait, d'après le plan, s'élever à 13 % (7 % d'accroissement du salaire nominal, 6 % de baisse des prix). En réalité, le salaire réel n'a pas du tout augmenté, car l'augmentation des salaires de 11 % s'est accompagnée d'une augmentation des prix de 10 %, sans compter l'augmentation des loyers, etc.

Pour l'année 1928-1929 est prévue une augmentation de salaire de 7 % ; or, pour les seuls premiers mois, les prix ont augmenté de 6 à 7 %. Donc, en réalité, le salaire baisse.

C'est vrai dans toute l'Union. La situation est encore pire à Moscou. Le salaire réel des ouvriers de Moscou au cours des trois dernières années oscille entre 81 et 88 roubles (données pour le mois d'octobre de chaque année). Il n'y a pas eu d'augmentation du salaire au cours des deux dernières années à Moscou.

Tout cela sur la base des statistiques officielles qui embellissent la situation.

Entre-temps, la productivité du travail croît chaque année. L'année dernière, elle a augmenté de 14 %, cette année est prévue une augmentation de 17 %. L'ouvrier produit plus, mais reçoit le même salaire.

Alors que la production de marchandises augmente, qu'il y a de plus en plus de marchandises, la classe ouvrière n'y gagne rien (ce qui signifie que d'autres classes, qui lui sont hostiles, y gagnent). Une telle situation est insupportable. Elle discrédite la révolution prolétarienne aux yeux des prolétaires du monde entier. Elle affaiblit l'activité du prolétariat, elle freine le développement de son niveau culturel, elle sape les fondements de la dictature du prolétariat.

Nous invitons le soviet de Moscou à exiger des instances supérieures l'exécution des décisions du XII<sup>e</sup> Congrès du parti sur l'augmentation du salaire réel en liaison avec l'accroissement de la productivité du travail. Dans les entreprises directement subordonnées au soviet de Moscou, s'attacher sans tarder à réaliser pratiquement cette résolution, qui n'a jamais été abrogée, mais que les bureaucrates ont tout simplement mise de côté.

Nous invitons le soviet de Moscou à reprendre la publication, interrompue en septembre 1927, des données sur l'évolution du salaire réel. Les publier dans *Rabotchaia Moskva* et dans d'autres journaux lus par les ouvriers.

2. L'industrie se développe trop lentement. La pénurie de marchandises non seulement ne diminue pas, mais elle s'accroît d'année en année, et les commerçants privés-spéculateurs utilisent cette situation pour gonfler les prix.

En même temps, l'industrie n'embauche pas de nouveaux ouvriers. En 1928-1929, le nombre des ouvriers s'est accru de 1 à 2 % en comparaison du chiffre moyen de 1927-1928. Et même par rapport aux derniers mois, nous avons non pas un accroissement mais une diminution.

En même temps, le chômage augmente rapidement, tant sur le dos de la campagne que sur celui des ouvriers des villes et de la jeunesse ouvrière.

Nous invitons le soviet de Moscou à ne pas se satisfaire du rythme adopté d'industrialisation du pays, à lutter pour le renforcement de l'industrialisation comme unique moyen effectif de lutte contre la pénurie de marchandises et le chômage.

3. Les collectes de blé diminuent et la spéculation sur le pain se développe. Les prix sur le pain montent jusqu'à 10-12 roubles le poud (16,6 kilos — *NDLR*). Les koulaks et les paysans aisés encaissent un énorme revenu additionnel en vendant le pain non pas au prix fixé, mais par la bande. Ce revenu additionnel n'est bien entendu pas pris en compte dans le calcul de l'impôt agricole.

Nous invitons le soviet de Moscou à obtenir que les éléments aisés du village soient soumis à un impôt sur leur surprofit spéculatif. Adopter la même mesure sur les revendeurs de pain, les commerçants privés, les coopératives moscovites, etc. Utiliser les moyens ainsi récupérés pour améliorer la situation des paysans pauvres et des ouvriers des villes victimes des spéculateurs.

4. L'appareil bureaucratique est gonflé et coûteux. Nous invitons le soviet de Moscou à entreprendre une vigoureuse réduction de l'appareil.

Réduire les dépenses qui lui sont consacrées au moins de 25 %.

Réduire le traitement des catégories les mieux payées.

Réduire le nombre des bénéficiaires des magasins spéciaux et réduire les fonds qui leur sont attribués.

Augmenter les impôts des catégories d'employés les mieux payés. Ne pas limiter ces mesures à l'appareil du soviet de Moscou, mais obtenir leur extension à tout l'appareil bureaucratique de l'Union.

5. La classe ouvrière est la première perdante de l'augmentation des prix et de la dévaluation de l'argent. Au cours des dernières années, l'émission de monnaie a dépassé tous les plans prévus et s'est faite sans tenir compte des possibilités. Nous lisons ainsi dans le bulletin du commissariat du peuple aux Finances : *"Dans les chiffres de contrôle pour 1926-1927, le commissariat aux Finances a avancé le chiffre d'émission de monnaie de papier de 100 millions de roubles. Le Gosplan a adopté le chiffre de 130 millions, et à la fin de l'année, l'émission s'est montée à 337 millions de roubles et a provoqué de sérieuses difficultés. Pour 1927-1928, le commissariat aux Finances a d'abord projeté 100 millions de roubles, puis 130, le Gosplan ; dans ses chiffres de contrôle, est monté à 200 millions, et à la fin de l'année, bien qu'aucun nouvel élément favorable ne se soit produit, l'émission a atteint 343 millions de roubles-papier"* (Les finances et l'économie, n° 48).

En 1927-1928, le niveau des prix dans le commerce de détail (*d'Etat* – NDLR) s'est élevé de 192 à 211, et dans le commerce privé, de 226 à 268, si l'on prend les chiffres de 1913 comme indice 100.

Les prix continuent aujourd'hui à augmenter.

Nous invitons le soviet de Moscou à exiger l'arrêt complet de l'émission de roubles-papier et le retrait progressif d'une partie de la monnaie-papier de la circulation.

6. L'arrêt de l'augmentation du salaire et l'augmentation des prix s'accompagnent d'une dégradation de la situation des ouvriers. L'usage (*ici mot illisible, sans doute "vodka"*) augmente et la vodka élimine les dépenses culturelles du budget de l'ouvrier.

La nouvelle loi sur les loyers a sérieusement augmenté les tarifs pour les catégories d'ouvriers et d'employés les plus mal payés (de 50 à 100 %) et n'a quasiment pas d'effet sur les employés les mieux payés, les artisans, les professions libérales et les nepmen.

Nous invitons le soviet de Moscou :

a) à chercher à obtenir l'abrogation de la nouvelle loi sur le loyer. S'il y a nécessité d'augmenter les loyers, faire porter

cette augmentation sur les catégories les plus favorisées, et non sur la partie la moins payée de la classe ouvrière ;

b) chercher à obtenir l'arrêt total de la vente de vodka à Moscou, et en général dans tous les centres ouvriers.

7. La classe ouvrière de l'URSS est fière de l'Armée rouge de la révolution, l'armée de classe des ouvriers. Renforcer le contrôle sur son recrutement. Epurer l'Armée rouge des koulaks et des demi-koulaks. Epurer le commandement des éléments oustrialoviens, thermidoriens et bonapartistes. Chercher à obtenir le retour au travail militaire de tous les participants de la guerre civile qui en sont aujourd'hui écartés.

8. Au cours des dernières années, on a exilé des milliers de communistes opposants. On les incarcère aujourd'hui dans des isolateurs politiques (des prisons). On a livré traîtreusement à la bourgeoisie, en l'expulsant au-delà des frontières, Trotsky, président du soviet de Petersburg en 1905 et en 1917, qui avait pris le pouvoir dans ses mains. Cette politique est honteuse. Elle est particulièrement honteuse aujourd'hui alors que la classe ouvrière est entourée d'ennemis, alors que la plus extrême tension de toutes les forces de la révolution est nécessaire.

Nous invitons le soviet de Moscou à protester de toutes ses forces contre la répression qui frappe les bolcheviks-léninistes.

## Tract n° 8

« A tous les ouvriers, à tous les membres du PCR(b)

La fausse politique économique du comité central a conduit le pays dans une impasse, dont la direction du parti cherche à sortir en renforçant la pression sur la classe ouvrière. Le plenum de novembre du CC, en protégeant les intérêts de "la couche très pauvre des koulaks", n'a pas trouvé le temps de discuter la question ouvrière dans toute son ampleur, en se limitant à adopter une directive sur l'augmentation de la productivité du travail et l'abaissement du prix de revient. Le plenum a gardé un silence pudique sur le fait que les bureaucrates se préparent à augmenter la productivité du travail et



réduire le prix de revient sur le dos du prolétariat. Lors du VIII<sup>e</sup> Congrès des syndicats et lors de la campagne des conventions collectives, les bureaucrates ont appliqué nettement la ligne de Staline et de Tomski, mortelle pour la révolution prolétarienne.

Les bolcheviks-léninistes, dans leurs tracts et dans la campagne des conventions collectives, et dans leurs interventions dans les réunions ouvrières, ont démasqué et stigmatisé la politique antiprolétarienne des bureaucrates du parti et des syndicats, en avançant toute une série de revendications qui correspondent entièrement aux intérêts de la classe ouvrière.

Malgré la terreur et les menaces des apparatchiks, ces revendications ont été adoptées par les réunions des ouvriers du parc de tramway Boukharine, de la fabrique de légumes de Moscou n° 1, par l'usine d'instruments de forage, de l'atelier de fonderie de cuivre Douks, de l'aciérie La faucille et le marteau, du canal, de la fabrique de menuiserie, de l'une des équipes de la première fabrique de tissu de Serpoukhovo et de quelques autres.

Ce développement manifeste de l'influence des bolcheviks-léninistes dans les masses prolétariennes a suscité une explosion d'exaspération dans l'appareil bureaucratique. Certains des bureaucrates les plus déchaînés et les plus effrontés, dans les réunions ouvrières, ont commencé à menacer de fusiller les opposants.

Les staliniens savent qu'il est impossible de faire pression sur les ouvriers et de renforcer cette pression si l'on n'arrête pas le tocsin que sonne l'Opposition en appelant le prolétariat à être vigilant et actif. Les staliniens savent que le prolétariat, en agissant, leur portera des coups. Ils s'efforcent par tous les moyens d'empêcher cette activité.

Voilà pourquoi, à la veille du Nouvel An, le Guépéou, sur ordre de Staline, a célébré l'anniversaire de l'exil des chefs de l'Opposition en Sibérie, en portant un nouveau coup à l'Opposition léniniste en arrêtant, à Moscou, environ 200 ouvriers, fermes bolcheviks-léninistes.

En même temps que les camarades Mdivani, Kavtaradzé, Drobnis, Voronski,

qui, pendant des décennies, ont construit le Parti bolchevique avec Lénine, les liquidateurs de ce parti membres du Guépéou et du CC ont arrêté les meilleurs militants de l'avant-garde de la classe ouvrière (*suit une liste de trente-six noms, un par entreprise — NDLR*), dont les membres de l'Armée rouge Dreitser, Sakhnovskaïa, Simonova, Rechetnitchenko.

Pendant une dizaine d'années, depuis l'époque de Kerenski, la prison de Boutyrka n'avait pas vu de révolutionnaires prolétariens dans ses murs. Mais au cours de la onzième année de la révolution prolétarienne, Staline y a enfermé plusieurs centaines de bolcheviks-léninistes.

Aujourd'hui, en s'efforçant par une pluie de répressions d'étouffer la voix de la critique prolétarienne, il a à nouveau envoyé directement de leur atelier en prison la fleur de la classe prolétarienne.

On a arrêté nos camarades parce qu'ils ont courageusement combattu le glissement vers Thermidor :

— pour le renforcement du rythme de l'industrialisation comme moyen effectif de réaliser l'alliance avec le paysan moyen, d'atténuer la pénurie de marchandises, de lutter contre le chômage et la vie chère ;

— pour changer la répartition du revenu national, le renforcement des positions du prolétariat ; en améliorant sa situation matérielle, en augmentant les salaires, en accélérant la construction de logements, etc.

— en instaurant un impôt forcé sur le koulak, en organisant l'union de la paysannerie pauvre et en renforçant l'organisation des ouvriers agricoles ;

— en exigeant que soit menée une lutte véritable contre le bureaucratisme en introduisant une critique ouvrière et interne dans le parti et les syndicats, en réduisant l'appareil bureaucratique en cours de dégénérescence ;

— en exigeant la lutte contre les droitiers, l'aile opportuniste du parti, en cessant la répression engagée contre l'opposition léniniste et en la réintégrant dans le parti.

Staline et Tomski avaient besoin de ces arrestations pour boucler "tran-

quillement” la campagne des conventions collectives. Ils se trompent.

Des milliers de prolétaires vont se lever pour remplacer les centaines d’arrêtés et ne pas laisser les bureaucrates organiser la pression sur la classe ouvrière.

Camarades ! Une lutte de classe farouche se déchaîne dans le pays de la dictature prolétarienne. Le koulak, en bloquant les livraisons de blé et en se préparant à de nouvelles élections, a pris le fusil !

Les coups de feu des koulaks sont de plus en plus fréquents. Les nepmen et le capitaliste étranger prêtent avidement l’oreille à ces coups de feu. Seul le bureaucrate ne les entend pas et ne veut pas les entendre. Le bureaucrate, qui persécute l’Opposition parce qu’elle veut organiser la paysannerie pauvre, défend les intérêts des koulaks, en les qualifiant de très pauvres, et soumet à cette fin des résolutions au plenum du CC du PCR(b).

N’est-ce pas honteux ? Et n’est-il pas honteux qu’au lieu de renforcer la position du prolétariat, qui est le porteur du pouvoir dans le pays, la direction bureaucratique l’affaiblit par tous les moyens, en encourageant sa passivité, en faisant pression sur ses muscles, en allongeant la journée de travail ; en abaissant le salaire, en persécutant, en arrêtant et en exilant les ouvriers d’avant-garde.

Camarades,

Le danger bureaucratique est grand. Il s’est développé dans les soviets, dans les syndicats, dans le parti. En se dissimulant derrière le masque de parade de “l’auto-critique”, le bureaucrate étouffe l’activité du prolétariat et endort sa vigilance. En désarmant le prolétariat, la direction myope renforce ses ennemis de classe.

Les conquêtes d’Octobre sont en danger.

Prolétaires, portez un coup écrasant au koulak qui se déchaîne, au nepman et au bureaucrate. Ils sont forts de votre passivité et de votre silence. Soyez actifs ! Faites fonctionner la démocratie ouvrière et la démocratie interne au parti de votre propre autorité, sans attendre pour cela que le CC le permette. Le temps qu’il se ressaisisse, il sera peut-être déjà trop tard. L’ennemi se déchaîne. Par le canal du bureaucrate, le koulak et le nepman font pression sur vous en exigeant la régulation des heures de travail et la baisse du salaire.

Battez-vous pour l’amélioration de la situation de la classe ouvrière. Battez-vous contre l’augmentation des normes de travail, pour l’augmentation du salaire. Protestez contre les répressions. Exigez la libération des léninistes arrêtés, exigez qu’ils soient jugés dans un procès public avec la participation d’ouvriers élus en assemblée générale. Aidez financièrement les familles des militants arrêtés.

Exigez le retour des oppositionnels d’exil, à commencer par Trotsky, que les bureaucrates envoient à l’étranger en passant un accord avec les gardes blancs, les assassins de Liebknecht, de Luxemburg, de Vorovski et de Voïkov.

Ouvriers ! La liberté des vos camarades qui luttent dans les premiers rangs de l’Opposition léniniste dépend de votre activité. Elisez des bolcheviks-léninistes arrêtés et exilés au soviet de Moscou et aux soviets d’arrondissement. Il faut remplir la forme des soviets d’un contenu prolétarien, léniniste. Contre le koulak, le nepman et le bureaucrate.

Pour les conquêtes d’Octobre.

Pour la dictature du prolétariat !

Les bolcheviks-léninistes (opposition)

## CHAPITRE 5

### Vladimir Kossior face au NKVD

**L**e numéro 62 des *Cahiers du mouvement ouvrier* publie les réponses extrêmement fermes faites aux enquêteur du NKVD par plusieurs trotskystes exilés à Minoussinsk (Milman, Dorochenko, etc.) et soumis à une batterie de questions visant à démonter l'existence d'un complot trotskyste. Les trotskystes interrogés envoient promener les enquêteurs.

Ce numéro publie les réponses de Vladimir Kossior dans la même « affaire ».

**La fiche du NKVD fait le portrait suivant de cet oppositionnel :**

« Exilé à Minoussinsk (...), Kossior maintient systématiquement le contact avec toute une série de trotskystes exilés qui purgent leur peine dans d'autres villes : Krol, Eltsine, Doumbadzé, Sassorov, Baroch et d'autres. Kossior rassemble des documents sur les aspects négatifs du travail des soviets agricoles, des kolkhozes et des sovkhozes afin de "rédiger un travail économique confirmant la nature incorrecte de la politique du parti à la campagne". Il organise des réunions de trotskystes sur des problèmes de caractère politique et organisationnel, sur l'attitude à l'égard de la déclaration de Racovski (*la déclaration de ralliement à Staline de février 1934 — NDLR*), sur la situation des trotskystes dans les isolateurs politiques, la création d'ateliers, l'exclusion des trotskystes des colonies. Il est à l'initiative de toute une série de déclarations : protestations envoyées par des trotskystes, constitution et organisation de l'union d'exilés de partis politiques antisoviétiques (mencheviks, dachnaks) avec les trotskystes dans la lutte contre le pouvoir soviétique matérialisée par l'envoi de déclarations conjointes, de manifestations communes... »

Le 7 mai 1936, Kossior est interrogé par un officier du NKVD en même temps que d'autres exilés de Minoussinsk. Le procès-verbal de l'interrogatoire est le plus bref de tous les procès-verbaux d'interrogatoires de l'affaire dite Altaiev-Douchenko que le NKVD veut — en vain — monter :

« Question : Vous êtes accusé d'avoir, lors de votre exil à Minoussinsk, adhéré à l'organisation trotskyste contre-révolutionnaire contre le PCR(b) et le gouvernement soviétique. Faites une déposition sur votre activité antisoviétique.

Réponse : Je ne prendrai pas part à l'affaire Altaiev-Douchenko et à l'enquête sur cette affaire à laquelle on m'associe (signature de B. Kossior).

Question : Faut-il déduire de votre réponse que vous êtes membre de l'organisation trotskyste contre-révolutionnaire ?

Réponse : Je ne fournirai aucune réponse à cette question.

L'accusé a refusé de signer cette seconde réponse. »

**L'enquêteur du NKVD complète ce procès-verbal pour le moins succinct, manifestant son incapacité à faire plier Kossior, par la remarque suivante :**

« Kossior récusé un par un tous les points de l'acte d'accusation en motivant sa récusation de chaque point. »

**Kossior, exilé peu après à Vorkouta, prendra part à la grève de la faim massive des trotskystes, décrite dans le numéro 62 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, et sera fusillé.**

Л. Д. 8д

Копия заявления (не принятого нами) поданного коллективно политзаключенными одиночного корпуса I-I прогулочной группы троцкистами (выброшенное в окно камеры).

Царкомвнудел СССР

На днях нам стало известно о смерти в Сибирском концлагере товарища Солнцева.

Товарищ Солнцев осенью 1929 года, находясь в ссылке был арестован и направлен на 3 года в Политизолятор. По истечении этого срока в порядке новой расплаты ему было добавлено еще два года, и лишь осенью 1934 года он был "освобожден" из Суздальского политизолятора - в ссылку. Но уже в конце лета 1935 года во время проходившей тогда панической компании арестов, его вновь арестовали и отправили в Сиблаг. Подверженный там всем гнусостям концлагерного режима он в феврале 1936 года объявил голодовку, требуя прекращения этого издевательства и отправки его в ссылку. Ему хладнокровно дали проголодать около 15 дней, затем требование удовлетворили, но было уже поздно: на второй день после прекращения голодовки он умер - по словам администрации - от разрыва сердца. Как и полагается настоящим преступникам, его убийцы попытались скрыть свое преступление, стараясь убедить его родных, что смерть произошла "вследствие естественных причин". Это уже не первое совершенное вами убийство. Умерли от голодовки Бутов, Гоголь, Переверзев. Умер в тюрьме И. Палирмейстер, которого вы из подлой мести или из трусости держали в тюрьме несмотря на тяжелую болезнь. Недавно только, замучен вами в том же Сиблаге В. И. Усагин, которого вы совершенно больного, с отеками всей нижней части тела, гоняли на тяжелые зельные работы. Это те имена, которые дошли до нас, вам вероятно известно еще не одно.

Мы знаем вы дошли уже до такой степени нравственного падения, что чуть не хвастаетесь вашими жестокостями, уверяя себя и тех, от кого не можете скрыть своих преступлений, будто бы это "беспощадная борьба против врагов пролетариата". Не обманите: только контрреволюция, злобная и трусливая, способна так расправиться со своими противниками. Обман, насилие и лицемерие - вот на чем держится та гнусная карриатура на власть советов, которую вы создали, предав дело пролетариата и октябрьской революции.

В знак траура по товарищу Солнцеву, погибшем в борьбе за дело пролетариата и коммунизма, и в знак нашего презрения к его убийцам мы объявляем на 10-е и 11-е июля двухдневную голодовку протеста.

9 июля 1936г Подписи: Азагаров Ю., Пудовкин А., Смирнов В.,  
Фомин Н.

Fac-similé de la déclaration sur la mort de Solntsev,  
présentée ainsi (trois lignes en haut) par le responsable du camp :  
« Copie de la déclaration (qui n'a pas été acceptée par nous)  
transmise collectivement par les détenus politiques trotskystes du bâtiment  
du groupe numéro 1 (jetée par la fenêtre de la pièce). »

## CHAPITRE 6

### La mort d'Elzear Solntsev

**E**lzear Solntsev (1900-1936) fut l'un des plus remarquables dirigeants de l'opposition de gauche bolchevique-léniniste. Il est l'un des trois auteurs (avec Grigori Iakovine et G. Stopalov) d'un texte très dense et très riche, rédigé en juin 1930, en pleine crise et du régime en URSS et de l'Opposition, intitulé : « *La crise de la révolution, les perspectives de lutte et les tâches de l'Opposition. La situation internationale* », intégralement publié dans le numéro 6 des *Cahiers Léon Trotsky* (pp. 154- 171). Impossible de résumer ici ce texte qui couvre toutes les questions économiques, sociales et politiques. Citons l'essentiel de sa conclusion :

« Plus que jamais, "le régime d'appareil est le plus grand de tous les dangers". La lutte contre ce régime d'appareil, pour la démocratie prolétarienne, est le maillon actuellement le plus important dans la lutte pour la réforme et contre le danger thermidorien.

Le *vote secret*, la libre discussion et la critique de la politique du parti dans les organisations prolétariennes, le retour de l'Opposition dans le parti et sa légalisation en qualité d'aile léniniste, tels sont les mots d'ordre concrets de cette lutte ; et en même temps, ils mobilisent les masses en cas de défaite de la dictature. La lutte pour la réforme est impossible sans la lutte pour la démocratie prolétarienne. Sans la réforme on ne peut éviter la victoire de Thermidor (...). L'Opposition dirige le mécontentement des masses pour exercer une pression sur le parti, tout en veillant à ce que ce mécontentement respecte strictement le cadre soviétique et s'insère dans notre

ligne politique ; elle mène une lutte déterminée contre tous les groupes qui s'orientent vers une ligne antisoviétique (...).

Si la crise du parti précède celle de la dictature dans le pays, la réforme n'arrivera pas trop tard et le parti régénéré pourra dominer les événements ; dans le pire des cas, si la crise se produit en même temps dans le parti et dans le pays, la pression thermidorienne sous-jacente sera vraisemblablement le point de départ de l'écroulement de la dictature et du triomphe de thermidor.

Mais dans un cas comme dans l'autre, notre position, c'est la lutte intransigeante contre la direction centriste (historiquement et politiquement condamnée, quelle que soit la perspective), contre son orientation stratégique, jusqu'à son effondrement, quand nous fusionnerons avec le noyau prolétarien du parti sur une ligne de défense de la révolution, qui pourra réaliser sa réforme et remplacer sa direction. »

**Il meurt en février 1936 au goulag après une grève de la faim de protestation. Nous publions ci-dessous la lettre indignée qu'adressent à ce propos à Iejov quatre détenus oppositionnels (dont Vladimir Smirnov, l'un des dirigeants du groupe dit des « décistes »).**

« Lettre à Iejov

Au commissaire du peuple à l'Intérieur,

Il y a quelques jours, nous avons appris la mort du camarade Solntsev dans un camp de concentration de Sibérie.

A l'automne 1929, le camarade Solntsev, qui se trouvait alors en exil, a été arrêté et incarcéré pour trois ans dans un isolateur politique. A l'issue de cette

peine, on lui a ajouté à titre de sanction deux ans de détention supplémentaire, et il n'a été "libéré" de l'isolateur politique de Souzdal qu'à l'automne 1934 pour être envoyé en exil. Mais à la fin de l'été 1935, lors de la campagne panicarde d'arrestations qui se développait alors, on l'a de nouveau arrêté et envoyé au Siblag. Soumis là à toutes les ignominies du régime concentrationnaire, en février 1936, il décrète une grève de la faim pour exiger l'arrêt des outrages et son envoi en exil. On le laisse froidement faire la grève pendant quinze jours, puis on satisfait ses revendications. Mais il était trop tard : deux jours après l'arrêt de sa grève de la faim, il mourait d'une crise cardiaque, selon l'administration. Comme c'est normal pour de véritables criminels, ses assassins tentèrent de camoufler leur crime en affirmant que la mort était due à des causes naturelles.

Ce n'est pas votre premier assassinat. Sont déjà morts à la suite de grèves de la faim Boutov, Gogol, Perevertsev. Est mort en prison L. Papirmaister, que par vile vengeance ou par lâcheté vous avez maintenu en prison alors qu'il était gravement malade. Il y a peu de temps seulement que, torturé par vous dans ce Siblag, vous avez envoyé dans de pesants

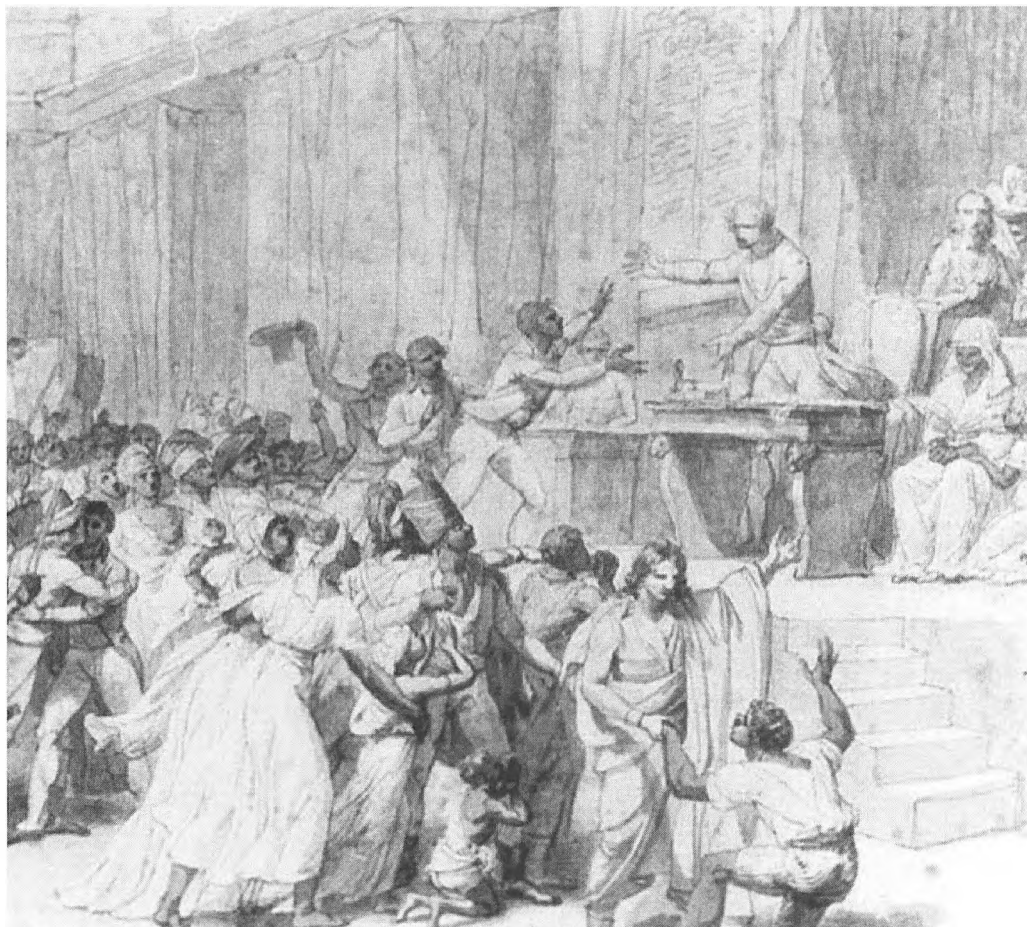
travaux d'hiver V. I. Oussaguine, gravement malade, dont tout le bas du corps était ravagé d'œdèmes. Ce sont là les noms parvenus à notre connaissance ; vous en connaissez vraisemblablement bien d'autres

Vous êtes déjà parvenu à un tel niveau de chute morale que vous en êtes quasiment à vous vanter de vos cruautés en vous assurant, vous et tous ceux auxquels vous ne pouvez dissimuler vos crimes, que vous menez "une lutte implacable contre les ennemis du prolétariat". Ne vous trompez pas : seule la contre-révolution, sauvage et lâche, est capable de réprimer ainsi ses adversaires. La tromperie, la violence et l'hypocrisie, voilà sur quoi repose l'infâme caricature de pouvoir des soviets que vous avez fabriquée, en trahissant la cause du prolétariat et la révolution d'Octobre.

En signe de deuil pour le camarade Soltsev, mort dans la lutte pour la cause du prolétariat et du communisme, et en signe de mépris pour ses assassins, nous décrétons une grève de la faim de protestation de deux jours, les 10 et 11 juillet.

Le 9 juillet 1936 signé : Iou. Azagarov, I. Poudovkine, V. Smirnov, N. Fomine.). »

**Février 1794 :  
la première abolition  
de l'esclavage**



**La Société populaire et républicaine des arts proposa de commémorer l'abolition de l'esclavage et Charles Thévenin présenta une très belle esquisse : « L'abolition de l'esclavage proclamée par la Convention montagnarde le 16 pluviôse an II-4 février 1794 », que l'on peut voir au musée Carnavalet, à Paris.**

**La composition fait entrer les colonies dans la Convention, devenue une scène mondiale. La lutte des esclaves insurgés dans les colonies est mêlée à celle des gens de couleur qui se trouvaient en France : on voit ainsi des épisodes qui se sont produits là-bas et d'autres ici, des hussards qui se battaient en France, des esclaves qui apprennent la nouvelle, fraternisent.**

**À la tribune, le président lit le décret d'abolition, les trois députés de Saint-Domingue, Belley, Mills et Dufay montent à la tribune. A la gauche du président, la femme assise avec une fillette à ses genoux est Jeanne Odo et derrière elle, la citoyenne de couleur Marie Dubois. Au premier plan, un jeune dresse son épée, prêt à se battre pour conserver la liberté, tandis que des parents se réjouissent que leurs enfants échappent à l'esclavage.**



# Février 1794 : la première abolition de l'esclavage

26 août 1789 : sous la pression populaire, « *les représentants du peuple français, constitués en Assemblée nationale* », proclament la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Texte révolutionnaire par sa nature et son contenu.

L'article 6 de ce texte stipule : « *La loi est l'expression de la volonté générale. Tous les citoyens ont droit de concourir personnellement, ou par leurs représentants, à sa formation. Elle est la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse (...).* »

Cet article semble fonder le suffrage universel, un des piliers de la démocratie, et le principe du mandat électif, même si, par la suite, les membres de l'Assemblée s'empressent de trouver les moyens de limiter l'exercice des droits politiques aux plus riches, par le suffrage censitaire.

D'autre part, l'article 1 de cette déclaration, qui se veut universelle, précise : « *Les hommes naissent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.* » Cette « liberté » et cette « égalité » visent essentiellement à inscrire dans ce texte, préambule de la future Constitution en gestation, l'abolition des ordres privilégiés (noblesse et clergé) et de tous les avantages dont ils disposaient sous la monarchie absolue, honorifiques et matériels. Elles correspondent à des revendications développées dans tous les cahiers de doléances émanant du tiers état (les 97 % de la société sur lesquels reposaient toutes les charges, toutes les redevances), méprisé et tenu à l'écart.

Très rares en revanche sont les cahiers qui élargissent leurs doléances à la suppression de l'esclavage qui sévit dans les colonies, quelques-uns rédigés par le bas clergé... Dans le tiers état, peut-être seuls

les « *humbles de Champagny* » (petite paroisse du Haut-Doubs) donnent à leurs revendications une portée réellement universelle, et dans l'article 29 de leur cahier demandent son abolition. « *Les habitants et communauté de Champagny ne peuvent penser aux maux que souffrent les nègres dans les colonies, sans avoir le cœur pénétré de la plus vive douleur, en se représentant leurs semblables, unis encore à eux par le double lien de la religion, être traités plus durement que ne le sont des bêtes de somme.*

*Ils ne peuvent se persuader qu'on puisse faire usage des productions desdites colonies, si l'on faisait réflexion qu'elles ont été arrosées du sang de leurs semblables : ils craignent avec raison que les générations futures, plus éclairées et plus philosophes, n'accusent les Français de ce siècle d'avoir été anthropophages, ce qui contraste avec le nom de Français et encore plus celui de chrétien.*

*C'est pourquoi leur religion leur dicte de supplier très humblement sa majesté de concerter les moyens pour, de ces esclaves faire des sujets utiles au Roy et à la patrie.*

En effet, rares sont les Français de l'époque à s'émouvoir, et même à connaître le sort qui est fait aux esclaves dans les colonies.

Cependant, six mois après le 14 juillet 1789, la nouvelle de la prise de la Bastille arrive dans la colonie française de Saint-Domingue...

Désormais, la question va être posée. Non seulement l'idée de l'universalité de l'homme transposée dans un texte officiel est proclamée avec force, mais encore des « hommes », noirs et esclaves, entrent en insurrection dans la nuit du 22 au 23 août 1791 contre l'ordre colonial esclavagiste.

La monarchie constitutionnelle, puis la République, (et plus tard les autres Républiques), seront désormais confrontées à ce dilemme : comment coloniser, dominer des peuples jugés inférieurs, et proclamer l'universalité de la Déclaration de 1789 ?

D'ailleurs, la Déclaration ne garantit-elle pas aussi le droit à la propriété auquel elle consacre son 17<sup>e</sup> article ? Et les esclaves ne sont-ils pas propriété des colons ?

## Premiers empires coloniaux européens et traite transatlantique

Rappelons tout d'abord que la première vague de colonisation européenne qui se développe à partir des grands voyages de découverte a généré, dès le XVI<sup>e</sup> siècle, la traite transatlantique. Les Français commencent dès 1530 à faire le trafic des esclaves à l'embouchure des fleuves Sénégal et Gambie. Au XVII<sup>e</sup> siècle, alors que la paix civile est revenue en France, après les guerres de religion, des expéditions sont envoyées vers l'Amérique.

En 1641, Port-Margot est fondé à l'ouest de l'île d'Hispaniola, celle-là même dont la population autochtone a été décimée par les Espagnols, massacre dénoncé par Bartolomé de las Casas. Dans la région des Caraïbes, le travail est confié dans un premier temps à des « engagés » européens, mais avec le développement des cultures commerciales, comme le tabac ou la canne à sucre, il devient beaucoup plus rentable de les remplacer par des esclaves.

Les Français mettent alors en place, à l'instar d'autres pays, dans le dernier quart du XVII<sup>e</sup> siècle, ce que l'on appellera le « commerce triangulaire », qui assure des revenus considérables. Des millions d'Africains vont ainsi, contre leur gré, être arrachés à leur sol, leur famille, pour aller travailler et mourir dans les plantations et les mines. Leur nombre en lui-même étant préoccupant, Colbert rédige un ensemble de règlements, promulgué sous le titre de « Code noir », en 1685 (1). Celui-ci, censé protéger l'esclave, le met en fait en situa-

tion de non-droit absolu (sauf celui de pratiquer le culte catholique), et légalise un ensemble de châtiments dont la mort (qui dans ce cas entraîne un dédommagement financier de l'Etat au propriétaire). Il instaure un véritable régime de terreur, officialise la barbarie.

Les dernières années avant la Révolution sont, pour Saint-Domingue, marquées par un essor de la production qui nécessite des achats plus importants d'esclaves. Ainsi, sur le demi-million d'esclaves présents dans la colonie en 1789, plus des deux tiers étaient nés en Afrique, les Bossales. Les Blancs n'étaient qu'une trentaine de mille, chiffre doublé pour l'ensemble de la population libre, incluant métis et Noirs libres.

Evidemment, les élus aux états généraux étaient des colons blancs ne représentant guère qu'eux-mêmes. Prétendant toutefois, sans aucune vergogne, représenter toute la population de l'île, ils réclamaient vingt sièges à l'Assemblée constituante. Ils n'en obtiendront que six après l'intervention de Mirabeau.

## Avant Paris, à Saint-Domingue, première élection à "égalité de l'épiderme" et première abolition de l'esclavage

Le 1<sup>er</sup> septembre 1793, Fleury, membre du « nouveau peuple de Saint-Domingue » (c'est-à-dire esclave récemment libéré), est élu maire du Cap, et le 24 septembre, six députés sont élus par la province du Nord pour aller siéger à la Convention. Sonthonax, commissaire civil de la République à Saint-Domingue, écrit le 28 septembre 1793 : « *Le peuple nouveau à qui j'ai osé faire reprendre son rang dans l'espèce humaine s'est assemblé. Partout les nouveaux citoyens ont joui*

(1) Le « Code Noir » a servi de modèle à des textes similaires dans les autres empires coloniaux. Il en sera de même deux siècles plus tard pour le « Code de l'indigénat ».

avec la plus grande modération de l'exercice de leurs droits politiques ; les électeurs étaient mêlés en toutes couleurs et le résultat de la dernière nomination a été le même : deux Blancs, deux sang-mêlé et deux Noirs (dont l'un était esclave jusqu'au 20 juin 1793) ont été choisis députés » (2).

S'ensuit une véritable course-poursuite entre ces députés porteurs en eux-mêmes du message universaliste de la Déclaration et les colons, le parti esclavagiste qui font tout pour les empêcher de se rendre à la Convention. Sonthonax les fait embarquer pour Philadelphie (où ils sont agressés par des colons réfugiés), car « la défection de la marine est complète », les bâtiments anglais et les corsaires menacent, et demande à Genet, « ministre plénipotentiaire de la République française près les Etats-Unis d'Amérique », d'acheminer les « élus du peuple » en Europe « car il est temps que notre Commune Patrie soit réveillée de sa léthargie profonde par rapport à ses colonies ».

Genet organise leur voyage vers la France en deux groupes, pour plus de sécurité. Trois députés Jean-Baptiste Mars Belleney (né au Sénégal, esclave dès l'enfance, puis affranchi en se rachetant lui-même), député qui a obtenu le plus de voix, Jean-Baptiste Mills (né au Cap, métis et « citoyen du 4 avril » [3]), et Pierre-Louis Dufaÿ (né à Paris, membre de l'administration française) débarquent à Lorient mi-janvier 1794, se présentent devant le Comité de salut public le 24 janvier, sont arrêtés le 26, libérés le 3 février, et réussissent leur entrée à la Convention le 15 pluviôse an II (3 février 1794) pour préparer la séance du lendemain où les députés votent l'abolition de l'esclavage dans toutes les colonies françaises.

Les trois autres députés atteignent la France en juillet 1794. Il s'agit de Joseph Boisson (« citoyen du 21 juin », donc esclave récemment libéré, comme nous allons l'expliquer plus loin), Pierre Garnot (né en France, juriste), Etienne Laforest (né au Cap, citoyen du 4 avril), suppléant en remplacement de Réchin (citoyen du 21 juin).

Ces événements à la fois considérables et sublimes, la libération des esclaves par Sonthonax le 21 juin 1793, la première

élection au suffrage universel masculin à Saint-Domingue, mettant en pratique avant même l'abolition de l'esclavage par la métropole, l'« égalité de l'épiderme », puis le vote de l'abolition par la Convention, ont été rendus possibles par la conjonction entre l'insurrection des esclaves à Saint-Domingue et le mouvement abolitionniste en métropole. Yves Bénot écrivait en 2003 : « L'insurrection était nécessaire pour faire émerger des dirigeants, et donc des interlocuteurs, au sein des esclaves, mais le courant anti-esclavagiste des Lumières était tout aussi nécessaire pour que de Paris on franchisse le pas de l'abolition officielle » (4).

## La révolution haïtienne

En effet, si des esclaves de Saint-Domingue ont pu venir apporter leur concours à l'abolition de l'esclavage par la Convention, c'est parce qu'ils avaient été, eux, affranchis auparavant, à partir du 21 juin 1793, à l'initiative des commissaires de la République Sonthonax et Polverel.

Mais ceux-ci ont pris cette mesure (non conforme à la mission pour laquelle ils avaient été envoyés dans la colonie), dans le contexte d'une guerre dans laquelle ils

(2) Extrait de lettres inédites de Sonthonax à Genet, au ministre plénipotentiaire de la République française près les Etats-Unis d'Amérique, reproduites par Florence Gauthier dans son article sur « Les élections de la députation » Saint-Domingue, septembre 1793 ; actes du colloque organisé par l'université de Nantes en novembre 2006 sur le thème « Les élections législatives et sénatoriales outre-mer (1848-1981) », publié par Les Indes savantes en 2010.

(3) Face à la révolte des esclaves, l'Assemblée législative, élue au suffrage censitaire, accorde, par le décret du 4 avril 1792, les droits de l'homme aux « libres de couleur », c'est-à-dire les métis ou sang-mêlé, et à quelques anciens esclaves noirs affranchis, afin de se les attacher et qu'ils défendent auprès des colons, l'ordre colonial. Une commission civile formée de Polverel, Sonthonax et Ailhaud est chargée de procéder à la réélection des assemblées coloniales par ce corps électoral élargi, et de réprimer la révolte des esclaves. Cette commission quitte la France quelques jours avant la proclamation du suffrage universel par la toute nouvelle République.

(4) Postface à l'édition de 2004 de son livre *La Révolution française et la fin des colonies, 1789-1794*, ouvrage paru pour la première fois en 1988, déclencheur d'un renouveau d'études sur ce sujet longtemps oublié par l'historiographie de la Révolution française.

avaient besoin de soutien (5). Face à la défection de Galbaud, nouveau gouverneur qui, à son arrivée, avait pris le parti des colons esclavagistes, ils ordonnaient l'affranchissement de tous les esclaves qui combattaient pour la République, que l'on cesse toute opération militaire contre les insurgés et qu'on les laisse se ravitailler en vivres. Initiative qu'ils ont failli d'ailleurs payer très cher, puisqu'ils seront mis pour cela, quelques mois après, en état d'arrestation. Après la prise du Cap par « le nouveau peuple », la déroute et la fuite de Galbaud, de la marine et de nombreux colons, les 24 et 25 août la commune du Cap votait la liberté générale des Africains et de leurs descendants. Jacques Garnier, commissaire du pouvoir exécutif de la République française au siège et tribunal du Cap décrivait ainsi l'événement : « *La Commune du Cap français s'est assemblée le 24 août 1793. Les hommes libres qui la formaient, le bonnet de la liberté au milieu d'eux, eurent l'honneur de voter les premiers à l'unanimité pour la liberté générale des Africains et descendants qui se trouvaient sur le sol de la province du Nord. L'acte fut dressé et porté pour sa sanction provisoire au milieu des cris de "Vive la République française"* » (6). Le 29 août, Sonthonax publiait une Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et la proclamation de la liberté générale, dont l'article 2 garantissait « *aux nègres et sang-mêlé* », « *tous les droits attachés à la qualité de citoyens français* ». Le 21 septembre, Polverel, pour l'anniversaire de la République, confirme l'abolition pour l'ouest et le sud de Saint-Domingue.

Sans entrer dans la complexité des événements qui se sont passés à Saint-Domingue pendant la Révolution (dont, dès 1938, Cyril Lionel James, militant des mouvements anticolonialistes et panafricains, faisait un récit passionnant et très concret [7]), il est nécessaire de préciser la signification de cette insurrection des esclaves, dans un contexte très compliqué dont la richesse de la colonie est l'un des éléments décisifs.

Saint-Domingue était la principale colonie du royaume de France. Ses gouverneurs y avaient développé une économie de plantation, notamment de canne à sucre. Son rôle considérable dans les ex-

portations françaises (un tiers du total) pouvait expliquer à lui seul l'attachement de la métropole à Saint-Domingue, sa volonté de la défendre contre la convoitise des Anglais et des Espagnols, au prix d'un soutien aux colons qui a perduré très tard, en pleine Révolution, au mépris des droits de l'homme. Cette colonie était aussi, pour le travail sur les plantations, une des principales destinations des traites négrières, et représentait un intérêt évident pour les négociants-négriers des ports français (8).

La société de Saint-Domingue était très compartimentée, hiérarchisée, et esclavagiste. Elle reposait sur des distinctions liées à toutes les nuances possibles de couleur de peau, entraînant par là même toute une cascade de mépris. Elle était aussi très inégalitaire au niveau matériel. Mais si l'immense majorité des esclaves, Noirs arrivés d'Afrique ou nés sur l'île, vivaient dans le plus extrême dénuement, couleurs de peau et revenus ne se recoupaient pas parfaitement : il y avait de riches métis dont les enfants étaient instruits dans les meilleurs collèges en France, et de pauvres Blancs. D'ailleurs, pour éviter que ceux-ci ne se rapprochent des autres exploités de l'île, les colons avaient, depuis les années 1750, développé un parti ségrégationniste.

(5) Les articles anti-esclavagistes parus dans les *Révolutions de Paris* ont été attribués à Chaumette à partir de juillet 1791, mais à Sonthonax avant cette date. Il écrit notamment le 25 septembre 1790 : « *Il faudra absolument céder au torrent qui doit entraîner les anciens abus. Oui, nous osons prédire avec confiance, un temps viendra, et le jour n'est pas loin où l'on verra un Africain à tête crépue, sans autre recommandation que son bon sens et sa vertu, venir participer à la législation dans le sein de nos Assemblées nationales.* » Toutefois, pour Marcel Dorigny, le but de ces déclarations radicales était sans doute de faire évoluer les mentalités les plus conservatrices, la Société des amis des Noirs, dont il était proche, n'envisageant alors qu'une émancipation graduelle et prudente des esclaves (textes sur Léger-Félicité Sonthonax réunis par Marcel Dorigny, bibliothèque d'histoire d'outre-mer, nouvelle série, études n° 16, 1997).

(6) Article de Florence Gauthier.

(7) *Les Jacobins noirs, Toussaint l'ouverture et la révolution de Saint-Domingue*, C.L.R. James, éditions Amsterdam, 2008, plusieurs éditions dont la première en 1938.

(8) Or ils sont à la fois des esclavagistes convaincus mais aussi des révolutionnaires actifs dans l'Assemblée constituante. Et d'après Jacques Thibau, un député sur dix de cette Assemblée aurait eu des intérêts à Saint-Domingue (*Saint-Domingue à l'arrivée de Sonthonax*, textes sur Léger-Félicité Sonthonax réunis par Marcel Dorigny, bibliothèque d'histoire d'outre-mer, nouvelle série, études n° 16, 1997).

Les intérêts divers et contradictoires des différentes composantes de la société ont entraîné, pendant la Révolution, des alliances qui pouvaient paraître contre-nature, souvent à court terme et fondées sur la duperie, et des renversements d'alliances opportunistes tout aussi surprenants. Tous-saint n'a-t-il pas été pendant plusieurs mois, à la tête de ses troupes, général du roi d'Espagne ? La catégorie la plus courtisée et néanmoins méprisée était celle des métis, qui se rallièrent bien tard à l'évidence que seule une société sans colons blancs tout-puissants leur donnerait des droits. De ces différentes alliances, revirements, déchirements, luttes sans merci, les uns pour la propriété, les autres pour la liberté, naîtront des rancœurs et des traumatismes durables.

Mais, alors que l'Assemblée constituante votait, malgré les efforts de la Société des citoyens de couleur (9) soutenus par des membres du club des Jacobins, des lois constitutionnalisant l'esclavage et excluant les « libres de couleur » des assemblées coloniales, se préparait un événement majeur, l'insurrection des esclaves à Saint-Domingue.

Il est intéressant de constater que, face aux blocages auxquels elle se heurtait, la Société des citoyens de couleur s'était radicalisée et concevait qu'une révolution était nécessaire pour abolir l'esclavage et détruire la société coloniale. Néanmoins, l'insurrection des esclaves ne s'est pas faite sous son influence.

Celle-ci éclata comme un coup de tonnerre, dans la nuit du 22 au 23 août 1789, et contrairement à d'autres révoltes précédentes, ne fut pas un feu de paille, mais un incendie qui allait au sens propre s'étendre sur tout le nord de l'île. Esclaves noirs et affranchis revendiquant la liberté et l'égalité des droits avec les citoyens blancs, cette révolte fut le début d'une guerre longue et meurtrière.

Le 14 août 1791, des nègres marrons (esclaves qui avaient fui les plantations et s'étaient réfugiés dans les forêts) en viennent à revendiquer l'abolition de l'esclavage au cours d'une cérémonie vaudou (10) au Bois-Caïman, près de Morne-Rouge, sous la direction d'un prêtre vaudou, Boukman. Cette revendication débouche sur l'insurrection de la nuit

du 22 au 23 août 1791, avec Boukman entouré de ses lieutenants, Romaine le prophète, Hyacinthe, Biassou, Jean-François. Des centaines de sucreries et de caférières (plantations de café) sont détruites par les esclaves qui y travaillaient, afin que la terre ne représente plus aucun intérêt pour les colons. Les Blancs eux-mêmes fuient ou sont massacrés par centaines. Les insurgés noirs ne tardent pas à recevoir le soutien des affranchis, irrités que les révolutionnaires aient fait exécuter plusieurs d'entre eux, dont le célèbre François Ogé. Dès lors, l'insurrection ne cesse de s'élargir. Des jeunes mulâtres du Cap et des environs les rejoignent pour combattre contre l'ennemi commun.

Puis, après quelques semaines, les insurgés prennent le temps de s'organiser. C'est le moment où François Toussaint, fils d'un Africain du Bénin, affranchi quinze ans plus tôt, s'engage dans le mouvement révolutionnaire.

Le secret dans lequel l'insurrection avait été préparée, son organisation dans la durée ont été sources de surprise et de questionnement pour les contre-révolutionnaires qui ne comprenaient pas que des « sauvages » fraîchement débarqués d'Afrique, ne parlant pas la même langue, ni le français, puissent si bien s'organiser et résister à toutes leurs tentatives de circonvolution.

Ce sont ces insurgés qui, au terme d'une longue guerre, ont conduit leur pays à l'indépendance et empêché le rétablissement de l'esclavage.

## A Paris, les abolitionnistes

En effet, il est légitime de se demander si l'abolition de l'esclavage aurait pu avoir lieu sans cette pression immense d'une ré-

(9) Formée à Paris au lendemain de la proclamation des droits de l'homme et du citoyen par des gens de couleur dans le but de formuler leurs doléances, elle fut en butte, comme la Société des amis des Noirs, à un travail de sape de la part du club de Massiac, présenté plus loin.

(10) La pratique du culte vaudou permettait aux esclaves de maintenir un contact, de se rassembler, malgré les règles du Code noir. C'est ainsi que les plans de l'insurrection ont pu être élaborés et divulgués secrètement dans les plantations où les esclaves travaillaient ensemble en grand nombre.

volte que nul ne peut mater, et la peur de perdre une colonie qu'Espagne et Angleterre convoitent et que les colons sont prêts à brader pour garder leurs propriétés et leurs esclaves,

Car la Révolution n'a pas donné priorité à la libération des « frères de couleur ». Les manigances et mensonges du club de Massiac (11), la peur de perdre la plus riche des colonies, les intérêts des négociants, des armateurs, l'éloignement (il fallait plusieurs semaines pour traverser l'Atlantique, et dans cette période où l'histoire s'est accélérée, il est arrivé que l'annonce d'un décret parvienne à Saint-Domingue alors qu'il était déjà abrogé et remplacé par un autre à Paris), tout cela avait amené les assemblées successives à des volte-face, et tant qu'elles étaient élues au suffrage censitaire, à ne pas attenter aux droits des propriétaires, fussent-ils d'esclaves.

En France, le mouvement abolitionniste n'avait pas une grande influence. Il s'était organisé à partir de 1788 dans la Société des amis des Noirs, fondée par Brissot, Clavière et Mirabeau, dont l'abbé Grégoire était devenu l'un des principaux animateurs. Celle-ci se proposait de mettre en œuvre la doctrine anti-esclavagiste et abolitionniste dont Montesquieu et l'abbé Raynal furent des précurseurs en France, mais qui avait pris forme tout spécialement en Angleterre avec William Wilberforce.

Mais son programme était modéré. Si elle stigmatisait la traite dont elle demandait l'abolition, elle ne réclamait pas pour autant la suppression de l'esclavage, et pour elle, les esclaves africains devaient, avant de parvenir à la liberté, y avoir été préparés. Quant elle se battait pour les droits des non-Blancs, il s'agissait des « hommes de couleur » métis, dont certains avaient suffisamment de fortune pour prétendre faire partie du corps électoral censitaire.

Néanmoins, par sa lutte contre le club de Massiac, ses publications, ses interventions, elle contribua cependant à la popularisation des idées anti-esclavagistes, en France et dans les colonies, et participa au renforcement, dans la conscience de nombreux Noirs et métis, de la légitimité de leurs droits d'hommes, et de celle de leurs luttes.

Après sa disparition à l'automne 1791, les droits des métis continuent à être défendus, mais souvent au gré des alliances nécessaires à la sauvegarde des intérêts de la France dans ses colonies, menacées directement par les Espagnols et les Anglais.

On évite en général d'aborder le sort des esclaves, lequel est lié à des intérêts économiques importants, et en temps de guerre, il est difficile de s'aliéner la grande bourgeoisie des ports. Néanmoins, ceux-ci ont des défenseurs. Chaumette, élu procureur de la Commune le 12 décembre 1792, en fait partie. Il n'a pas oublié les horribles réalités de l'esclavage qu'il a découvertes dans sa jeunesse, aux petites Antilles et à Saint-Domingue. C'est ainsi qu'en juin 1793, la Commune avait accompagné à la Convention les hommes de couleur et les Noirs, et plaidé pour tout un peuple qui réclamait l'abolition de cette « distinction chimérique » et odieuse (12). Et les sans-culottes animés d'une idéologie inspirée des grands mots d'ordre de justice et d'égalité, de bonheur pour tous, donc favorables à la liberté générale, ont répondu présents quand les abolitionnistes ont fait appel à eux.

C'est d'ailleurs, Chaumette, procureur de la Commune, qui organise pour les députés arrivés de Saint-Domingue témoignages vivants du principe d'« égalité », une réception solennelle à la Commune le 23 pluviôse, et célèbre l'abolition au temple de la Raison (anciennement Notre-Dame) le 30 pluviôse. Il essaie de mobiliser l'opinion en faveur des hommes de couleur, afin de paralyser les amis des co-

(11) Ce club, créé au début de la Révolution, réunissait les grands planteurs blancs de Saint-Domingue et des petites Antilles. Il fonctionnait comme un véritable lobby, avait des correspondants dans les ports (on verra plus loin leur dernière tentative pour s'opposer au décret d'abolition de l'esclavage), et parvenait à obtenir de l'Assemblée, où Barnave se faisait l'un de leur porte-parole, qu'elle suspende l'application de la Déclaration des droits de l'homme dans les colonies. Il pesa jusqu'au bout sur les débats et les décisions des assemblées.

(12) *Chaumette, porte-parole des sans-culottes*, Nicole Bossut, éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques, 1998.

(13) Ceux-ci ont, dans une dernière tentative, réussi à faire arrêter le général Joznet porteur du décret d'abolition, avant son embarquement à Nantes ; la Convention apprend avec stupeur cette manœuvre, le fait libérer et l'innocente... ce qui montre la vigilance de cette assemblée.

lons (13). La presse se réveille, et on peut lire dans *Les Révolutions de Paris* : « Cette loi manquait à notre Révolution. Il ne fallait pas attendre la présence de deux représentants du peuple choisis dans la caste de nos frères, les nègres, pour réhabiliter ceux-ci dans leurs droits primitifs, naturels et civils. Mais encore vaut-il mieux que le bien se fasse tard que jamais. »

Mais sans l'insurrection des esclaves, la révolution haïtienne, ces abolitionnistes n'auraient sans doute pas fait le poids, car même sous la Convention montagnarde, les esclaves n'étaient pas la priorité d'un gouvernement aux prises avec les guerres, extérieure et intérieure.

## Droits des citoyens et droit des peuples

Toutefois, l'abolition de l'esclavage et la participation des Noirs, pour la plupart esclaves tout juste libérés, à la vie politique, dont la pratique du droit de vote, ne signifiaient pas tremplin vers l'indépendance. Au contraire, elle se situait dans la continuité de la politique d'assimilation qui était celle de la monarchie, dans le contexte radicalement différent de la Révolution. Chaumette lui-même, ardent défenseur des droits des « hommes de couleur » et des Noirs, dans le discours qu'il prononce deux jours après l'abolition de l'esclavage, salue avec enthousiasme l'événement : « *C'est ici que commence (...) l'universalité de la République* », et poursuit : « *La Convention a décrété qu'il n'y aurait plus d'esclaves en France* », ne laissant aucun doute sur le fait que Saint-Domingue devait rester terre française.

Au cours de la réception chaleureuse que la Commune réserve aux députés de Saint-Domingue, ceux-ci expriment d'ailleurs leur attachement à la France. « *Le pavillon tricolore (...) qui nous appelle à la liberté flottera toujours sur nos rivages et dans nos montagnes* » (Belley le Noir). Chaumette, dans un magnifique discours dans lequel il rappelle le soutien actif de la Commune de Paris à la cause et son rôle dans l'événement, et après avoir stigmatisé les négriers, responsables du déclenchement de guerres africaines, pourvoyeurs d'esclaves, essaye de conjurer un avenir qui ne peut que s'annoncer doulou-

reux, voire dramatique : « *Gardez cette flèche pour le Gesler anglais ou espagnol qui tenterait de vous réasservir. Arrêtez, il n'y a plus dans le pays que vous habitez ni maîtres durs à punir ni esclaves à délivrer ; vous êtes tous égaux. Oui, tous égaux...* » Par une belle métaphore, il appelle la paix sur cette terre où tous doivent pouvoir vivre désormais à l'abri des droits de l'homme, et sous la protection de la République : « *Voyez-vous les fruits noirs du trône mêlés aux bouquets blancs de l'oranger ? Le soleil éclaire, vivifie l'un et l'autre sans distinction et ce mélange forme un spectacle enchanteur.* »

L'histoire allait en décider autrement.

Le 27 juin 1794, Laveaux, gouverneur de Saint-Domingue, fait passer l'acte d'abolition à Toussaint dont il obtient le ralliement à la République (14), et qu'il saluera bientôt du titre de « Spartacus noir prédit par Raynal ». Mais si le décret a joué un rôle dans cette alliance, Toussaint et les insurgés ont fait leur choix en fonction d'autres considérations, de leurs intérêts immédiats. Les Anglais et émigrés rétablissaient l'esclavage dans les zones qu'ils occupaient à Saint-Domingue. Quant aux Espagnols, qui se montraient tolérants sur l'île, ils ne l'étaient pas dans leur possession de Cuba.

Il n'est pas de notre propos ici de rapporter les événements qui suivirent. Rappelons toutefois que Toussaint, élevé dans les grades militaires par la Convention, puis le Directoire jusqu'à être promu général de division, n'a eu de cesse d'éloigner les représentants de la France, soucieux d'établir son pouvoir personnel, mais aussi de donner à Saint-Domingue, pour le moins, une grande liberté vis-à-vis de la métropole. Il proclame d'ailleurs unilatéralement en 1801 une Constitution autonome, se nomme gouverneur général à vie de la nouvelle République. S'ensuit une guerre impitoyable contre les troupes venues de la métropole, qui permet d'accéder à l'indépendance.

Car, à l'annonce du rétablissement de l'esclavage en Guadeloupe et malgré l'em-

(14) Depuis 1793, les esclaves insurgés, réfugiés dans la partie orientale de l'île, se sont alliés aux Espagnols, contre les colons esclavagistes. L'île est envahie alors par les troupes espagnoles et la marine anglaise.

prisonnement de Toussaint en France, la révolte reprend sous les ordres de Dessalines. Pour que toute ambiguïté disparaisse, l'armée nationale se bat sous un nouveau drapeau, le blanc du drapeau tricolore a été enlevé et les initiales « R. F. » sont remplacées par « La Liberté ou la mort ». Les Français doivent évacuer Cap Français en novembre 1803. Dessalines proclame l'indépendance d'Haïti le 1<sup>er</sup> janvier 1804.

Ainsi, la Constitution de l'An III a fait des colonies des départements à part entière dans l'espoir d'éviter leur indépendance ; la première abolition de l'esclavage a fait des anciens esclaves « nègres et sang-mêlé » des citoyens français qui élisent maires et députés. Mais quand Napoléon Bonaparte veut rétablir l'Ancien Régime, la grande île conquiert son indépendance et devient la première République noire, sous le nom d'Haïti.

Toutefois, même avant la tentative de rétablissement de l'ordre colonial, les anciens esclaves et leur chef Toussaint ont manifesté davantage d'attachement aux idées de la Révolution française, qu'à la métropole, et c'est en chantant *La Carmagnole* que ces révolutionnaires reçoivent les troupes françaises envoyées pour les soumettre. Ainsi, si la révolution haïtienne n'a pas inventé l'universalité des droits de l'homme, dont les origines sont lointaines, et que deux autres révolutions (américaine et française) venaient d'affirmer sans forcément les mettre en pratique, elle n'en a pas moins, en donnant lieu à l'indépendance d'Haïti, imposé une universalité réelle et effective.

Fidèle à cet idéal de liberté, ce nouvel Etat, dans ses Constitutions du premier quart du XIX<sup>e</sup> siècle, garantissait la liberté à tout esclave mettant les pieds sur son sol. Et il a apporté une aide ou au moins un soutien, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, à l'Amérique latine dans sa lutte pour l'indépendance, en Grèce en guerre contre l'Empire ottoman, au XX<sup>e</sup> siècle, à l'Ethiopie agressée par l'Italie fasciste, et en apportant une contribution matérielle aux jeunes Etats nés de la décolonisation (par exemple par l'envoi d'enseignants [15]).

Et cela, malgré toutes les difficultés, notamment matérielles, qu'allait connaître ce jeune pays, grevé d'une dette énorme

imposée par la France de la Restauration, consistant à « rembourser » aux colons la perte de leurs domaines, dette qui a mis ses finances sous contrôle des banques jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

Ce n'est donc pas la Deuxième République mais la Première qui a aboli pour la première fois l'esclavage. La Troisième a constitué le deuxième empire colonial français et remplacé le Code noir tombé en désuétude, par le Code de l'indigénat, créant ainsi un phénomène, le « sujet » de la République. La Quatrième a mené sans discontinuer des guerres contre les peuples colonisés aspirant à l'indépendance. Quant à la Cinquième, obligée de s'adapter à l'inéluctable, elle a tenté de maintenir jusqu'à nos jours ses intérêts économiques et politiques dans ses anciennes colonies.

C'est la Convention montagnarde, réduite bien souvent dans nos manuels d'histoire à la Terreur et à la guillotine, qui, outre l'instauration du suffrage universel masculin, la proclamation du droit à l'existence garanti par la loi du maximum des prix... a pour la première fois interdit à des hommes d'en posséder d'autres en pleine propriété, et de les priver ainsi de leur liberté et de leur dignité d'homme.

**Odile Dauphin**

(15) Le père de Raoul Peck, réalisateur haïtien travaillant actuellement en France, en Allemagne, aux Etats-Unis, quitta son pays pour enseigner dans le jeune Congo indépendant, manquant totalement de cadres, puisque les Belges avaient mis en pratique jusqu'à l'indépendance leur principe : « Pas d'élite, pas d'ennui ». On doit, entre autres, au réalisateur Raoul Peck *Lumuma* et, dernièrement, *Mortelle assistance* sur le rôle pervers de l'humanitaire à Haïti après le récent tremblement de terre.



**A propos  
de la guerre de 14-18**



# 24 juin 1916 : en France, premier vote historique contre les crédits de guerre

Dans son discours du 7 novembre 2013, le président Hollande a fait l'éloge de l'Union sacrée et il y a fort à parier que les commémorations officielles feront l'impasse sur ceux qui, pendant la guerre de 1914-1918, l'ont combattue.

Ainsi, il y a peu de chance que l'on commémore la date du 24 juin 1916. Ce jour-là, trois députés socialistes, sur les 102 que comptait la Chambre élue en mai 1914, votaient contre les crédits de guerre. Il s'agit de Pierre Brizon, d'Alexandre Blanc et de Jean-Pierre Raffin-Dugens. C'est Pierre Brizon qui prit la parole pour expliquer leur vote dans une assemblée très majoritairement hostile et haineuse. D'autant que le vote se déroula alors que l'ultime offensive allemande sur Verdun venait d'être déclenchée.

Comme tous les députés socialistes, Brizon s'était rallié en 1914 à l'Union sacrée mais dès 1915, il avait rejoint la minorité socialiste opposée à la guerre. En mai 1916, il avait été, avec Blanc et Raffin-Dugens, l'un des trois délégués français à la conférence socialiste internationale de Kienthal, en Suisse. Il avait été chargé d'en rédiger le manifeste « *Aux peuples qu'on ruine et qu'on tue* », dans lequel on pouvait lire : « *Exigez des parlementaires socialistes qu'ils votent désormais contre les crédits demandés pour prolonger la guerre.* »

Le 24 juin 1916, Pierre Brizon montait à la tribune et prononçait son discours en étant plusieurs fois interrompu par des cris hostiles :

« *Messieurs, après deux ans d'une guerre qui dévaste l'Europe, la ruine, la saigne, la menace d'épuisement, les*

*gouvernements des pays belligérants demandent encore des milliards et encore des hommes pour prolonger cette guerre d'extermination.*

*Au moment d'un vote si grave, notre pensée se tourne vers la paix dans la liberté, vers ceux qui y travaillent avec la conscience d'accomplir le plus beau devoir qui soit au monde, vers les courageux socialistes de la minorité allemande qui sont l'espoir du monde dans le combat contre le fléau le plus terrible qui se soit jamais abattu sur les hommes.*

*Ils luttent contre la guerre.*

*Ils luttent contre l'Empire.*

*Ils luttent pour la paix immédiate et sans annexion. Et voici ce qu'ils disent : "Dans cette guerre monstrueuse entre deux coalitions formidables, dans cette guerre désormais immobilisées, malgré le flux et le reflux des batailles, il n'y aura ni vainqueurs ni vaincus. Ou plutôt tous seront saignés, ruinés, épuisés. Et s'il y avait, par malheur, des vainqueurs exaspérés et des vaincus irrités, la guerre recommencerait pour la vengeance, pour la revanche. Car la guerre n'a jamais tué la guerre." (...)*

*Et ces héroïques socialistes de la minorité allemande concluent : "Il faut arrêter la guerre. Assez de morts ! Assez de ruines ! Assez de souffrances ! Il faut obliger notre gouvernement à déclarer ses conditions précises de paix. Il faut imposer la paix immédiate sans annexions. Si nous faisons cela, nous savons qu'il y aura dans les autres pays des socialistes et des hommes de bonne volonté pour exercer la même pression contre la guerre, pour la paix, pour la liberté des peuples." (...)*

*Eux et nous, nous sommes fidèles aux antiques décisions des congrès socialistes internationaux, d'après lesquels, si la guerre éclate malgré tout, c'est le devoir des classes ouvrières de s'entremettre pour la faire cesser promptement.*

*Pour aider ces hommes dans leur rude combat contre la guerre, pour la paix sans annexion, pour un armistice immédiat nous déclarons que leurs paroles citées nous aussi les nôtres.*

*Nous regrettons le mauvais emploi des milliards perdus pour le peuple et nous votons contre les crédits de guerre, pour la paix, pour la France, pour le socialisme (...) »*

A la fin de son discours, à un député qui ironisait sur le fait que seuls trois socialistes avaient voté contre les crédits de guerre, Alexandre Blanc rétorqua « *qu'il y [avait] beaucoup de soldats qui [pensaient] comme [eux]* ».

Pierre Brizon reçut 190 lettres après son discours du 24 juin 1916 à la Chambre, dont 154 ayant un rapport avec le contenu politique de celui-ci. Quarante-quatre lettres émanaient de soldats du front qui tous l'approuvaient comme ce « *groupe de poilus reconnaissants de la région de Verdun* » qui écrivait : « *Nous*

*vous félicitons des paroles sensées et énergiques que vous avez prononcées à la tribune. Il serait temps de mettre fin à cette destruction de prolétaires voulue et fomentée par notre criminelle bourgeoisie.* »

Après la guerre, Pierre Brizon adhéra au Parti communiste, il en fut exclu en 1922 à une époque où celui-ci était dirigé par L. O. Frossard et Marcel Cachin qui avaient continuellement voté les crédits de guerre ! Il mourut à 45 ans, il est enterré à Franchesse, dans l'Allier.

#### **Pour en savoir plus :**

*Nous crions grâce, 154 lettres de pacifistes juin-novembre 1916*, présentées par Thierry Bonzon et Jean-Louis Robert, Les Editions Ouvrières, 1989.

*Pierre Brizon, pacifiste, député socialiste de l'Allier, pèlerin de Kienthal*, Pierre Roy, Editions Créer, 2004.

Dans cet ouvrage figure le compte rendu complet du discours de Brizon (pages 125-126). Ce compte rendu figure également sur plusieurs sites Internet consacrés à Pierre Brizon.

# Qu'en est-il de la Première Guerre mondiale dans les manuels des lycées généraux ?

Le contenu des manuels est déterminé par les programmes officiels définis par le ministère de l'Éducation nationale. L'étude de la Première Guerre mondiale appartient au thème 2, « *La guerre au XX<sup>e</sup> siècle* » du programme d'histoire de première L/ES et également au thème 2 du programme de première S, « *La guerre et les régimes totalitaires* ». En première L/ES, outre l'étude de la Première Guerre mondiale, les élèves doivent étudier la Seconde Guerre mondiale, la guerre froide et « *les nouvelles conflictualités depuis la fin de la guerre froide* ». Pour ce thème, les enseignants disposent de seize à dix-sept heures ! Autant dire que le temps consacré à la Première Guerre mondiale ne peut dépasser trois ou quatre heures.

En fait, les programmes officiels n'exigent d'étudier (pour les trois filières) que « *l'expérience combattante dans une guerre totale* ». Ainsi, le manuel Hachette (collection Zachary) présente trois dossiers : 1) morts et souffrances de masse ; 2) tuer ou être tué pendant la Première Guerre mondiale ; 3) tenir et survivre au front. Les autres manuels reprennent peu ou prou les mêmes thèmes. De fait, les manuels consacrent l'essentiel de leurs pages aux combattants et à la dureté des combats.

Le fait de ne devoir étudier que les combats et leurs conséquences conduit les auteurs de manuels à faire une quasi-impasse sur les origines de la guerre. « *Deux camps s'opposent pendant la guerre de 1914-1918 : les puissances centrales et les pays de l'Entente* » (Hachette 1<sup>re</sup> L/ES/S, collection Lambin) ;

« *L'Europe en 1914 est divisée par un système d'alliances militaires [...]. Dans un climat de fortes tensions [l'attentat de Sarajevo] provoque l'entrée en guerre de l'Allemagne, et par le jeu des alliances, de l'ensemble des puissances européennes* » (Belin, 1<sup>re</sup> L/ES/S) ; « *le conflit trouve son origine dans les Balkans, où l'Autriche-Hongrie et la Russie se disputent les dépouilles de l'Empire ottoman* » (Nathan, 1<sup>re</sup> S, Le Quintrec).

Les origines de la guerre se résument donc à quelques lignes qui n'expliquent rien, parce que l'on n'explique pas à quoi est dû le système des alliances par exemple, parce que l'on n'évoque pas les rivalités économiques des grandes puissances.

Les auteurs du manuel Hachette (collection Zachary) poussent la logique du programme en faisant l'impasse totale sur les origines : leur chapitre s'ouvre sur une double page de cartes, et dans le questionnaire proposé aux élèves à propos de ces cartes, aucune ne concerne les origines, les questions appelant des réponses purement descriptives.

Tous les manuels consultés évoquent brièvement l'Union sacrée, mais aucun n'évoque l'Internationale socialiste et la trahison de ses engagements à tout faire pour empêcher la guerre et à s'opposer à elle si, malgré tout, elle éclatait.

Les auteurs du Belin précisent que l'Union sacrée est « *surtout visible durant les premiers mois de la guerre* », mais pour les auteurs du Magnard, celle-ci « *dure tant bien que mal jusqu'en 1918* ». Ces derniers consacrent cependant une double page à un thème intitulé « *Du pacifisme minoritaire (1914-1916) au*

*déclenchement des mutineries (1917) », avec, parmi les documents, un large extrait du manifeste de Zimmerwald. C'est le seul manuel à évoquer la lutte des socialistes restés fidèles à leurs engagements internationalistes. Dans les autres manuels, toute la lutte du mouvement ouvrier contre la guerre depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle est passée à la trappe.*

Les deux manuels de 1<sup>re</sup> S (les deux Nathan) ne consacrent aucune page au bilan de la guerre. Les autres évoquent brièvement le traité de Versailles et le « *diktat* » imposé à l'Allemagne. Mais la principale conséquence politique de la guerre, à savoir la révolution russe et la vague révolutionnaire qui secoue l'Europe à la fin de la guerre n'est jamais évoquée. Dans le chapitre qui suit celui sur la Première Guerre mondiale, « *Les régimes totalitaires de l'entre-deux-guerres* (seul le Magnard passe directement de la Première à la Seconde Guerre mondiale !), la révolution d'Octobre est présentée « *comme un coup d'Etat qui porte Lénine au pouvoir* » (Nathan, Le Quintrec), et dans un paragraphe qui évoque la situation en Allemagne, la révolution allemande est résumée par une phrase : « *Les communistes qui veulent prendre le pouvoir et créer des soviets sont réprimés en janvier 1919.* »

Contraindre les professeurs d'histoire à n'enseigner que l'expérience combattante conduit à faire l'impasse sur les origines et les conséquences de la Première Guerre mondiale. En 1988, autre époque, le manuel Hachette Collection

GREHG consacrait un chapitre entier aux origines de la guerre. Dans une partie intitulée « *L'impérialisme européen* », on pouvait lire ceci : « *Le théoricien Hobson est le premier en 1902 à établir une relation entre le fonctionnement du capitalisme et l'impérialisme.* » Dans ce chapitre, on y évoquait la course « *aux zones d'influence* » et les auteurs y expliquaient qu'une « *telle montée en puissance des grands impérialismes présente évidemment des risques importants : chaque Etat pour affirmer sa présence consacre des sommes de plus en plus fortes aux budgets militaires terrestres et navals* ».

Impérialisme, zones d'influence, course aux armements, autant de notions absentes aujourd'hui des chapitres qui traitent de la Première Guerre mondiale.

#### Listes des manuels consultés :

- Manuel Nathan, collection Cote ; 1<sup>re</sup> S, 2013
- Manuel Nathan, collection Le Quintrec, 1<sup>re</sup> S, 2013
- Manuel Magnard, sous la direction de H. Billard, 1<sup>re</sup> L/ES, 2010
- Manuel Hachette Education, sous la direction de J. M. Lambin, 2011
- Manuel Hachette Education/Istra, sous la direction de P. Zachary, 2011
- Manuel Belin, collection D. Colon, 1<sup>re</sup> L/ES/S, 2011
- Manuel Hachette, collection GREHG, classes de premières A, B, C, 1988

# “Paroles prophétiques”

**(Lénine, *Œuvres*, tome 27, éditions sociales, pp. 526 à 532)**

Le texte de Lénine publié ci-après a été rédigé le 29 juin 1918 et publié dans la *Pravda* trois jours après. Il l’écrit alors que la révolution russe se trouve dans une situation dramatique, qui va s’aggraver quelques jours plus tard avec l’insurrection des socialistes-révolutionnaires de gauche. Avec la signature du traité de Brest-Litovsk, imposée par la décomposition totale de l’armée russe, l’Ukraine, devenue théoriquement indépendante, est en réalité occupée et pillée par les armées allemandes et austro-hongroises ; la route du blé ukrainien est donc désormais fermée à la Russie ; avec l’insurrection des quelque 40 000 anciens prisonniers de guerre tchécoslovaques de l’armée austro-hongroise, la route du blé sibérien est fermée au Conseil des commissaires du peuple, qui a ainsi perdu le contrôle de la plupart des terres à blé. En juin, au sud, l’armée blanche du monarchiste Denikine, soutenue par les Anglais et les Français, coupe la Russie centrale du Caucase, des greniers à blé du Sud-Kouban et du pétrole de Grozny. Le même mois, les mencheviks déclarent la Géorgie indépendante et se placent

sous la protection de la Reichswehr. L'armée allemande arme et finance aussi dans le Kouban, au sud du pays, l'armée cosaque de Krasnov. Denikine écrit : « *Le cordon allemand instaurait un blocus serré de la Russie soviétique en la coupant des mers, des greniers à blé et du charbon.* » La famine déferle sur les grandes villes où la ration moyenne est de trois livres de pain... par mois ! La faim qui ravage ainsi la République soviétique suscite le mécontentement des habitants des villes, qui, hier, votaient pour les bolcheviks aux élections aux soviets, et celui des paysans auxquels le gouvernement veut prendre le blé qu'il n'a pas les moyens de leur payer réellement.

Les adversaires des bolcheviks utilisent cette grogne. L'ancien assistant de Kerensky, Boris Savinkov, a mis sur pied au début de juin 1918 un vaste plan insurrectionnel, partiellement financé par l'ambassade de France. Il veut abattre Lénine et Trotsky. Leur assassinat devait, écrit Savinkov, se conjuguer avec « *un soulèvement à Rybinsk et Iaroslavl afin de couper Moscou d'Arkhangelsk où devait avoir lieu un débarquement (...)* ; les Alliés, après avoir débarqué, pouvaient occuper Vologda sans difficulté et, s'appuyant sur Iaroslavl qui serait entre nos mains, menacer Moscou ».

Il espérait ainsi encercler la capitale en prenant Mourom et Vladimir à l'est, et Kazan au sud. Les bolcheviks, disposant alors d'une maigre Armée rouge de 20 000 hommes au maximum, auraient été pris en tenaille.

Leur situation semble désespérée en cet été 1918. Dans le texte ci-après Lénine répond, sans la plus petite ombre de complaisance ni d'illusions, aux problèmes fondamentaux posés par les causes et par la nature même de la révolution.

Quelques jours plus tard, il répondra à la question : « *Que faire ?* » L'Armée rouge, affirmera-t-il « *conservera la République en vie jusqu'à ce que notre allié, le prolétariat international nous vienne en aide* ».



# "Paroles prophétiques"

(Lénine)

« On ne croit plus, Dieu merci, aux miracles. Les prophéties miraculeuses sont des contes. Mais les prophéties scientifiques sont un fait acquis. Et de nos jours, alors que partout le honteux découragement, voire même le désespoir, sont choses fréquentes, il est utile de rappeler une prophétie scientifique qui s'est vérifiée.

## Friedrich Engels sur la future guerre mondiale

Friedrich Engels eut à écrire, en 1887, sur la future guerre mondiale dans la préface à la brochure de Sigismund Borkheim : *A l'intention des patriotards allemands de 1806-1807 (Zur Erinnerung für die deutschen Mordspatrioten 1806-1807)*. (Cette brochure forme le fascicule XXIV de la « Bibliothèque social-démocrate », publiée à Göttingue-Zürich en 1888.)

Voici comment Friedrich Engels jugeait, il y a plus de 30 ans, la future guerre mondiale :

"... Et enfin, il n'y a plus pour la Prusse-Allemagne, d'autre guerre possible qu'une guerre mondiale, et, à la vérité, une guerre mondiale d'une ampleur et d'une violence encore jamais vues. Huit à dix millions de soldats s'entr'égorgeront ; ce faisant, ils dévoreront toute l'Europe comme jamais ne le fit encore une nuée de sauterelles. Les dévastations de la guerre de Trente ans, condensées en 3 ou 4 années et répandues sur tout le continent : la famine, les

*épidémies, la férocité générale, tant des armées que des masses populaires, provoquée par l'âpreté du besoin, la confusion désespérée dans le mécanisme artificiel qui régit notre commerce, notre industrie et notre crédit, finissant dans la banqueroute générale. L'effondrement des vieux Etats et de leur sagesse politique routinière est tel, que les couronnes rouleront par douzaines sur le pavé et qu'il ne se trouvera personne pour les ramasser ; l'impossibilité absolue de prévoir comment tout cela finira et qui sortira vainqueur de la lutte ; un seul résultat est absolument certain : l'épuisement général et la création des conditions nécessaires à la victoire finale de la classe ouvrière.*

*Telle est la perspective si la course aux armements poussée à l'extrême, porte enfin ses fruits inévitables. Voilà, Messieurs les princes et les hommes d'Etat, où votre sagesse a amené la vieille Europe. Et s'il ne vous reste rien d'autre qu'à ouvrir la dernière grande sarabande guerrière, ce n'est pas pour nous déplaire (uns kann es recht sein). La guerre va peut-être nous rejeter momentanément à l'arrière-plan, elle pourra nous enlever maintes positions déjà conquises. Mais si vous déchaînez des forces que vous ne pourrez plus maîtriser ensuite, quelque tour que prennent les choses, à la fin de la tragédie, vous ne serez plus qu'une ruine et la victoire du prolétariat sera déjà acquise, ou, quand même (doch), inévitable."*

Londres, 15 décembre 1887.  
Friedrich Engels

## “Géniale prophétie”

Géniale prophétie ! Et quelle infinie richesse de pensées dans chaque phrase de cette analyse de classe scientifique, brève, claire et précise ! Combien y puiseraient ceux qui s’abandonnent maintenant au scepticisme déshonorant, au découragement, au désespoir, si... si les gens habitués à s’aplatir devant la bourgeoisie ou qui se sont laissé intimider par elle, savaient penser, étaient capables de penser !

Certaines prévisions d’Engels se sont réalisées autrement : bien sûr, le monde et le capitalisme ont changé en trente années de développement impérialiste prodigieusement rapide. Mais le plus étonnant, c’est que tant de choses prévues par Engels s’accomplissent « comme si c’était écrit ». Car Engels donnait une analyse de classe impeccable ; or les classes et leurs rapports n’ont point changé.

“... *La guerre va peut-être nous rejeter momentanément à l’arrière-plan...*” Les choses ont justement marché dans ce sens, mais bien plus loin et pis encore : une partie des gens “rejetés en arrière”, les social-chauvins et leurs “semi-adversaires” défailants, les kautskistes, se sont mis à exalter leur mouvement rétrograde et sont devenus traîtres et félons au socialisme.

“... *Peut-être la guerre pourra-t-elle nous enlever maintes positions déjà conquises...*” Toute une série de positions “légalistes” ont été enlevées à la classe ouvrière. En revanche, les épreuves l’ont trempée et elle reçoit les leçons cruelles, mais utiles, de l’organisation illégale, de la lutte illégale, de la préparation de ses forces à l’assaut révolutionnaire.

“... *Les couronnes rouleront par douzaines...*” Plusieurs couronnes sont déjà tombées, dont une qui en vaut une douzaine d’autres : la couronne de l’autocrate de toutes les Russies, Nicolas Romanov.

“... *Impossibilité absolue de prévoir comment tout cela finira...*” Après quatre années de guerre, cette impossibilité absolue apparaît, s’il est permis de s’exprimer ainsi, plus absolue encore.

“... *La confusion désespérée dans le mécanisme artificiel, qui régit notre commerce, notre industrie et notre*

*crédit...*” A la fin de la quatrième année de guerre, la Russie, un des Etats les plus grands et les plus arriérés parmi ceux que les capitalistes ont entraînés à la guerre, s’en est pleinement ressentie. Mais la famine grandissante en Allemagne et en Autriche, le manque de vêtements et de matières premières, l’usure des moyens de production, ne montrent-ils pas que les autres pays, eux aussi, sont précipités dans une situation analogue ?

## Engels ne parle pas de la guerre civile

Engels dépeint seulement les conséquences d’une guerre “extérieure” ; il ne parle pas de la guerre intérieure, c’est-à-dire de la guerre civile, dont aucune grande révolution ne s’est encore passée dans l’histoire, sans laquelle aucun marxiste sérieux n’a conçu le passage du capitalisme au socialisme. Et si la guerre extérieure peut encore se prolonger quelque temps, sans produire une “confusion désespérée” dans le “mécanisme artificiel” du capitalisme, il est évident qu’une guerre civile sans de telles suites est proprement inconcevable.

Quelle stupidité, quelle veulerie — pour ne pas parler de servilité intéressée envers la bourgeoisie — révèlent ceux qui, continuant à se dire “socialistes” comme nos gens de la *Novaïa Jizn*, nos mencheviks, nos socialistes-révolutionnaires de droite, etc., montrent du doigt, la rage au cœur, les manifestations de cette “confusion désespérée” et en rendent responsables le prolétariat révolutionnaire, le pouvoir des soviets, le passage “utopique” au socialisme. La “confusion”, *razroukba* (ruine) — l’expression russe est excellente — naissent de la guerre. Il ne peut pas y avoir de guerre pénible sans ruines. La guerre civile, condition nécessaire et corollaire de la révolution socialiste, ne peut pas se faire sans ruine. Répudier la révolution, le socialisme “à cause” de la ruine, ce n’est que dévoiler son manque de principes et passer en fait à la bourgeoisie.

... “*La famine, les épidémies, la férocité générale, tant des armées que des masses populaires, provoquée par l’âpreté du besoin...*”

Avec quelle simplicité et quelle clarté Engels tire cette conclusion indiscutable, évidente pour quiconque est tant soit peu capable de songer aux conséquences objectives d'une longue guerre pénible et douloureuse ! Mais quelle stupéfiante inintelligence que celle de ces nombreux "social-démocrates" et "socialistes" de malheur, qui ne veulent ou ne savent approfondir cette réflexion d'une simplicité élémentaire.

## **“Les armées et les masses populaires réduites à l'état de sauvagerie”**

Une guerre de longue haleine se conçoit-elle sans que les armées et les masses populaires soient réduites à l'état de *sauvagerie* ? Certes, non. Pour plusieurs années, si ce n'est pour une génération entière, cette séquelle d'une guerre prolongée est absolument inévitable.

Or nos "hommes sous une cloche de verre", nos freluquets d'intellectuels bourgeois, qui s'intitulent "social-démocrates" et "socialistes" font chorus avec la bourgeoisie, imputent à la révolution les actes de férocité ou l'inévitable cruauté des moyens de lutte contre les cas particulièrement frappants de sauvagerie — bien qu'il soit clair comme le jour que celle-ci est due à la guerre impérialiste et que nulle révolution n'est en état de se libérer sans une longue lutte et sans de brutales mesures de répression, de *telles* conséquences de la guerre.

Ils sont disposés à admettre "théoriquement" la révolution du prolétariat et des autres classes opprimées, nos doucereux publicistes de la *Novaïa Jizn*, du *Vpériod* ou du *Dielo Naroda*, pourvu seulement que cette révolution nous tombe du ciel au lieu qu'elle naisse et grandisse sur la terre, abreuvée du sang versé pendant quatre années de boucherie impérialiste des peuples, parmi des millions et des millions d'hommes épuisés, torturés, rendus barbares par cette boucherie.

## **Comparer la révolution à un accouchement**

Ils ont entendu dire et admis "théoriquement" qu'il convient de comparer la révolution à un accouchement ; mais quand on en est venu à l'action, ils ont flanché honteusement, et les lamentations de leurs âmes viles font chorus avec les assauts haineux de la bourgeoisie contre l'insurrection du prolétariat. Prenons les descriptions de l'enfantement que nous offre la littérature, celles des auteurs désireux de retracer véridiquement toute la douleur, toute la torture, toute l'horreur de cet acte, comme dans la *Joie de vivre* d'Emile Zola et dans les *Mémoires d'un médecin* de Véressaïev. La naissance d'un être humain est inséparable d'un acte qui fait de la femme une masse de chair douloureuse, à demi-morte, martyrisée, ensanglantée, folle de douleur. Mais voudrait-on accorder la qualité d'homme à l'"individu" qui ne verrait que *cela* dans l'amour, dans ses suites, dans la transformation de la femme en mère ? Est-il quelqu'un qui, pour *cette* raison, renoncerait à l'amour et à la procréation ?

Il est des enfantements faciles et des enfantements difficiles. Marx et Engels, les fondateurs du socialisme scientifique, parlèrent toujours des *longues douleurs de l'enfantement*, nécessairement liées au passage du capitalisme au socialisme. Et Engels, analysant les séquelles d'une guerre mondiale, décrit en termes simples et clairs ce fait indéniable, ce fait évident, que la révolution à la suite d'une guerre, rattachée à une guerre (et nous dirons plus, quant à nous, déchaînée pendant une guerre, obligée de grandir et de se maintenir, cernée par la guerre mondiale), qu'une telle révolution est un cas d'enfantement *particulièrement pénible*.

## **“La création des conditions nécessaires à la victoire finale de la classe ouvrière”**

Dans la nette conscience de ce fait, Engels parle avec une circonspection marquée du socialisme enfanté par la

société capitaliste périssant dans la guerre mondiale. "Un seul résultat (de la guerre mondiale), dit-il, *est absolument certain : l'épuisement général et la création des conditions nécessaires à la victoire finale de la classe ouvrière.*"

Cette pensée est exprimée avec encore plus de netteté dans les dernières lignes de la préface que nous analysons :

... "A la fin de la tragédie vous ne serez (*capitalistes et propriétaires fonciers, monarques et hommes d'Etat bourgeois*) plus qu'une ruine et la victoire du prolétariat sera déjà acquise, ou quand même inévitable."

## **"Le danger de maladie mortelle ou d'une issue fatale"**

Les enfantements laborieux augmentent très sensiblement le danger de maladie mortelle ou d'une issue fatale. Mais si des êtres meurent en couches, la société nouvelle engendrée par le vieux régime ne peut périr ; seulement, sa naissance sera plus douloureuse et plus longue, sa croissance et son développement plus lents.

La guerre n'a pas encore pris fin. L'épuisement général est déjà un fait acquis. Les deux résultats *immédiats* de la guerre, présumés par Engels (ou bien la victoire déjà remportée par la classe ouvrière, ou bien la création de conditions la rendant inévitable, *en dépit de toutes les difficultés*), ces deux conditions sont maintenant, vers le milieu de l'année 1918, réalisées *l'une et l'autre*.

## **"Dans un effort inouï, au milieu de souffrances inouïes"**

Dans un pays, le moins développé des pays capitalistes, la victoire de la classe ouvrière *est déjà un fait accompli*. Dans les autres, c'est dans un effort inouï, au milieu de souffrances inouïes que se créent les conditions qui rendent cette victoire "quand même inévitable".

Laissons les freluquets "socialistes croasser" ; que la bourgeoisie se démène

et fulmine. Seuls ceux qui ferment les yeux pour ne pas voir et se bouchent les oreilles pour ne pas entendre peuvent ne pas remarquer que, dans le monde entier, les douleurs de l'enfantement ont commencé pour la vieille société capitaliste, grosse du socialisme. Notre pays, que les événements ont momentanément mis à l'avant-garde de la révolution socialiste, doit subir maintenant les grandes douleurs de la première phase de l'enfantement. Nous avons toutes les raisons d'envisager avec une fermeté et une confiance absolue l'avenir qui nous prépare de nouveaux alliés, de nouvelles victoires de la révolution socialiste parmi les pays avancés. Nous avons le droit d'être fiers et heureux d'avoir été les premiers à abattre, sur un point du globe terrestre, cette bête féroce, le capitalisme, qui a inondé la terre de sang, réduit l'humanité à la famine et à la barbarie, mais qui périra infailliblement et bientôt, si monstrueuses que soient les manifestations de sa fureur de moribond.

29 juin 1918.

*Pravda*, n° 133, du 2 juillet 1918

*Conforme au texte du journal*

*Signé : N. Lénine »*

**(Les intertitres sont de la rédaction des Cahiers du mouvement ouvrier.)**

**Le “bonapartisme”  
réel ou imaginaire  
en URSS  
et l’idéologie militaire  
du stalinisme**

**(à propos du livre  
*Joukov, l’homme qui a vaincu Hitler,*  
de Jean Lopez et Lasha Otkhmezuri)**



**Les défenseurs de Moscou.**



**Le maréchal Gueorgui Konstantinovitch Joukov.**

# Le "bonapartisme" réel ou imaginaire en URSS et l'idéologie militaire du stalinisme

## Le caractère racoleur et fallacieux du sous-titre

A propos du livre *Joukov, l'homme qui a vaincu Hitler*, Jean-Jacques Marie nous a, dans le n° 61 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, présenté en « note de lecture » (sous le titre « *Un homme providentiel ?* ») le livre de Jean Lopez et Lasha Otkhmezuri.

Jean-Jacques Marie souligne les qualités du livre du point de vue de la recherche historique, et le caractère vivant du récit, notamment sur ce que les Soviétiques appelaient la « *Grande Guerre patriotique* » (la Seconde Guerre mondiale vécue par l'URSS en 1941-1945). Il ne manque pas de dénoncer le caractère racoleur et fallacieux du sous-titre « *l'homme qui a vaincu Hitler* », comme s'il n'avait tenu qu'à un individu que le sort bascule en faveur de l'URSS ! Expression « commerciale » d'autant plus regrettable que le livre n'est nullement une hagiographie et que sa lecture ne porte pas à une telle conclusion.

Il m'a semblé utile de poursuivre la réflexion sur ce livre, car les auteurs, qui n'ont semble-t-il aucun rapport avec le mouvement ouvrier, présentent des conclusions très discutables sur plusieurs questions historiques qui, elles ont, à l'évidence, des prolongements dans l'actualité du monde post-soviétique contemporain.

Il s'agit de la question du « bonapartisme » en URSS — dont a été accusé à deux reprises Gueorgui Joukov, après le maréchal Toukhatchevski liquidé en 1937 ; question reliée à celle de la nature et du pouvoir de la bureaucratie stalinienne, telle qu'elle s'est érigée sur les défaites de la révolution mondiale dans les années 1920

et 1930. Les faiblesses du livre tiennent d'abord, me semble-t-il, au conformisme antimarxiste et antiléningiste des auteurs, « politiquement correct » selon l'idéologie dominante. Un exemple frappant en est donné par le chapitre intitulé « *La Grande Terreur* », qui, pour eux, notez bien, commence le 11 juin 1937 avec l'exécution de Toukhatchevski, Ouborévitch, Iakir et autres. Le chapitre détaille bien le carnage épouvantable de l'encadrement de l'Armée rouge, l'avalanche des dénonciations qui l'ont frappé, etc. Mais les auteurs, qui s'intéressent à juste titre au rôle de Joukov à cette époque, et aux raisons pour lesquelles il en a réchappé, se montrent incapables de choisir une explication politique plutôt qu'une autre. Il n'est pas difficile de voir où se trouve la faille, puisqu'ils ne disent pas un mot du massacre, intervenu pourtant juste l'année précédente lors des deux premiers grands « procès de Moscou », de toute la vieille garde dirigeante du Parti bolchevique.

Lopez et Otkhmezuri ne veulent littéralement **rien savoir** de toutes les luttes politiques intervenues dans le Parti bolchevique, dès la veille de la mort de Lénine : « *Que Joukov n'ait pu vraiment comprendre les raisons de la Grande Terreur se conçoit d'autant mieux que les historiens peinent encore à se mettre d'accord sur ses origines et ses objectifs. Avant d'en chercher les causes, il faut garder à l'esprit que les purges et les épisodes de terreur existent depuis la création de l'Etat bolchevique en 1917. Pas une année sans qu'un secteur de la société soviétique ou un autre ne soit frappé par une purge. La purge, la terreur (notez bien l'amalgame) ne sont pas des situations paroxysmiques mais un véritable mode de gouvernement* » (p. 154, je souligne).

## En banalisant “purgés” et “terreur”

En écrivant cela, en banalisant « purges » et « terreur », il est certain que les auteurs se privent d'outils pour comprendre. Se pencher sur les grands procès (et l'analyse magistrale qu'en ont donné Trotsky et Sedov) les amènerait à revoir leurs grossières assertions sur le Parti bolchevique, présenté comme une bande sans scrupule de putschistes, et à réviser leur incompréhension des problématiques de la bureaucratie et du bonapartisme en URSS (voir plus loin). L'approche « militariste » introduit deux faiblesses supplémentaires. Malgré l'abondance de détails sur les opérations militaires, on a l'impression à la lecture de ce livre que les soldats soviétiques n'ont été qu'une « chair à canon » sacrifiée par des chefs tantôt incapables, tantôt impitoyables et inspirés, comme Joukov. Comme le relève Jean-Jacques Marie, les auteurs sous-estiment largement l'énorme engagement humain (militaire et civil !), ne parlent pratiquement jamais des partisans et des militants communistes ou antifascistes espionnant partout les arrières de l'Axe, etc. Il y a bien ici où là quelques coups de chapeau à l'abnégation des soldats ou de la population, notamment celle de Lénin-grad, Moscou, Stalingrad... quand même ! L'examen des références bibliographiques — nombreuses — est plein d'enseignement quant à l'orientation idéologique antisocialiste des auteurs (qui lisent, semble-t-il, quatre langues) : une masse de documents officiels ou officieux soviétiques (mémoires passés par la censure en URSS ; l'agenda de Staline) et d'autres documents, surtout, d'histoire militaire, allemands, américains... Quelques références aux « écrits militaires » de Trotsky avant 1925 ; une timide allusion, sans grand intérêt, à *La Révolution trahie* — pour prétendre sans doute qu'elle a été lue. Mais les oppositionnels d'hier et les dissidents d'après-Staline ne sont pratiquement pas mis à contribution ; notamment le *Vie et destin*, de Vassili Grossman, un ouvrage aussi pertinent militairement (l'auteur a été correspondant de guerre pour *Krasnaïa Zvezda*, le journal de l'Armée rouge) que politiquement édifiant,

pour cela frappé d'un tabou absolu pendant des années après la mort de l'auteur.

## Un “dada”, doctrine dite “art opératif”

Il me semble qu'il faut également faire un sort à un « dada » de nos deux auteurs — si férus d'histoire militaire qu'ils soient —, celui d'une prétendue supériorité « révolutionnaire » de cette doctrine dite « art opératif », dont s'est targué le corps des officiers de l'Armée rouge. Selon nos auteurs — et Joukov —, elle aurait été un élément décisif de la victoire finale de l'URSS, en ayant surclassé complètement le bagage « théorique » de la Wehrmacht. Un examen attentif de leur propre récit montre qu'il s'agit plutôt d'une vantardise, certes beaucoup moins grossière mais au rôle analogue dans le domaine militaire, du type du « lyssenkisme » en biologie, ou du « marrisme » en linguistique : une prétention du système stalinien, pour légitimer le « socialisme dans un seul pays », d'être à l'avant-garde de la connaissance humaine dans tous les domaines... J'y reviendrai plus loin, mais on voit bien déjà comment une telle exaltation de la « doctrine », combinée avec celle de la personnalité du « vainqueur de Berlin », doit permettre de minimiser les facteurs fondamentaux de la victoire à l'Est : l'abnégation, le sacrifice des Soviétiques pour la défense des conquêtes de la révolution ; la supériorité de l'économie planifiée (1) sur celle des trusts impérialistes allemands, même militarisés par les nazis.

Comme l'a exprimé une critique littéraire du *Figaro*, avec une simplicité biblique — et l'esprit sans doute apaisé après un tel coup majeur porté au « matérialisme historique » :

(1) Les auteurs affichent ainsi leur sous-estimation typiquement anticommuniste des ressources de l'économie planifiée : « Dans le domaine de l'économie et de l'organisation des ressources, l'Union soviétique a déjà remporté en 1943, un second Stalingrad, immense et silencieux. En 1941, elle produisait 696 chars par mois ; ce sera 2 060 en moyenne en 1942 puis 3 000 en 1943 et 4 500 en 1944. Avec deux fois moins de métal, l'URSS sortira deux fois plus de chars (100 000) que le Reich durant la guerre. La performance tient du miracle pour une économie notoirement inefficace » (page 241, souligné par moi).



« Si un homme a démontré la fausseté de l'idée marxiste selon laquelle ce sont les masses qui font l'histoire même si elles ne savent pas l'histoire qu'elles font, c'est bien le maréchal Gueorgui Konstantinovitch Joukov. Lui qui, par son activisme prodigieux et son intelligence stratégique a réussi à plusieurs reprises à sauver des situations désespérées » (Paul-François Paoli, 18 septembre 2013, souligné par moi).

## Un "nomenklaturiste" très atypique, mais toujours "dans la ligne", solidaire de sa caste

Dès le début de leur livre (p. 13), les auteurs nous livrent une synthèse frappante sur leur personnage : « S'il est canonisé par la Russie d'aujourd'hui, Joukov n'est pas un saint. Il a beaucoup menti, dissimulé, travesti la réalité de son action. Il a été injuste, emporté, vaniteux, vulgaire. En Allemagne, il a pillé comme un reître, il a laissé commettre des crimes de guerre affreux en 1945 aux dépens de la population civile. Il a servi sans murmurer Staline et un régime détestable, souvent avec les mêmes méthodes que le maître du Kremlin, au premier chef sa gestion des hommes par la peur. Il a fait fusiller tant et plus de soldats terrorisés (...). Il a partagé les erreurs et les illusions de ses collègues avant 1941, présidé partiellement au désastre des premiers mois de Barbarossa (l'invasion de l'URSS par la Wehrmacht), été battu à Rjev par Model (1942), joué sur le Dniestr par Manstein (1943), manqué la première marche sur le Reichstag (1945). »

Joukov est donc un personnage haut en couleur, quasi canonisé à l'égal d'un saint de la Mère Russie (2). Pour autant, il n'échappe pas à la caractérisation sociale et politique de membre à part entière de la bureaucratie stalinienne. Dans ses Mémoires, il a truqué les faits concernant ses origines et sa jeunesse, et ses biographes ont la plume heureuse pour le démasquer. Ils le décrivent comme le fils de paysans-artisans ruraux, ancien ouvrier fourreur dans l'atelier d'un oncle « monté » à Moscou avant la guerre de 1914 ; bagarreur, amateur de filles et de bonne chère...

page 43 : « (Sur) une photo de 1913... Le futur maréchal de l'Armée rouge offre l'image d'un membre de l'aristocratie ouvrière moscovite embourgeoisé... Sans la guerre de 1914, Joukov serait donc devenu, il n'y a aucun doute, patron fourreur. » Ce qui définit ici un artisan petit-bourgeois, pas un ouvrier à la conscience de classe précoce, comme Joukov le prétend dans ses Mémoires. Il est devenu sous-officier de cavalerie dans l'armée tsariste. Il convient de préciser à cet égard que, quoiqu'ancien cavalier, il n'a pas fait partie de la « clique (des cavaliers) de Tsaritsyne », épargnée, comme le rappellent les auteurs, par la Terreur de 1937 : Boudienny, Vorochilov, Timochenko, fidèles de Staline depuis la guerre civile.

Il n'a joué aucun rôle majeur durant la guerre civile, mais a manifestement pris goût à l'état militaire ; sa condition d'officier à la faveur d'une stabilisation progressive de l'Armée rouge l'a sans doute élevé socialement et attaché au régime — il en a bien profité et surtout fait profiter son ménage ; il y a à cet égard plusieurs notations savoureuses dans le livre de Jean Lopez et Lasha Otkhmezuri... Mais c'était un officier « rouge » atypique : il ne buvait pas, ne fumait plus, n'aimait pas la démagogie auprès de la troupe. Fanatique de perfection technique et de discipline, il a montré aussi une grande aptitude à réviser souplement les conceptions tactiques à la lumière de l'expérience, et la ruse d'un vrai paysan dans l'art de dissimuler des préparatifs offensifs (la « maskirovka » selon la terminologie russe). Ces qualités indéniables étaient doublées d'autres, typiquement « militaires », et souvent critiquées comme « inhumaines » par les staliniens eux-mêmes : indifférence totale à la souffrance et aux pertes humaines, brutalité et grossièreté, utilisation impitoyable de la répression pour maintenir la cohésion des unités avec fusillades massives, déploiement de

(2) Page 15 : « Suivre le traitement réservé à Joukov dans la mémoire russe est un bon marqueur du poids du patriotisme dans l'idéologie post-communiste. Pour l'instant il est déifié à l'égal de Souvorov et Koutouzov. Et ainsi subira-t-il une troisième disgrâce... ? »

On aurait vu récemment à la télé russe une vieille femme de Slaviants brandir une icône à double face, avec, au recto, La Vierge à l'enfant, et au verso, Gueorgui Joukov...

troupes de barrage... Enfin, s'il a montré — d'abord aux pires heures des défaites de 1941 — un engagement personnel, un courage et une endurance physiques, une force de caractère (dans le domaine militaire !) exceptionnels, on a du mal à lui attribuer le « génie stratégique » dont le créditent nos auteurs.

## Légende quelque peu complaisante

Joukov est souvent loué pour avoir été un des seuls chefs militaires à avoir tenu tête à Staline. Mais ici la légende semble quelque peu complaisante. On constate d'abord, et c'est une caractéristique de son rôle de membre du Parti communiste (3), qu'il n'a jamais — sous Staline — émis la moindre critique politique, il a toujours appliqué « la ligne générale ». Sa fiabilité politique (stalinienne) est, selon moi, particulièrement illustrée par le fait que, nommé à la direction de l'instruction de l'armée en 1931, « au premier meeting du parti pour tous les inspectorats des différentes directions du commissariat à la Guerre, Joukov est élu à l'unanimité secrétaire du bureau. Ce poste politique relativement important lui permet d'entrer en contact avec les têtes pensantes et agissantes de l'Armée rouge, etc. ». Il est surtout remarquable qu'une telle nomination ne peut marquer qu'une aptitude exceptionnelle à suivre au millimètre la « ligne générale » du Chef !

## Stalinisme de solidarité sociale

Son stalinisme est de solidarité sociale, nullement « sentimental » ; à cet égard, les auteurs introduisent un germe de confusion quand ils écrivent : « Jusqu'à son dernier souffle, Joukov demeure un stalinien, à l'instar de son ex-ami Rokossovski (4), torturé trois ans durant sur ordre du Géorgien » (p. 498). Son attitude à la mort de Staline dément une fidélité personnelle aveugle, et dénote plutôt une « conscience de caste » bureaucratique beaucoup plus politique. Il a participé activement à l'arrestation de Beria, a soutenu Khrouchtchev contre le « bloc anti-

parti » (Molotov, Malenkov, Kaganovitch). Les auteurs écrivent (pp. 609-610) à propos du XX<sup>e</sup> Congrès et du rapport (inédit) de Joukov sur Staline, chef de guerre : « *Khrouchtchev dit quelques contre-vérités, prétendant par exemple que Staline ne savait pas lire une carte ou qu'une longue dépression l'a empêché de diriger le pays après le 21 juin 1941. Joukov sait que cela est faux, mais il n'a jamais exprimé, même auprès de ses intimes, une quelconque désapprobation du rapport Khrouchtchev. Il applaudit à la libération de tous les prisonniers politiques du goulag dans les mois qui suivent le XX<sup>e</sup> Congrès. Son attitude tranche avec celle de nombreux maréchaux et généraux — Rokossovski au premier chef — demeurés staliniens.* » On peut avancer que Joukov, un fois de plus, a adhéré à la « ligne générale », qui en l'occurrence imposait de « balancer » partiellement l'ancien « vojd » (leader). Exercice à haut risque...

« *On peut même parler d'enthousiasme chez Joukov lorsque Khrouchtchev annonce que sera organisé en mai 1956 un plénum spécial du comité central où lui, Joukov, rapportera sur le rôle de Staline durant la GGP (Grande guerre patriotique — NDLR). Ce plénum doit franchir encore un pas dans la déstalinisation du pays. Le rôle de Staline dans la victoire était considéré comme décisif par les soviétiques et Joukov, dans ce rapport, est chargé d'attaquer le culte de la personnalité exactement sous cet angle. Il se met aussitôt au travail... pour rien (...). Le rapport de Joukov a néanmoins été conservé.* »

Il a fait l'objet de deux articles des Cahiers du mouvement ouvrier (numéros 60 et 61), je n'y reviens pas ici. On lit aussi chez Lopez et Otkhmezuri : « *Mais dans son rapport, Joukov, en chargeant Staline de tous les péchés, s'exonère trop facile-*

(3) Les auteurs soulignent à juste titre l'entrelacement étroit parmi les « cadres » de l'Etat stalinien des devoirs professionnels et de l'engagement dans le PCUS — voulu par le gouvernement soviétique dès sa création (cf. les commissaires politiques) mais aboutissant à un contrôle policier total par l'appareil stalinien « civil ».

(4) Maréchal soviétique à demi polonais (d'où les tortures) devenu après la guerre ministre de la Défense de la République populaire de Pologne ; chassé comme un malpropre en 1956 par Gomulka comme bouc émissaire après le XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS et les débuts de « révolution politique » en Pologne et Hongrie.

ment, lui et l'encadrement supérieur de la RKKA (5), de toute erreur, notamment du culte de l'offensive. »

Cette dernière remarque des auteurs est incontestable, mais ils ne vont sans doute pas assez loin. Joukov, Chapochnikov et Cie (y compris Khrouchtchev lui-même !) sont responsables de la légèreté bureaucratique — voire de l'ineptie stratégique — du « plan révisé de contre-offensive de 1941 (MP41) (6) », après le repositionnement des forces défensives de l'Armée rouge sur les positions aventureuses de la « nouvelle frontière » biélorusse à la suite de l'annexion de la Pologne orientale ; et de la caricature de « Kriegspiel » de janvier 1941 (bien décrit pp. 223 et suivantes) à la suite de laquelle Joukov a été bombardé chef d'état-major.

En ce qui concerne sa « résistance » à Staline, d'autres avant lui ont sacrifié leur commandement, voire leur vie, à leurs convictions militaires, par exemple son prédécesseur comme chef d'état-major général avant janvier 1941, Mereskov, qui avait le mauvais goût de voir clair dans les projets de Hitler, ou Proskurov, le chef du GRU (le renseignement militaire) qui a sonné l'alarme dès mai 1941 sur l'opération Barbarossa et, pour cela, a été fusillé — comme ses cinq prédécesseurs !

## Joukov a entériné plusieurs décisions désastreuses de Staline

Et, comme y insistent à juste titre les auteurs, Joukov a entériné plusieurs décisions désastreuses de Staline, notamment au début de la Grande Guerre patriotique. En tant que chef de l'état-major général au moment de l'attaque du 22 juin 1941 et des pires désastres suivants, il est « *le deuxième grand responsable après Staline de la perte de 5 millions d'hommes* ». Il a — jusqu'à la bataille de Moscou — appuyé la « tactique » désastreuse de Staline de résistance frontale et sur place (« *pas un pas en arrière* ») qui a mené aux catastrophes de l'automne 1941.

Pour les auteurs, c'est par son rôle lors de la bataille de Moscou que Joukov mérite le nom de « *vainqueur de Hitler* » (p. 384). Quelques jalons (pp. 367 et sui-

vantes) : le 9 décembre, **Joukov proscrit formellement les attaques frontales d'infanterie** (7), demande à chaque armée et à chaque division de former des groupes de combat interarmes d'infanterie, de chars, d'artillerie. Il préconise l'infiltration systématique de l'ennemi par des bataillons de skieurs... » Le 12 décembre, la défaite des Allemands devant Moscou est acquise... Le 16 décembre, les deux « pincés » visant l'encerclement de Moscou, au nord vers Klin, au sud à Toula, sont brisées, et dans les jours qui suivent, les Allemands sont contraints de ramener le front de 150 à 200 kilomètres vers l'ouest. Moscou est sauvée. On peut s'accorder sur le fait que l'échec stratégique majeur de la Wehrmacht est d'abord celui-là ; Stalingrad, bataille prodigieuse, n'en est que la réplique un an après, et n'eût pu se produire sans la destruction, intervenue devant Moscou (8), de forces indispensables au III<sup>e</sup> Reich en vue d'une victoire.

## L'énergie, la prodigieuse activité et le courage incontestables

L'énergie, la prodigieuse activité et le courage dont Joukov a alors fait preuve

(5) Acronyme pour Rabotchik i Krestian Krasnaïa Armia : « Armée rouge des ouvriers et des paysans ».

(6) Ce plan, lorsqu'il avait été élaboré en 1936, portait la marque du génie de Toukhatchevski ; il visait à couper Hitler du pétrole de Roumanie ; effectivement connu comme une obsession du dictateur nazi, il comportait une formidable ligne défensive face à la Pologne jusqu'en Ukraine, d'où devait s'élancer une attaque sur l'axe Lvov-Lublin-Cracovie- Silésie. C'est l'ignorance crasse de Staline et la servilité de ses chefs d'état-major terrorisés (Chapochnikov en premier lieu, puis Joukov) qui font qu'il a été conservé, par corrections « à la marge », au point de devenir cette chose « aberrante » selon les auteurs, Jean Lopez et Lasha Otkhmezuri.

(7) Voir en annexe un témoignage allemand contemporain à l'extrême Sud (Rostov sur le Don le 25 novembre 1941).

(8) Sur la base de la défense pied à pied de la ville de Stalingrad elle-même par la 62<sup>e</sup> Armée de Tchouïkov (voir *Vie et destin*), la victoire fut acquise grâce à trois autres éléments : la nécessité, par pénurie d'effectifs allemands, de recourir aux alliés roumains et italiens pour couvrir les « flancs » de la VI<sup>e</sup> Armée de Paulus, ce qui a donné à l'état-major général soviétique l'opportunité de la manœuvre victorieuse d'encerclement ; la perte de la supériorité aérienne par la Luftwaffe condamnant à l'échec le « pont aérien » ; l'insuffisance des blindés à disposition de Manstein pour rompre l'encerclement de l'extérieur...

sont incontestables, mais ce sont ceux de centaines de milliers de Soviétiques, cela découle du récit même des auteurs ! Ainsi, on lit page 333, alors que Joukov se débat comme un beau diable pour coordonner la défense rapprochée de Moscou : « ... vers Youkhnov [le 8 octobre]. Soudain un barrage. Un officier tankiste, tenue impeccable, informe poliment que la route est coupée... Joukov fait 100 mètres et trouve dans un bois l'état-major d'une brigade blindée... [Le commandant, Troïtski] a procédé à des reconnaissances. Youkhnov est aux mains des Allemands. Il sait qu'à Kalouga des restes de la 43<sup>e</sup> Armée se battent durement. (...) Joukov lui donne mission de bloquer la grand-route à Medyn, et lui demande de faire savoir à l'EMG qu'il se rend à Kalouga. En chemin, Joukov apprend de diverses unités que des groupes hâtivement formés ont constitué des rideaux et des bouchons, souvent à l'initiative d'un commandant subalterne [note : les fameux « commandants de compagnie » que Trotsky considérait comme essentiels dès 1921]. Ici 400 parachutistes tiennent une portion de l'Ougra. Là 4 000 cadets des écoles d'infanterie et d'artillerie de Podolsk, commandés par un lieutenant et un capitaine, bloquent l'accès à Maloïaroslavets. Presque tous seront tués ou blessés dans les jours suivants, permettant de gagner un temps précieux. » Honneur à ces braves anonymes !

Je passe rapidement sur les aléas de la carrière ultérieure de Joukov, promu au maréchalat, devenu ministre-adjoint de Staline à la Défense, à nouveau chef de l'état-major général ; finalement entré en vainqueur à Berlin, à ce titre le chef militaire le plus admiré en Russie, le Saint Georges monté sur son cheval blanc lors du défilé de la victoire en 1945.

## Craines d'un « coup bonapartiste » sûrement simulées

Staline redoutait, à l'issue de la guerre, le prestige acquis par l'armée en général et Joukov en particulier. Mais ses craintes affichées d'un « coup bonapartiste » étaient sûrement simulées (comme cela ressort de son attitude même à l'issue de la confron-

tation amenant la démission de Joukov), Joukov n'ayant pas l'envergure suffisante et surtout ne contrôlant pas la colonne vertébrale de la bureaucratie — l'appareil du PCUS. Néanmoins, il fut rapidement limogé, sans doute pour l'exemple (les auteurs donnent d'autres exemples éloquentes de « rabaissement » de l'Armée soviétique). Joukov s'est très habilement rétabli à la faveur des turbulences de la succession en 1953, au point de devenir ministre de la Défense de Khrouchtchev, où il a beaucoup œuvré pour les intérêts de l'armée en général (rétablissement des allocations aux familles de décorés, supprimées par Staline !) et du corps des officiers en particulier, avec la réhabilitation systématique des victimes de la Grande Terreur et de la vindicte de Staline au moment des défaites de 1941 (général Pavlov, etc.).

Ces actions illustrent sa mentalité et ses solidarités d'officier supérieur, agissant avant tout pour le développement et la consolidation de l'armée soviétique (qui n'est plus « rouge » et qu'il voulait si possible « dépolitisée ») comme garante de l'Etat dont il est un privilégié. Notons enfin, au titre de sa « conscience bureaucratique » que Joukov, s'il a été assez fin, en tant que ministre de la Défense, pour déconseiller l'intervention militaire de l'URSS en Pologne en 1956, a manifesté une résolution sans faille pour écraser l'insurrection des conseils ouvriers hongrois la même année.

Il est néanmoins retombé en disgrâce en 1957, sous le coup de griefs « bonapartistes » cette fois mieux fondés, mais surtout de lèse-KGB et lèse-premier secrétaire ! Jean-Jacques Marie a bien souligné sa naïveté politique dans cette période de grande instabilité. Puis Khrouchtchev l'a poursuivi de sa vindicte, l'entourant d'un silence officiel presque total puisque la monumentale histoire officielle de la Grande Guerre patriotique en six volumes, lancée sous son règne, ne le cite presque pas ! Brejnev l'a très partiellement réhabilité, mais manifestement le craignait toujours. Il semble bien que son mythe soit entretenu aujourd'hui par le régime de Poutine ; il ne peut que servir de faire-valoir prestigieux à un personnage dont les aspirations « néobonapartistes » ne sont que trop frappantes, sans qu'il ait

à redouter la concurrence d'un mort ! Mais cela est une autre histoire, qui mériterait d'autres développements...

## La question du "bonapartisme" en URSS en liaison avec celle de la bureaucratie

C'est une question qui revient plusieurs fois dans le livre : à propos de Kornilov, de Toukhatchevski et enfin, à deux reprises, de Joukov, comme on vient de le voir. Mais comme les auteurs s'en tiennent à une définition « banale » du « bonapartisme » (en gros, le « white horse general », comme disent les anglosaxons), ils ne prennent pas au sérieux ces accusations et passent à côté du problème. Rappelons ce qu'ils écrivent à propos de Kornilov (cf. note 2) : « *Le 21 novembre 1917, Kornilov s'est enfui du monastère prison de Bykhov (...). Chez les bolcheviks, une crainte quasi génétique née de leur propre nature putschiste : celle du bonapartisme, du coup d'Etat militaire contre-révolutionnaire* » (je souligne). Ici s'affiche l'incompréhension de la place du concept de bonapartisme dans les débats des sociaux-démocrates de la II<sup>e</sup> Internationale (dont sont issus les bolcheviks). Il s'agit en effet de l'analogie historique, revisitée en permanence, avec la grande Révolution française, présentant l'enchaînement dictature jacobine-Thermidor-Consulat/Empire (le bonapartisme historique). Le bonapartisme n'est que la suite de Thermidor, la consolidation de la révolution bourgeoise, dirigée contre sa « base » la plus radicale — doublée d'une forme d'accommodement, de coexistence pacifique souhaitée mais impossible (nouvelle noblesse, mariage autrichien et autres alliances royales) avec le « vieux monde gothique » (Napoléon). C'est autre chose qu'un simple coup d'Etat militaire de type espagnol ou latino-américain.

## Le "Bonaparte", c'est justement Staline !

D'ailleurs les auteurs semblent ignorer que dans les années 1930, le « Bona-

parte » stigmatisé par la vieille garde bolchevique oppositionnelle, c'est justement Staline !

Rappelons ce qu'en 1935 Trotsky écrivait dans *La Révolution trahie* (ouvrage consulté par les auteurs mais ignoré sur ce sujet) :

« *La divinisation de plus en plus impudente de Staline est, malgré ce qu'elle a de caricatural, nécessaire au régime. La bureaucratie a besoin d'un arbitre suprême inviolable, premier consul à défaut d'empereur, et elle élève sur ses épaules l'homme qui répond le mieux à ses prétentions à la domination. La fermeté du chef, tant admirée par les dilettantes littéraires de l'Occident, n'est que la résultante de la pression collective d'une caste prête à tout pour se défendre. Chaque fonctionnaire professe que "l'Etat, c'est lui". Chacun se retrouve sans peine en Staline. Staline découvre en chacun le souffle de son esprit. Staline personnifie la bureaucratie et c'est ce qui fait sa personnalité politique.*

*Le césarisme ou sa forme bourgeoise, le bonapartisme, entre en scène dans l'histoire quand l'âpre lutte de deux adversaires paraît hausser le pouvoir au-dessus de la nation et assure aux gouvernants une indépendance apparente à l'égard des classes, tout en ne leur laissant en réalité que la liberté dont ils ont besoin pour défendre les privilégiés. S'élevant au-dessus d'une société politiquement atomisée, s'appuyant sur la police et le corps des officiers [N. B. : Trotsky, qui est à cette époque très prudent sur la question de l'armée (9), livre ici sobrement le fond de sa pensée] sans tolérer aucun contrôle, le régime stalinien constitue une variante manifeste du bonapartisme, d'un type nouveau, sans analogue jusqu'ici. Le césarisme naquit dans une société fondée sur l'esclavage et bouleversée par les luttes intestines. Le bonapartisme fut un des instruments du régime capitaliste dans ses périodes critiques. Le stalinisme en est une variété, mais sur les bases de l'Etat ouvrier déchiré par l'antagonisme entre la bureaucratie soviétique*

(9) Pour au moins trois raisons : il fallait qu'il soit lu en URSS même ; il ne devait livrer aucun « secret militaire » ; il ne devait démasquer par aucun fait trop précis les informateurs qu'il conservait dans l'institution.

*organisée et armée et les masses laborieuses désarmées* » (*La révolution trahie*, 1935, p. 278).

Or la trajectoire personnelle du Staline des années 1940 confirme encore davantage l'analyse de Trotsky (après la mort de ce dernier) : elle forme un parallèle frappant avec celle du premier Bonaparte. Citons le rétablissement d'ordres de type tsariste (Alexandre Nevski, Souvorov, Koutouzov ; cf. la Légion d'honneur) après celui des grades dès 1934 (10), la réconciliation avec l'orthodoxie (faisant écho au Concordat !), l'auto-désignation au maréchalat, et pour finir, la dissolution du Comintern et la « stratégie » des « démocraties populaires », conçues au départ comme des compromis avec les bourgeois (cf. la nébuleuse de principautés vassales du « Grand Empire » de Napoléon).

## L'incompréhension du bonapartisme en URSS

L'incompréhension du bonapartisme en URSS de la part de nos auteurs renvoie à celle de l'établissement du pouvoir bureaucratique, nécessitant la destruction du Parti bolchevique comme parti révolutionnaire. C'est ce que démontre l'impuissance des auteurs à expliquer « la Grande Terreur » de 1937-1938. Certes, ce n'est pas leur sujet principal puisqu'il leur importe d'abord de souligner dans quel état de désorganisation et de démoralisation Joukov, bombardé chef d'état-major général en début 1941, a trouvé l'Armée rouge.

En deuxième lieu, d'essayer de comprendre pour quelle(s) raison(s) il a fait partie de la minorité des Kombrig (généraux de brigade) épargnés par la Terreur. Une fois écartés de façon convaincante les soupçons de participation active aux délations, il ne reste sans doute comme explication valable de ce cas précis qu'une docilité idéologique à toute épreuve et... la chance.

A la racine de leur incompréhension générale, malgré l'énumération, comme on y revient ci-dessous, de diverses « pistes » plus ou moins sérieuses, on ne peut que pointer leur détestation du Parti bolchevique et de son « mode de fonctionne-

ment », détestation qui s'étend à toute analyse de type marxiste. Et pourtant, la clé n'est-elle pas à chercher dans la continuité, explicitement marquée tant dans les pièces conservées du dossier d'« instruction » (11) que dans les attendus de la condamnation du haut commandement « rouge », entre les agissements supposés de celui-ci et ceux des accusés des grands procès de Moscou les mois précédents ? Le commentaire de la *Pravda* au lendemain du massacre évoque une « trahison au profit de puissances étrangères en liaison avec le complot trotsko-zinoviévo-droitier ».

Comme l'ont bien établi dès cette époque Léon Trotsky et son fils Léon Sedov (dont les auteurs ignorent manifestement les publications, notamment *Les Crimes de Staline* et le *Biulleten Opposit-sii* clandestin en URSS même), il s'agit d'éliminer tous ceux qui, de près ou de loin, rattachent le Parti communiste soviétique (« bolchevik ») à sa tradition révolutionnaire, y compris pendant la guerre civile de 1918-1920. Une formule évoquée en passant parmi leurs « pistes de recherche » : « *Renouvellement des cadres* » touche juste, mais Jean Lopez et Lasha Otkhmezuri n'en comprennent pas eux-mêmes la signification profonde.

## Le représentant d'une caste parasitaire et usurpatrice

Staline « achève » (ou croit achever) la révolution dans les deux sens du mot, tout

(10) Noter à ce sujet précis, comment la comparaison entre le premier Bonaparte et Staline vient naturellement sous la plume de Trotsky (*La Révolution trahie*, page 199) : « *Les éloges mi-protecteurs, mi-ironiques décernés par la bourgeoisie mondiale au Kremlin ne garantissent pas le moins du monde la paix et n'entraînent même pas une atténuation du danger de guerre. L'évolution de la bureaucratie soviétique intéresse surtout la bourgeoisie sous l'angle de la modification des formes de propriété. Napoléon I<sup>er</sup>, bien qu'il eût radicalement rompu avec les traditions du jacobinisme, pris la couronne et restauré la religion catholique, demeura un objet de haine pour toute l'Europe dirigeante semi-féodale parce qu'il continuait à défendre la nouvelle propriété issue de la révolution.* »

(11) Selon le livre daté de Moscou 2005 de Ioulia Kantor, *Voïna i mir Mikhaïla Toukhatcheskovo* (la guerre et la paix de Mikhaïl Toukhatchevski), commenté par Jean-Jacques Marie dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 36.

comme Napoléon I<sup>er</sup> prétendait l'avoir fait. Mais ce dernier agissait comme l'homme d'une **classe ascendante** et solidement ancrée dans les rapports de propriété bourgeois ; alors que l'autre n'est que le représentant d'une **caste parasitaire et usurpatrice** (sans aucun droit « légitime » sur la propriété et l'Etat, encore moins de droits de succession...), par nature instable. Dès lors, elle a besoin de faire allégeance à un arbitre suprême (le secrétaire général du PCUS — devenu premier secrétaire sous Khrouchtchev) ; tandis que celui-ci doit craindre, en conjonction avec une profonde crise sociale, le surgissement d'un concurrent qui s'avérerait plus « présentable ». Ce qui explique l'ampleur de la vague « terroriste », y compris contre les staliniens « peu fiables », et son renouvellement effectivement permanent ou périodique sous Staline (avec, notent les auteurs, une relative interruption de 1941 à 1947 environ, autorisée par une conduite de la guerre qui refoule provisoirement les antagonismes sociaux). Notons que ces « purges » n'ont plus rien à voir avec les épurations périodiques (et pacifiques) du parti préconisées par Lénine. Il s'agissait pour ce dernier de conserver le caractère de classe du parti, dès lors qu'il est exposé à l'infiltration de filous et d'arrivistes en tant que détenteur unique du pouvoir d'Etat. Un Etat « ouvrier » dont, dès le lendemain de la prise du pouvoir, Lénine déplore l'inculture et la tendance à la corruption : « *Nous avons un Etat bourgeois sans bourgeoisie.* »

Mais voyons les « explications » de la Grande Terreur proposées par nos auteurs.

## A. Le "simple" coup d'Etat militaire

Page 155 : « *Aucun historien n'a trouvé trace d'une quelconque tentation bonapartiste au sein de l'Armée rouge, qui demeure sur ce point fidèle à la tradition de sa devancière tsariste.* »

Même si la critique historique a été établie, pour justifier la nouvelle accusation posthume de « complot bonapartiste » contre Toukhatchevski lors du troisième procès de Moscou en 1938 — voir article de Jean-Jacques Marie dans les *Cahiers*

*du mouvement ouvrier*, n° 36 — les « pièces » produites par les bourreaux staliniens sont des faux forgés par les nazis, ou des ragots (thèse qui figure en bonne place dans le livre de Paul Carell [ex-SS] *Opération Barbarossa*, qui est toujours celle des nostalgiques staliniens d'aujourd'hui, et est en fait exclusivement basée sur le « témoignage » du SS Walter Schellenberg), on ne peut exclure politiquement, de la part de Mikhaïl Toukhatchevski, une « tentation bonapartiste » au sens d'une rivalité « fonctionnelle personnelle », excluant un changement de nature du régime de la dictature bureaucratique (12). Staline, à cette date, était très largement haï et discrédité — y compris au sein de la bureaucratie — après la collectivisation forcée et la politique de la « troisième période » ayant permis en 1933 l'accession de Hitler au pouvoir... Dès le lendemain de l'exécution, Trotsky évoque dans l'article « *La décapitation de l'Armée rouge* » cette logique politique : « *Staline redoute que ces instruments renouvelés ne se donnent un autre chef. Ce danger est surtout considérable dans l'armée. Quand la bureaucratie échappe au contrôle du peuple, la caste militaire cherche inévitablement à se soustraire au contrôle de la bureaucratie civile. Le bonapartisme tend à la dictature du sabre. Indépendamment des ambitions réelles ou prétendues de Toukhatchevski, le corps des officiers doit se pénétrer du sentiment de sa supériorité sur ses dictateurs en veston. (...) Le danger est évident. Il est vrai qu'il n'y a pas eu complot. Mais le complot est à l'ordre du jour. Nous venons d'assister à un massacre préventif* » (*Œuvres*, tome 14, pp. 133 à 147).

L'argument de la « fidélité à la tradition » de l'armée tsariste ne renforce guère le propos, au contraire, et pour deux raisons très différentes : d'abord, les auteurs ont eux-mêmes montré la coupure radicale entre le corps des officiers « rouges » et son prédécesseur monarchique ; et malheureusement pour eux, il y a bien chez les Romanov des précé-

(12) Après le XX<sup>e</sup> Congrès, Joukov et Khrouchtchev ont résolument récusé cette hypothèse, et fait réhabiliter le maréchal à titre posthume. Mais ce n'est pas une preuve historique, les deux personnages cités maîtrisant parfaitement l'art de la manipulation...

dents, sinon une « tradition », du coup d'Etat militaire salvateur : deux impératrices du XVIII<sup>e</sup> siècle, Elisabeth I<sup>re</sup> Petrovna et Catherine II ont, coup sur coup, à la tête de la Garde impériale, renversé leurs prédécesseurs rejetés par la noblesse russe !

## B. “Reconfiguration des élites”... ou liquidation du parti révolutionnaire ?

Page 155, les auteurs mettent le doigt sur la raison essentielle, comme on l'a dit : « *Une autre thèse voit dans la Grande Terreur un renouvellement conscient de la couche dirigeante. En purgeant à grande échelle, Staline aurait voulu reconfigurer les élites* [noter l'expression froidement « managériale »], *dans l'Armée rouge comme dans toute la société soviétique, à la fois dans le sens de la soumission absolue à son pouvoir et pour mieux répondre aux besoins de la société industrielle en train d'émerger. L'élite de l'Armée rouge telle qu'elle apparaît à la veille de la Grande Terreur n'a pas été promue par Staline mais par Frounzé. Quand celui-ci, appuyé sur Zinoviev et Kamenev* [tiens donc, les victimes des procès de 1936] *prend le commandement en chef, il a poussé ses amis à la tête des différents districts militaires. Ces hommes, Toukhatchevski, Yakir, Ouborevitch, Feldman, ont un comportement trop indépendant* [c'est-à-dire trop lié à la tradition révolutionnaire !]. *Plusieurs témoignages montrent qu'ils n'ont pas approuvé la collectivisation des campagnes et qu'ils ont montré peu d'enthousiasme pour les purges.* » « Les purges » : voici l'allusion discrète aux grands procès contre Trotsky, Zinoviev Kamenev et autres, avant et après l'assassinat de Kirov ; encore la « banalisation »... Peut-on mieux indiquer le lien de ces commandants avec la vieille garde bolchevique, et que leur crime abominable consistait en la désapprobation de la « ligne générale » ? Jean-Jacques Marie rappelle d'ailleurs dans l'article cité des *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 36, « *Le procès Toukhatchevski* » : « *En réalité,*

*l'épuration massive des rangs de l'armée avait commencé en 1934.* [En mars 1937] *Vorochilov*, [ministre de la Défense, supérieur nominal de Toukhatchevski, déclarait] : « *Au cours des seules trois dernières années, 1934-1936 inclus, on a licencié de l'armée des individus inaptes et politiquement non fiables, environ 22 000 individus, dont 5 000 opposants manifestes.* » » Ce qui justifie l'observation répétée en plusieurs endroits par Trotsky et Sedov, d'une exaspération « professionnelle » croissante du haut commandement face aux purges politiques.

## C. Le trotskysme... voilà l'ennemi !

Et page 156, hélas, Jean Lopez et Lasha Otkhmezuri sont pris en flagrant délit de propagation de mensonges staliniens, qui survivent d'autant plus aujourd'hui sous Poutine que celui-ci s'appuie en grande partie sur des éléments nostalgiques, membres ou non des « organes de force » (armée et police bureaucratiques).

Ils indiquent que « *la motivation la plus couramment avancée* » est la crainte de la « cinquième colonne » (c'est-à-dire des espions et des saboteurs infiltrés) :

« *Une partie des archives soviétiques sur la guerre d'Espagne montre que Staline liait la défaite républicaine à l'absence d'« unité politico-morale »* [on trouve ailleurs l'expression « unité front-arrière »]. *Le fait que les trotskistes aient été fortement représentés dans les rangs républicains a pu lui donner une raison supplémentaire d'éliminer préventivement chez lui toute potentialité de 5<sup>e</sup> colonne.* » Avec ce paragraphe, les auteurs légitiment d'un coup trois gros mensonges :

- l'absence de culpabilité propre de Staline dans la défaite espagnole, attribuée comme de juste aux « autres ». Ce qui ne fut sans doute pas l'avis des Soviétiques (ou brigadistes internationaux) de retour d'Espagne — même staliniens convaincus au départ — et la raison pour laquelle, parce qu'ils en avaient trop vu, ils se sont fait liquider ou envoyer au goulag sitôt revenus en URSS... A commencer par le célèbre consul à Barcelone, ex-preneur du palais d'Hiver, Antonov-Ovseenko ; les auteurs remarquent bien



cette décimation, notamment chez les militaires, mais ne s'interrogent pas davantage.

- la « forte représentation des trotskistes », passablement grotesque même si l'on assimile le POUM au trotskysme, ce qu'il refusait à juste titre. Il est vrai qu'ici, « trotskiste » est synonyme de révolutionnaire, menaçant le pouvoir de la bureaucratie.

- l'affirmation que les trotskystes sont des traîtres est bien entendu une ignoble calomnie. Les quelques rares membres de la IV<sup>e</sup> Internationale en Espagne ont combattu dans les rangs républicains, et la IV<sup>e</sup> Internationale s'est toujours prononcée pour la défense de l'URSS, même après les annexions des pays baltes et de la Pologne orientale en 1939. « *Pour la défense de la patrie socialiste, toujours. Pour le cours stalinien, jamais* » (Léon Trotsky, « *Lettre aux travailleurs d'URSS* », *Œuvres*, tome 23, p. 274, avril 1940). C'est Vlassov, un ex-chouchou de Staline, qui a monté une « armée » contre-révolutionnaire au compte de Hitler après sa capture...

## L'« art opératif » : découverte décisive ou justification idéologique du corps des officiers ?

Il semble bien que l'« art opératif », qui tient une place importante pour les auteurs, Jean Lopez et Lasha Otkhmezuri, dans l'explication de la victoire soviétique, soit l'aboutissement de controverses qui ont commencé très tôt au sein de la jeune Armée rouge, alors dirigée par Léon Trotsky, commissaire du peuple à la Guerre et à la Marine. Pouvait-on élaborer une « doctrine militaire prolétarienne », sur la base de l'expérience de la guerre civile, tel était le sujet de la controverse. Léon Trotsky a longuement et patiemment polémique avec une partie des officiers (surtout Frounzé, Vorochilov et Toukhatchevski), avec au moins un succès : l'emploi du terme « art » semble s'être imposé. Le gros recueil contenant notamment ses interventions publiques, réédité jusqu'en 1925 à Moscou sous le titre « *Kak vooroujalas' revoloutsia* » (Comment la révolution s'est armée), est connu de nos auteurs, vu qu'il figure

dans les références bibliographiques ; mais trois fois, en trois langues et sous trois titres différents, c'est à se demander s'il a été lu autrement qu'en diagonale...

## L'opinion des orfèvres en la matière

On y trouve d'abord des mises en garde plusieurs fois répétées contre tout « doctrinarisme » en matière militaire. Léon Trotsky explique en substance que l'Armée rouge dispose, par l'intermédiaire du Parti bolchevique, d'une méthode scientifique, le marxisme, pour traiter des questions de stratégie politique en général ; **mais** que la conduite effective de la guerre n'en relève pas, qu'il ne s'agit pas d'une « science », mais d'un « art » — au sens d'une combinaison pratique de techniques et de procédés contemporains dans des circonstances particulières. A cet égard, il se contente d'adopter l'opinion des orfèvres en la matière que sont le premier Napoléon (« *la guerre est un art simple et tout d'exécution* »), et de son commentateur ô combien avisé (dans son livre *De la guerre*), puisqu'il l'a combattu dans les rangs de l'armée prussienne puis de l'armée russe : Carl von Clausewitz. Joukov, défenseur convaincu de l'« art opératif », se revendique surtout d'être un « ingénieur » de la guerre, et ne s'est pas aventuré dans des considérations « théoriques », semble-t-il. En revanche, son activité pratique et ses efforts d'autodidacte tels que les décrivent Jean Lopez et Lasha Otkhmezuri montrent qu'il était absolument convaincu d'avoir à apprendre, en effet, « l'exécution ». A cet égard, il s'est révélé particulièrement doué !

Mais les auteurs notent aussi que « *la fille de Joukov, Ella, se souvient avoir vu chez son père trois volumes de Clausewitz abondamment annotés, de même que des dizaines de numéros de la série "la bibliothèque des officiers"...* » (p. 120). Ainsi Joukov, malgré les tabous (Staline avait jeté l'anathème sur la « prétendue science militaire des bourgeois allemands réactionnaires »), se renseignait à de bonnes sources... Il se rappelait peut-être les paroles de Lénine : « *Clausewitz est l'un des écrivains militaires les plus profonds, l'un des plus grands, l'un des plus remarquables philosophes et historiens* »

de la guerre, un écrivain dont les idées fondamentales sont devenues aujourd'hui le bien incontesté de tout penseur » (13). Remarquons qu'une bonne partie du *De la Guerre* est consacrée à la campagne de Russie de 1812, à la notion fondamentale de « point culminant de l'offensive » (explicitement intégré dans la pratique de Joukov), à l'avantage de la défensive sur positions fortifiées, à la retraite stratégique, et bien des choses utiles encore... comme de se défier des « théories » militaires.

C'est très finement qu'en 1935 Léon Trotsky livre cette appréciation rétrospective, mais à mon avis définitive, sur les efforts doctrinaires de l'« échelon de commandement » (futur corps des officiers) de la RKKA : « *Le marxisme, prôné à chaque ligne, faisait place au plus pur idéalisme. Tenant compte de la sincérité de ces errements, il n'est pas difficile d'y découvrir néanmoins le germe de la suffisance bureaucratique désireuse de penser et d'obliger les autres à penser qu'elle est capable d'accomplir en tous domaines, sans préparation spéciale et même sans base matérielle, des miracles historiques* » (*La Révolution trahie*, Editions 10-18, 1969, p. 216).

## La mentalité de la caste des officiers "rouges"

Mais creusons un peu cette affaire d'« art opératif », car elle semble révélatrice de la mentalité de la caste des officiers « rouges »... et des illusions militaristes des auteurs, Jean Lopez et Lasha Otkhmezuri. Dans le chapitre « *La découverte de l'art opératif* », on lit, page 122 : « *Cette approche de la guerre comme système relève d'une nouvelle discipline, véritable "discours de la méthode militaire" clé de la victoire dans les pays modernes, étant entendu que la stratégie est globalement cohérente et raisonnable et les moyens adéquats [notez bien : les moyens !]. Ces moyens précis (planification de la stratégie) sont calculés "scientifiquement" dirait Joukov, par opposition à la vision artistique et inspirée d'un Napoléon par exemple.* » Hum, voilà qui dénote une bien mauvaise connaissance de Napoléon : tout témoin, jusqu'en 1812, de son attachement maniaque à connaître et prévoir les ressources de l'armée, à positionner à

l'avance les stocks de chaussures pour les fantassins, etc. (sauf, a dit un colonel historien, avant la campagne de 1812 en Russie, la tâche dépassant d'évidence les ressources « raisonnables »...). Cette distorsion de la vérité n'a d'autre but, je crois, que d'« enfoncer » d'avance la Wehrmacht — voir plus loin...

## Impasse sur les revirements stratégiques opportunistes de Hitler

Puis les auteurs citent apparemment sans ironie le « premier titulaire » de la « chaire d'études opératives » : « *Varfolomeev (...) définit ainsi les trois niveaux de la guerre* : « Les batailles sont les moyens de l'opération. La tactique est le matériel de l'art opératif. Les opérations sont le moyens de la stratégie, et l'art opératif est le matériel de la stratégie. C'est l'essence de la formule tripartite » [*de la guerre*] » (p. 123). Le jargon abscons est peut-être dû à une mauvaise traduction ; mais en quoi, sinon par l'introduction du concept intermédiaire d'« opérations », cette formule renverse-t-elle les notions classiques que l'on trouve dans *De la Guerre* ? Les auteurs, en suivant les « théoriciens » soviétiques et Joukov lui-même, n'ont cessé d'accabler le commandement de la Wehrmacht, qui en serait resté à des conceptions à courte vue de la « bataille décisive », menée selon l'opportunité du moment... (Ils font à cet égard l'impasse sur les revirements stratégiques opportunistes de Hitler lui-même contre l'avis du haut-commandement militaire de la Wehrmacht : arrêt de l'offensive pour la capture de Leningrad ; offensive « surprise » contre Kiev entraînant le différé de l'offensive contre Moscou ; refus du repli de la VI<sup>e</sup> Armée à Stalingrad, etc.).

Il suffit de remarquer que toutes les grandes offensives de la Wehrmacht prennent la forme, elles aussi, d'opérations articulées (*Unternehmen*), organisant une succession de « batailles » : l'opération Barbarossa (invasion initiale de l'URSS,

(13) Cité par Camille Rougeron dans sa préface à l'édition de 1955, Editions de Minuit, soulignés par Lénine.

été 1941), l'opération Typhon (offensive vers Moscou, octobre 1941), l'opération « Bleu » (offensive de l'été 1942 vers le Caucase), etc. « *Dans la pratique, les Allemands privilégient une figure et une seule, l'encerclement, qui débouche sur la bataille à fronts renversés. Ces encerclements se produisent au hasard de la localisation de l'ennemi, comme à l'époque napoléonienne où l'on courait au son du canon ; ils obéissent à une logique opportuniste du succès, non à la conquête d'un objectif opérationnel a priori défini* » (p. 123). Fermez le ban... Il est difficile d'accumuler en un paragraphe plus de légèreté et de contre-vérités sur le sujet, contredits dans la suite du livre ! Reportons-nous par exemple à la page 321 de nos auteurs :

« Avec "Typhon", les Allemands raffinent leur martingale habituelle, le double enveloppement par les ailes. Le schéma de l'offensive consiste en effet en un quadruple enveloppement accouchant d'un double encerclement menée sur un front de 600 km. » On ne voit pas en quoi ce plan très articulé d'« opération » est inférieur au « chef-d'œuvre opératif » des « 4 planètes » de l'état-major soviétique un an plus tard. Il y ressemble fortement, avec une grande victoire (« Saturne » = Stalingrad) et une sanglante défaite (« Mars » = Rjev, voir annexe).

Vu l'état de désorganisation totale de l'Armée rouge en 1941, le commandement soviétique n'avait sans doute pas le cœur à se livrer aux genres de sarcasmes de Jean Lopez et Lasha Otkhmezuri. Ce n'est qu'après que les vanteries bureaucratiques ont commencé, y compris de la part de Joukov.

L'« art opératif », à suivre le récit du « Joukov », apparaît finalement comme la théorie d'une planification d'état-major fort classique, telle qu'elle était pratiquée par toutes les armées européennes — y compris l'armée tsariste — au moins depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle ; et portée à la perfection par le Grand état-major général (Gross General Stab) prussien, devenu l'OKW-OKH (Ober Kommando des Heeres) de la Wehrmacht.

Remarquons d'ailleurs que les fondateurs de cet « art opératif », au premier chef Toukhatchevski lui-même, connaissaient à fond le prédécesseur direct de la

Wehrmacht, la Reichswehr, avec laquelle ils avaient longuement (et quasi secrètement) collaboré pendant la République de Weimar. Ce qui apparaît vraiment novateur dans cet art prétendument révolutionnaire, c'est l'ampleur des ressources qu'il envisage d'utiliser... et qu'il estime nécessaires. Il fait, là encore très classiquement, de la supériorité matérielle écrasante des forces rassemblées sur le champ de bataille le gage de la victoire sur l'ennemi.

## Ressources humaines et matérielles quasi illimitées

La nouvelle doctrine postule l'existence en URSS de **ressources humaines et matérielles quasi illimitées**, au moins à moyen terme. Ce postulat ne pouvait, en aucun cas, être celui de l'impérialisme allemand, dépourvu de matières premières et à la démographie limitée. Et la justification de ce postulat, chez les théoriciens soviétiques, n'est autre que le développement impétueux de l'industrie lourde à partir des années 1930, des premiers plans quinquennaux ; cela sur la base de la nationalisation et de la planification intégrales de l'économie, et du dévouement de dizaines de millions de citoyens soviétiques, ouvriers et techniciens, engagés dans cet effort — pas essentiellement sous la contrainte de la terreur. Toutes choses difficiles à admettre pour des anticommunistes.

Mais l'« art opératif », privé des **moyens matériels** adéquats, n'est-il pas « ruine de l'art » ? Un passage de nos auteurs sur un certain Triandafilov, un des cerveaux de l'état-major avant 1931 (s'est tué alors en avion) me paraît révélateur : « *Il publie un maître ouvrage, "La Nature des opérations des armées modernes", en 1929, puis s'engage à fond dans la campagne de Toukhatchevski en faveur de la mécanisation de l'Armée rouge... Presque tous les chefs importants qui émergent de l'ordalie de 41 ont reçu son empreinte. Il ne nous semble pas exagéré de dire que si le corps des officiers supérieurs soviétiques a dominé intellectuellement son adversaire allemand, c'est en partie à ce Grec russifié qu'il le doit... ainsi qu'à des choix industriels draconiens* » (p. 121,

c'est moi qui souligne). Le déséquilibre du paragraphe nous fait penser que nos auteurs, accrochés à leur thèse sur l'infériorité intellectuelle supposée de la Wehrmacht, exagèrent le poids de la prétendue « théorie », en regard de la réflexion, très réaliste et perspicace, mais **purement pratique** sur les moyens — on sait par ailleurs que Toukhatchevski se passionnait pour toutes les avancées scientifiques et techniques. Cette réflexion a été la base d'une supériorité matérielle incontestable de la RKKA dans le moyen terme, non seulement en termes quantitatifs, mais aussi en terme de conception des matériels (lance-roquettes multiples « katiouchas », chars T34, bombardiers)...

Enfin, dernière limitation du fameux « art opératif », il se montre incapable de trancher la controverse « offensive / défensive », qui traverse toutes les armées depuis toujours...

Les auteurs nous indiquent ainsi que d'après le « théoricien survivant [du corps des officiers tsaristes] *le plus perspicace* semble-t-il de l'état-major soviétique, Svétchine, l'« art opératif » englobe à la fois les postures offensives et **défensives**. Ces dernières, d'abord rejetées par ses pairs, se sont bien entendu révélées inévitables et indispensables après les premières défaites épouvantables de 1941 ayant amené la perte des deux tiers des effectifs sous les drapeaux ; notamment après les encerclements de Viazma, Briansk et Kiev (voir annexe). Ces défaites ont été entraînées par les injonctions de « pas un pas en arrière » « contre-offensive immédiate » de Staline, en cela appuyé et soutenu par Joukov [voir la sinistre comptabilité des unités de barrage et des fusillades en masse...]. Et les auteurs notent encore (p. 97) :

« *La commission militaro-historique créée par Trotski fut dirigée par Svétchine (...). Un débat a opposé Svétchine à Toukhatchevski entre 24 et 31. Le premier met en garde contre l'adoption d'une doctrine purement offensive tirée de la guerre civile [note : les écrits militaires de Trotsky, dès 1921, abondent en mises en garde semblables...]. L'attaque allemande démontrera en 1941 que l'Armée rouge n'était ni svétchienne ni toukhatchévskienne, mais qu'elle était simplement stalinienne, c'est-à-dire désorganisée, terrorisée et rigidifiée*

*à l'extrême ; le développement de la guerre à partir de 42 mettra en lumière le fait que les deux théoriciens avaient raison en même temps.* » Quelle découverte « théorique » fantastique ! Cette phrase montre que les auteurs, malgré toutes leurs connaissances historiques, retombent dans un piège classique. On peut avancer qu'un commandement qui n'a pas confiance dans la troupe ne peut qu'enseigner « l'offensive » (cf. les « culottes de peau » françaises à la veille de 1914...). Ironiquement, cette faiblesse majeure accablait tout autant... la Wehrmacht (du moins au début, elle a montré en 1943-1945 une aptitude étonnante (14) à combattre en retraite), sans que nos auteurs s'en aperçoivent ! Paul Carell, dans son livre *Opération Barbarossa*, écrit à propos de la défaite devant Klin en décembre 1941 (15) : « *Comment était-ce possible ? Comment la panique pouvait-elle se produire si près des troupes, disciplinées et vraiment héroïques, combattant en première ligne ?*

*La réponse est toute simple. La Wehrmacht n'avait jamais appris les principes et les méthodes de la retraite. Le soldat allemand considérait la retraite non comme un type particulier d'opération, qu'il eût pu adapter à son besoin, mais comme une catastrophe que lui imposerait l'ennemi. Même au temps de la Reichswehr, la pratique de la retraite était regardée de travers. De façon quelque peu méprisante, on avait coutume de dire : "On n'essaie pas de mettre les retraites en pratique, cela ne fait qu'apprendre aux hommes à prendre la fuite." Plus tard, après 1936, même la "résistance élastique" a été retirée des programmes d'entraînement. "Attaquez" et "Tenez bon" étaient les deux seules techniques enseignées au soldat allemand... » C'est du pur Staline, avant sa redécouverte de Koutouzov.*

**Charles Dupuy,  
mai 2014**

(14) Surtout par contraste avec l'Armée rouge de 1941 : cela tient sans doute à la solidité bien plus grande de son encadrement inférieur et moyen (sous-officiers et officiers subalternes) — trait relevé par les auteurs, Jean Lopez et Lasha Otkhmezuri.

(15) Pages 339 et 340 de l'édition anglaise, « *Hitler moves East 1941-1943* », traduit par moi. Paul Carell était un brillant journaliste, ancien officier de propagande SS reconverti après guerre en « antinazi » ; très bien documenté.

## Annexe

# Quand les staliniens envoyaient les soldats au massacre

### Témoignage du régiment SS "Leibstandarte Adolf Hitler" sur la contre-attaque soviétique le 25 novembre 1941 devant Rostov-sur-le-Don

D'après Paul Carell  
(op. cit., pp. 325-326, voir note 15)

« Durant un instant, les Allemands restèrent paralysés par le spectacle : bras dessus bras dessous, tout en chantant et en s'encourageant mutuellement par des "Hourrah", les bataillons soviétiques [de la 343<sup>e</sup> division de fusiliers], surgis dans l'aube glaciale, marchaient à leur rencontre sur un large front. Les baïonnettes pointées en avant paraissaient des lances issues d'un mur mouvant. Et voici que ce mur s'avancait sur le Don gelé. Au commandement, les Russes se mirent à courir. Se tenant toujours par les bras ils se ruaient sur la glace.

L'Obersturmführer [capitaine SS] Olboeter, commandant la 2<sup>e</sup> compagnie, était en avant, avec la mitrailleuse lourde de la 3<sup>e</sup> section. "Attendez", dit-il.

Sur la glace, les premières mines posées par les sapeurs allemands explosaient à présent, déchirant de trouées les rangs des Russes. Mais la plupart continuait d'avancer. "Ouvrez le feu !", ordonna Olboeter. La mitrailleuse commença à hoqueter. Peu après, d'autres armes se joignirent au concert infernal.

Comme une faux gigantesque et invisible, la rafale balaya la première vague

de la charge soviétique, la couchant sur la glace. Et la deuxième vague connut le même sort. Pour réaliser comment l'infanterie soviétique charge et meurt, il faut avoir été sur les berges du Don devant Rostov.

Par-dessus leurs morts et leurs blessés, les vagues suivantes chargeaient toujours. Et chacune d'entre elles allait un peu plus loin que la précédente avant d'être fauchée à son tour.

(...)

Dans le secteur de la 2<sup>e</sup> compagnie, le 1151<sup>e</sup> régiment soviétique de fusiliers attaqua avec deux bataillons. Trois vagues s'étaient effondrées sur la glace. La dernière, réduite à un bataillon, submergea les défenseurs... »

### Bilan de la guerre russo-finlandaise (p. 209)

« En 105 jours, les Finnois ont perdu 68 000 hommes dont 25 000 tués. La RKKA 126 000 tués et disparus, 220 000 blessés et gelés ; 2 divisions entières ont été anéantie. »

Et le diagnostic de Timochenko, alors chef d'état-major : "A tous les niveaux, nous opérons de façon beaucoup trop simpliste. Entraîner de façon conventionnelle une armée dotée de vastes ressources est un acte criminel. Nous avons appris à l'armée à mourir, mais pas à vaincre. Nous avons inculqué à nos hommes des tactiques stéréotypées basées sur l'idée que nous pourrions toujours opposer à la force une force plus grande, envoyer une division pour battre un bataillon, comme nous l'avons fait dans la guerre de Finlande." »

## La catastrophe de Kiev

(page 305)

« Le résultat de l'entêtement de Staline est une pure catastrophe. Kiev tombe le 19 septembre, la masse du front Sud-Ouest est encerclée puis détruite et contrainte à la reddition— 665 000 prisonniers dont 13 généraux, 100 000 tués, 884 chars, 3 718 canons... détruits ou capturés. Près du quart des moyens opérationnels de l'Armée rouge disparaît d'un coup. (...) Si Khrouchtchev, Timochenko, Boudienny, Bagramian et Vlassov parviennent à sortir de l'encerclement [en avion, je suppose...], Kirponos [commandant du « Front »] est tué comme 5 autres généraux. La cohérence stratégique de la défense soviétique est ruinée... »

## Les catastrophes de Viazma et Briansk

(p. 320)

« L'opération Typhon, élaborée en août et septembre (...) doit aboutir à la chute de la capitale soviétique. Les Allemands ont en face d'eux le front de l'Ouest commandé par Koniev, le Front de réserve de Boudienny, le front de Briansk d'Eremenko. En tout, 13 armées, 900 000 combattants avec ce qui reste de chars à l'Armée rouge (782) et près de 7 000 pièces d'artillerie... En réalité, la défense soviétique est fragile et mal organisée (...). Staline s'est chargé de coordonner en personne l'action des trois fronts. Or il ne fait rien pour démêler l'imbroglie des responsabilités, rien pour simplifier les circuits de transmission d'ordres... »

Page 325, le bilan : « Le 7 octobre, Viazma tombe. Les 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> armées, une partie de la 16<sup>e</sup> armée, les 24<sup>e</sup> et 32<sup>e</sup> armées sont encerclées. Il n'y a plus de front de l'Ouest. 800 000 hommes — en

comptant ceux de Briansk [tombé le 5 octobre] — sont pris au piège. Le tiers de l'Armée rouge est mis hors de combat, 662 000 hommes sont capturés, presque tous mourront de faim, de froid ou d'une balle dans la tête avant la fin de l'année... »

## L'échec de "Mars", une défaite personnelle de Joukov (page 417)

[Il s'agit de la tentative de réduction du « saillant » de Rjev-Viazma défendu par Model et la IX<sup>e</sup> armée allemande. Commandée personnellement par Joukov, elle faisait partie du grandiose « plan opératif des 4 planètes » — y compris Saturne = Stalingrad].

« Le 1<sup>er</sup> décembre 1942, Staline a compris. Il abandonne toute illusion sur "Mars" et donne à Vassilevski [pour la bataille de Stalingrad] les moyens que Joukov s'était réservés pour "Jupiter" [suite « opérative » qui devait succéder à « Mars »]. Le 7 décembre, Joukov obtient néanmoins de pouvoir lancer une nouvelle attaque générale (...) Joukov relance le hachoir à viande [sic] le 11 décembre. On avance de 1 500 mètres... qu'on perd à la première contre-attaque ennemie... Joukov ne consent à arrêter le massacre que le 20 décembre.

L'opération Mars est un terrible échec. 70 000 à 100 000 tués, 200 000 à 230 000 blessés et malades, 1 600 chars perdus... Plusieurs armées sont si affaiblies qu'elles seront dissoutes (41<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup>) et comme maudites, ne réapparaîtront plus dans l'ordre de bataille soviétique... Aucun ouvrage ou article ne sera écrit sur la bataille, aucun monument érigé, aucun récit de participants publié... le nom de Mars lui-même sera banni de l'historiographie soviétique et ne réapparaîtra — simple mention — qu'en 1976, après la mort de Joukov. »

# **Deux épisodes de la “déstalinisation” khrouchtchévienne**





# Deux épisodes de la "déstalinisation" khrouchtchéviennne

## Que faire des "Œuvres" de Staline disséminées à travers le monde ?

Le premier épisode est réel. Au lendemain du XX<sup>e</sup> congrès du PCUS (février 1956), où Khrouchtchev prononce son discours secret contre certains crimes de Staline et « le culte de la personnalité », l'appareil doit liquider l'héritage de ce « culte » pour mieux préserver l'essentiel : le pouvoir de la nomenklatura et le monopole politique du PCUS à son entier service. On commence donc à remiser dans les caves les innombrables portraits et les bustes de Staline.

Mais que faire des dizaines de millions d'exemplaires de ses *Œuvres* disséminés à travers le monde chez des distributeurs qui demandent à Moscou de les débarasser de ces stocks invendables ?

L'envoyé à Londres de Mejkniga, chargée de la diffusion des livres soviétiques à l'étranger, Alexandre Bykov, doit régler cette délicate question. L'essentiel des *Œuvres* de Staline est en dépôt chez Central books, qui demande à Mejkniga de reprendre les 100 000 volumes entreposés chez eux, au moment même où le petit Parti communiste britannique lui-même retire ses exemplaires de ses vitrines. Mejkniga, n'ayant pas d'instruction du comité central, ne répond rien. Un matin, le concierge de la mission commerciale soviétique avertit Bykov : un énorme fourgon est stationné devant le siège empli à ras bord de tomes de Staline. Bykov fait décharger les 100 000 volumes entassés dans des hangars en tôle sur le territoire de la mission. Un soir, un orage

effroyable noie les hangars dont les parois craquent ; les tomes de Staline glissent inexorablement vers le portail de l'entrée gardé par des policiers britanniques. Bykov fait réveiller toutes les femmes de l'immeuble, leur donne une livre à chacune, les met en ligne avec une pelle. Elles ramassent les tomes trempés que le chef de la mission accepte d'entasser dans les caves de son hôtel particulier où ils pourrissent lentement. Enfin, le comité central décide de détruire les volumes par n'importe quel moyen. Le PC indien livre les siens aux termites. A Londres, on décide de les brûler, mais les tomes trempés et pourrissants brûlent mal et lentement ; les couvertures épaisses dégagent pendant des jours une lourde fumée jaunâtre. En Corée du Nord, dans de nombreuses bourgades les *Œuvres* de Staline servent à édifier les murs de papier de petites cahutes...

## "Le Déboulonnage"

Le second épisode est imaginaire, ou plus exactement littéraire. En 1990, le romancier Anatoli Zlobyne publie un roman, *Le Démontage* (en russe), publié en français en 1992 sous le titre *Le Déboulonnage* et injustement méconnu. L'auteur veut faire comprendre à son lecteur sous forme à peine romancée ce qu'aurait dû être une véritable déstalinisation éradiquant entièrement tout l'héritage de Staline.

Il précise qui est qui dans sa liste liminaire de personnages : Starine ou Le Vieux, c'est Staline, Nikita Sergueievitch, c'est Khrouchtchev, etc. Ce dernier, pour parachever la dénonciation du culte de la personnalité, décide de débaptiser la ville

de Staringrad en non-Staringrad et de faire démonter la plus grande statue de Staline existant en Union soviétique. La consigne donnée vise à effectuer un nettoyage radical de l'héritage de Staline, qui ne sera réalisé que dans le roman et dont la liste détaillée souligne tout ce que Khrouchtchev n'a pas fait...

« Racler, écorcher, larguer des façades, frontons, arches, portes cochères, tribunes, grandes entrées et sorties. Arracher les plaques des avenues, rues, places. Retirer de la circulation et détruire en bonne et due forme, calendriers, cartes de géographie, atlas, hymnes, plans urbains, abécédaires, horaires de train et de navire, œuvres complètes, biographies et autres documents imprimés citant son nom, brûler les slogans ou les transformer en serpillières ou en chiffons à lubrifier, rebaptiser toutes les villes, rues, locomotives, tracteurs, bateaux à vapeur, bourgs de type urbain, péniches, bourgs de type rural, villages caucasiens, haltes, maisons de santé, sommets montagneux, gares, camps de pionniers, centres de rééducation, kolkhozes, hospices, navires patrouilleurs et croiseurs, hôpitaux psychiatriques, théâtres, équipes sportives, mines, palais, ballets, usines,

débarcadères, silos, centrales électriques, canaux, îles et caps, pompes, avions et équipages portant le nom de faucons stariniens. Eliminer les chartes d'honneur agrémentées de son image ou de son nom, remplacer les médailles, drapeaux (à transformer aussi en serpillières), décrocher les portraits, déboulonner les statues, les bustes où qu'ils soient érigés ou suspendus. Barbouiller, lacérer, gratter son visage sur les portraits de groupe, affiches murales, plafonds, mosaïques en ne laissant que les personnages autorisés (liste jointe), mettre à bas de leur piédestal les monuments, enterrer leurs morceaux, les fondre, les brûler, les effacer de la mémoire à l'acide sulfurique, remplacer les primes et les diplômes portant son nom, passer au peigne fin les citations et recommandations, ne plus chanter de chansons à sa gloire (...). Achever le travail demain à huit heures du matin. »

Le romancier souligne ainsi, sous une forme littéraire, tout ce qui sépare une véritable déstalinisation de la déstalinisation bureaucratique effectuée par Khrouchtchev et l'appareil dirigeant du PCUS.

**Marc Teulin**

# **Notes de lecture**



# Une biographie de Georges Guingouin

L'historien Fabrice Grenard vient de publier aux éditions Vendémiaires une biographie de Georges Guingouin, cadre du Parti communiste français, qui fut, de 1942 à 1944, le responsable d'un important maquis dans le Limousin, et l'objet, au début des années 1950, d'une campagne hystérique de dénonciation organisée par les anciens vichyssois et des dirigeants locaux de la SFIO, emmenés par le très réactionnaire Jean Le Bail et le vieux maire de Limoges Léon Betoulle qui, en 1940, avait héroïquement voté les pleins pouvoirs au maréchal Pétain.

Sous le titre grand-guignolesque « *Limousin, terre d'épouvante* », Jean Le Bail dénonce les maquisards comme des « *tueurs* » accusés d'avoir fait régner « *la terreur* ». Il affirme fièrement : « *Nous espérons venir à bout des tueurs.* »

La presse bourgeoise parisienne reprend la campagne.

Guingouin est en même temps exclu du PCF pour certains désaccords, un moment jeté en prison où il est un jour matraqué et assommé par ses gardiens avec une telle violence qu'il reste plusieurs heures dans le coma.

Nous publions la présentation que fait Fabrice Grenard lui-même de son livre, présentation qui ne se réduit pas aux motifs publicitaires habituels mais donne une idée

condensée du contenu de son ouvrage

dont nous publions ensuite une recension.

Rappelons enfin que le 8 janvier 2013, FR 3 avait diffusé un film sur Georges Guingouin intitulé « *Le Grand Georges* », réalisé par François Marthouret.

Le numéro 57 des *Cahiers du mouvement ouvrier* (premier trimestre 2013) a publié un article détaillé de Jean-Paul Gady sur ce film, article dans lequel ce dernier évoque un certain nombre d'épisodes de la vie de l'ancien maquisard limousin.

Nous ne saurions trop recommander sa lecture ou relecture.

# Ce qu'en dit l'auteur

## “La première biographie de l'un des principaux résistants français”

**N**é en 1913, instituteur dans un petit village du Limousin, Georges Guingouin a 26 ans lorsqu'éclate la guerre. Premier maquisard de France, ayant échappé à toutes les poursuites, multipliant à la tête de ses hommes les actions de sabotage et de guérilla dans le Limousin, “*préfet du maquis*” qui libéra Limoges sans effusion de sang... La légende dorée de Georges Guingouin n'a d'égale que sa légende noire qui fait de lui un “*chef de bande de l'espèce la plus féroce*”, ayant imposé sur le territoire que contrôlait son maquis un régime de terreur et cherché à imposer, à la Libération, une “république soviétique dans les monts du Limousin”.

Compagnon de la Libération, éphémère maire de Limoges, il est exclu du PCF en 1952 pour dissidence et se retrouve en prison pendant plusieurs mois sous la IV<sup>e</sup> République, victime d'une sombre affaire judiciaire sur laquelle circulent encore hypothèses et rumeurs. Il meurt en 2005.

Fabrice Grenard se propose ici de rouvrir le dossier avec les méthodes de l'historien, en ayant eu accès notamment à des archives inédites comme celle du PCF.

### Est-il le “premier maquisard de France” ?

Si l'on applique au terme de “maquisard” la définition corse, à savoir le fait pour une personne recherchée de “*prendre le maquis*” et d'aménager des caches dans les bois pour échapper aux autorités, là où,

à la même période, les militants communistes ou membres de mouvements “grillés” obligés de vivre dans la clandestinité se dissimulent plutôt sous une fausse identité dans les villes, alors l'affirmation revêt bien une certaine vérité.

Mais s'il s'agit de la définition qui aura cours en 1943-1944, à savoir le fait d'appartenir à une organisation de résistance armée menant depuis les montagnes et les forêts des actions de sabotages et de guérilla contre l'occupant allemand, l'affirmation est totalement anachronique puisqu'en 1941 Guingouin ne mène qu'une activité politique et militante ; il n'est nullement question, à ce moment précis, d'organiser des opérations à caractère militaire. Evidemment, dans le cas de Guingouin, une certaine confusion entre les deux définitions est d'autant plus facile qu'il deviendra bien en 1943 un maquisard, au second sens du terme. Mais en 1941, l'histoire n'était pas écrite et il n'était nullement dans l'intention du militant de fonder un maquis armé.

### Est-il résistant dès 1940 ?

À l'été 1940, Georges Guingouin rédige un “Appel à la lutte”, mais il ne s'agit nullement d'une lutte aux accents patriotiques contre l'occupant allemand plutôt bien d'une exhortation, pour les militants communistes, à ne pas quitter l'organisation clandestine du parti, à rester fidèles à Staline et au régime soviétique et à tout faire pour aider la patrie du communisme au cas où celle-ci viendrait à être attaquée.

Ses certitudes ne semblent d'ailleurs nullement ébranlées par les événements de 1939-1940. Guingouin reste d'une fidélité sans faille au parti qui considère l'Angleterre, non pas comme un pays à soutenir, le seul qui à cette époque continue la lutte, mais comme l'incarnation de l'impérialisme, du capitalisme et de l'anti-communisme. Il ne s'agit pas non plus de venir en aide à la dissidence gaulliste, jugée à la solde de l'Angleterre.

## Le "Tito limousin" ?

La comparaison a souvent été établie entre Guingouin et Tito, secrétaire général du parti communiste yougoslave devenu symbole de la résistance aux Allemands à la tête de son armée de partisans, libérant seul une grande partie de son pays avant l'arrivée des Soviétiques, puis en devenant le maître absolu en instaurant une République populaire à la suite de l'élimination des forces monarchistes, et y instaurant un régime socialiste. Sa popularité et son image de libérateur lui permirent de prendre ses distances avec Moscou, jusqu'à rompre avec l'URSS de Staline en 1948.

Cette comparaison a servi le discours des partisans de Guingouin, qui ont souligné les points communs à leurs deux trajectoires : organisation d'une armée de francs-tireurs dans des zones montagneuses et rurales, libération du territoire par les seules forces résistantes, sans l'aide des armées alliées, dissidence à l'égard de la ligne communiste fixée par Staline dans les années d'après-guerre. Elle a aussi servi celui de ses détracteurs, pour les quels cette expression de "*Tito limousin*" permettait de souligner en creux que Guingouin se situait bien dans une stratégie de prise du pouvoir à la Libération, n'hésitant pas pour cela à faire régner la terreur, en recourant à la violence et en éliminant, sous couvert d'épuration, des adversaires politiques.

Cette comparaison est évidemment très exagérée : d'un côté, un simple chef de maquis ; de l'autre, le chef d'une véritable armée nationale qui se pose en futur chef d'Etat une fois la libération acquise. Assimiler Guingouin à Tito, c'est aussi sous-entendre que son combat aurait été singulier, par rapport à la situation dans le

reste de la France, et qu'il ne trouverait d'équivalent que dans les Balkans. En réalité, Guingouin a beau avoir soutenu qu'il était un précurseur, l'étude de la chronologie nous a montré que ses actions s'inscrivent bien dans le cadre des stratégies élaborées au cours de la période par le PCF.

Guingouin inscrivait-il sa lutte dans la perspective d'une prise de pouvoir insurrectionnelle à la Libération ? Toutes les initiatives prises par le chef des FFI au cours des semaines qui ont suivi la Libération de Limoges démontrent au contraire sa volonté de faire respecter l'ordre, d'accepter les nouvelles autorités mises en place et de se cantonner à un rôle purement militaire. Guingouin semble n'être en réalité, au cours de l'été et de l'automne 1944, qu'un instrument pour la direction du PCF, qui entend apparaître enfin comme le fer de lance de la Résistance afin que le pouvoir ne puisse lui échapper lors des échéances politiques à venir.

## Guingouin le dissident ?

Tout au long de l'après-guerre, Guingouin fait montre d'une obstination sans faille à exiger une autocritique de la part de la direction du PCF quant à son attitude à la Libération. Il lui reproche ainsi de ne pas avoir cherché à prendre le pouvoir en s'alliant aux autres mouvements de gauche. Il refuse donc de rentrer dans le rang comme le lui a demandé le délégué du comité central Waldeck Rochet et déclenche une véritable crise interne au sein de la fédération de la Haute-Vienne, divisée en deux camps. Une nouvelle fois, ce que l'on peut retenir de cet épisode, c'est bien l'absence totale de concessions de la part de l'ancien maquisard, alors que la direction du PCF, à l'initiative de Thorez, recherche plutôt la négociation, en lui permettant par exemple de réintégrer le bureau fédéral de la Haute-Vienne.

Son insistance, son entêtement d'alors démontrent qu'il croyait fermement pouvoir faire éclater "sa" vérité contre celle de l'institution. Lors de la déstalinisation, Guingouin ralliera un certain nombre de communistes réformateurs et s'intéressera aux expériences de Tito en Yougoslavie et de Mao en Chine...

## Guingouin a-t-il fait régner la terreur dans le Limousin à la tête de son maquis ?

Guingouin n'a pas fait régner la terreur dans son secteur, même si ses adversaires ont pu considérer comme telles les exécutions décidées par la "justice du maquis".

Et ces exécutions ne s'élèvent pas à des centaines, voire des milliers de cas, comme cela a pu être dit, simplement à

une quinzaine, qui s'inscrivent dans le cadre d'actes de guerre. Son maquis n'était nullement un ramassis de pillards et de bandits : la discipline militaire que faisait régner le "colonel" parmi ses hommes était des plus sévères. S'il y eut bien de nombreux vols et réquisitions autoritaires effectués pour le compte du maquis, ils n'avaient d'autre objectif que de permettre aux maquisards de se nourrir et de s'équiper pour pouvoir mener leur combat. Dans la mesure du possible, les victimes étaient d'ailleurs indemnisées, sauf lorsqu'il s'agissait de collaborateurs notoires.

## Guingouin tel qu'en lui-même...

**Fabrice Grenard,**  
*Une Légende du maquis. Georges Guingouin, du mythe à l'histoire,*  
606 pages, 26 euros, Paris Vendémiaire

Georges Guingouin est aujourd'hui quelque peu tombé dans l'oubli. Comme le soulignent le titre et le sous-titre de l'ouvrage de Fabrice Grenard, il a pourtant jadis fait beaucoup parler de lui et suscité des légendes roses ou noires, et même un véritable mythe sous lequel Fabrice Grenard tente de débusquer les éléments complexes de la réalité.

Mythe ou pas, de toute façon, la destinée de Georges Guingouin est plutôt hors du commun. Il crée au printemps 1942 l'un des premiers maquis en France (qu'une légende entretenue par lui-même transformera en tout premier). Ce « *préfet du maquis* », comme il se nomme bientôt, contrôlera en 1944 près d'un tiers du département. Il est le premier et le seul au lendemain de la guerre — mais éphémère — maire d'une ville de plus de 100 000 habitants, Limoges, puis battu deux ans plus tard par l'ancien maire socialiste et quelque peu pétainiste Léon Betoulle, exclu du Parti communiste en 1952 pour désaccords persistants, puis victime d'une violente campagne de calomnie et de dénonciation orchestrée par le socialiste

ultra-réactionnaire Jean Le Bail, accusé d'assassinat, jeté en prison — où il restera six mois et subit des coups de matraque qui le laissent plusieurs heures dans le coma ! Il est soumis à une enquête menée par deux inspecteurs de police qui, sous Vichy, avaient en vain tenté de mettre la main sur lui, et tiennent enfin leur revanche. Il est finalement disculpé à la fin d'une enquête de six ans, après une campagne qui démarre très lentement et à laquelle le PCF ne s'associe pas. Il est finalement politiquement réhabilité en 1998 par l'éphémère secrétaire général du PCF Robert Hue (qui se rangera bientôt du côté des socialistes), mais, refusant de reprendre sa carte, il meurt en 2005 à l'âge de 92 ans.

### Du militant au colonel...

Même s'il s'est auto-nommé capitaine puis colonel, grades cumulés avec le titre de « *préfet du maquis* », Guingouin a d'abord été un politique. Instituteur d'une petite école rurale de Saint-Gilles-les-forêts dans la Haute-Vienne, cœur du Limousin, il se manifeste d'abord comme militant actif, puis comme cadre local, du Parti communiste. Dès la dissolution du parti en 1939, il s'attache à en reconstituer les liens distendus. Pourchassé par la



police de Vichy, il passe dans la clandestinité en février 1941 et regroupe avec lui une poignée de camarades. Il affirmera plus tard avoir créé le premier maquis de France.

Fabrice Grenard, qui donne de ce maquis, de ses actions et de son développement une description aussi minutieuse que passionnante, montre que cette affirmation est quelque peu exagérée. Le premier « maquis » de Guingouin commence par développer surtout une activité de propagande par tracts contre le gouvernement de Vichy, accompagnée d'actions coup de poing (« vol » de cartes de rationnement, de matériel permettant d'établir des faux papiers, etc.). Au début de 1942, il passe à la lutte armée, constitue donc un véritable maquis, qui se renforce au fil des mois, et multiplie les coups de main. C'est le début d'une ascension brisée en 1947 par sa défaite aux cantonales puis aux municipales, puis par son exclusion du PCF et la chasse à l'homme organisée contre lui en 1953-1954, double coup dont il ne se remettra sans doute jamais vraiment.

## “L'enfant terrible du parti”

« *De par sa personnalité hors du commun, écrit Patrice Grenard, Guingouin appartient indéniablement à cette catégorie de meneurs d'hommes qui ont su s'illustrer dans le cadre de la résistance armée à la fin de l'Occupation et à la Libération.* » Les désaccords entre lui et la direction du PCF, réels, ont été considérablement exagérés. Ainsi Guingouin applique en 1945 la politique officielle du PCF, la restauration de l'ordre antérieur à Vichy... qui exige le maintien, au prix d'une très légère épuration de façade, des corps répressifs de l'Etat qui avaient servi sous Vichy (police, justice, gendarmerie, etc.) politique exprimée dans le slogan : « *Une seule nation, une seule armée, une seule police* ». Un responsable du PCF le qualifiait peu avant « *d'enfant terrible du parti* », mais les désaccords de Guingouin avec Duclos-Mauvais et autres relevaient plus de la fronde d'un esprit indocile que du rejet de la politique du parti. L'indépendance d'esprit de Guingouin — relative

par rapport à l'ensemble de la politique du PCF — a parfois débouché sur des exagérations dont Fabrice Grenard souligne l'ampleur. On a ainsi souvent comparé Guingouin à Tito ; or, souligne l'historien, « *cette comparaison est évidemment très exagérée : d'un côté un simple chef de maquis, de l'autre le chef d'une véritable armée nationale qui se pose en futur chef de l'Etat une fois la libération acquise* » et qui rompt avec Staline lorsque ce dernier veut imposer son contrôle étroit sur son pays.

## D'une campagne à l'autre

Lorsque le PCF l'exclut, il déclenche contre lui sa campagne de calomnies visant, selon la coutume, à salir la victime. Ainsi *L'Humanité*, daté du 1<sup>er</sup> novembre 1952, sous le titre : « *Guingouin est démasqué* », affirme : « *Mentant à son parti, il cachait depuis plusieurs années des sommes extrêmement importantes (...). Guingouin s'est emparé de fonds qui ne lui appartenaient pas pour entreprendre la lutte contre le Parti communiste au profit des ennemis de la classe ouvrière.* » Un an plus tard, ce sont *Le Populaire du Centre*, *Le Figaro*, *l'Aurore*, *Paris-Match* qui se déchaînent contre lui en l'accusant d'assassinats auxquels il était parfaitement étranger. La succession et la conjonction de ces deux campagnes le laissent un moment désarmé.

Parmi les hauts et les bas de la « carrière » de Guingouin, un épisode curieux mérite un moment d'attention. En 1953, je l'ai rappelé plus haut, le député socialiste Jean Le Bail — resté muet et terré chez lui tout au long de l'Occupation — lance une campagne contre Guingouin sous le titre : « *Limousin, terre d'épouvante* ». Il ne vise pas le passage de la division SS Das Reich... mais les activités du maquis de Guingouin. En 1956, l'ancien secrétaire à l'organisation du PCF, Auguste Lecœur, exclu en 1954, crée avec Pierre Hervé un mouvement intitulé « *La nation socialiste* », que Guingouin décide un moment de rejoindre. En 1958, « *La nation socialiste* » décide de rejoindre la SFIO de Guy Mollet et... Jean Le Bail. Guingouin, évidemment, s'éclipse.

## Une somme impressionnante

Au terme d'une enquête impressionnante à la fois par la somme de documentation accumulée et par la rigueur de la démarche, Patrice Grenard affirme que ses « *conclusions, nuancant les éléments qui ont contribué à l'édification de sa légende tout en écartant les accusations qui ont pu être portées contre lui, ne satisferont certainement ni les*

*partisans de l'ancien colonel ni ses détracteurs* ».

C'est très probable, mais l'énorme travail de Patrice Grenard, enrichi de huit documents en annexe qui permettent de préciser son itinéraire politique, de notices biographiques sur ses camarades de maquis et ses proches, donne en tout cas au lecteur tous les éléments pour se faire sa propre idée du personnage.

**Marc Teulin**

# **CHRONIQUE DES FALSIFICATIONS**



# Quand *Le Petit Futé* reprend à son compte la thèse de la “responsabilité collective des peuples”

« M<sup>lle</sup> Galina Dzhenzhieva,

fille de citoyens soviétiques kalmouks nés en déportation en Sibérie, petite-fille de citoyens soviétiques kalmouks déportés en Sibérie sur ordre de Staline le 27 décembre 1943, petite-fille de soldats de l’Armée rouge ayant participé à la victoire de l’URSS contre le nazisme et à la libération de l’Europe, privés de leurs décorations et déportés à leur démobilisation sur ordre de Staline,

Paris, le 30 mai 2014,

à

Monsieur le directeur  
de la publication du guide  
*Le Petit Futé*

Monsieur,

Je me permets de m’adresser à vous, après que des citoyens russes et français d’origine Kalmouke m’ont alertée sur la notice, que je n’ose appeler “historique”, de l’édition du *Petit Futé* consacré à Elista, capitale de la République de Kalmoukie (en Fédération de Russie).

Je suis bien consciente que votre guide touristique n’a pas la prétention d’être un ouvrage historique.

Mais puisqu’il contient des éléments historiques, la moindre des choses qu’un lecteur puisse attendre, c’est que ces éléments soient basés sur des faits historiques avérés et non sur des interprétations douteuses.

Or dans la notice que votre guide consacre à ma ville natale, Elista, capitale de la République de Kalmoukie (en ligne sur : <http://www.petitfute.com/v55124-elista/#1>) on peut lire, à propos du peuple kalmouk pendant la Seconde Guerre mondiale :

*“Lors de l’avancée nazie de 1942, les Kalmouks y voient une occasion de se venger des communistes. La division de l’Armée rouge gardant Elista est massacrée, et les Allemands accueillis chaleureusement. Ce fut l’un des grands succès de l’Ostpolitik du III<sup>e</sup> Reich, qui comptait sur le rejet des bolcheviks par les minorités nationales du sud de la Russie pour se frayer sans combat un chemin vers le pétrole de la Caspienne.*

*Evidemment, les Kalmouks payent cher leur trahison et sont déportés en décembre 1943. En cinq jours, 370 000 personnes sont mises dans des wagons et envoyées vers le Kazakhstan et la Sibérie. Lors de leur réhabilitation en 1956, c’est moins de 130 000 Kalmouks survivants qui reviennent. (...) La question de la trahison est encore très douloureuse pour les Kalmouks et il est préférable de ne pas aborder ces moments de leur histoire même avec des personnes proches.”*

Ce passage m’a scandalisée, comme il a scandalisé les personnes qui me l’ont signalé.

J’ignore qui est votre “conseiller historique”, mais peut-être sans le savoir, grâce à lui, *Le Petit Futé* reprend à son compte la calomnie stalinienne sur la prétendue “responsabilité collective” du peuple kalmouk, accusé de collaboration

avec les nazis, et justifiant sa déportation comme “ennemi du peuple”.

Condamnation collective de tout un peuple et déportation en Sibérie qui fit des milliers de morts, et ne furent annulées qu’en 1957, soit quatorze ans après.

Un sort qui fut partagé par des dizaines de peuples de l’Union soviétique : Allemands de la Volga, Coréens, Grecs et Tatars de Crimée, Tchétchènes, Karatchaïs, et bien d’autres.

L’individu auteur de ces lignes prend donc comme un fait historique indéniabla établi, je cite, la “traîtrise”, la “trahison” des Kalmouks (donc de tous les Kalmouks !).

Il reprend donc à son compte la thèse de la “responsabilité collective des peuples”, commune à tous les régimes totalitaires.

Qu’il y ait eu, chez les Kalmouks, des individus qui aient collaboré avec l’occupant nazi, c’est malheureusement indiscutable.

Comme il y en a eu chez les Français, chez les Russes, chez les Ukrainiens, chez les Allemands... Et il y avait aussi, chez tous ces peuples, des millions d’autres qui combattaient le nazisme les armes à la main, au péril de leur vie (23 millions de morts en Union soviétique).

Parmi ceux qui combattaient les hordes hitlériennes : mes deux grands-pères, Kalmouks, qui ont libéré l’Europe dans les rangs de l’Armée rouge (et que Staline déporta, dès leur démobilisation)... Sans leur sacrifice et celui de tant d’autres, votre “conseiller historique” serait peut-être aujourd’hui citoyen de seconde zone du III<sup>e</sup> Reich.

Est-ce que l’édition du *Petit Futé* consacré à l’Ukraine parle de “traîtrise” du peuple ukrainien, à cause des divisions SS Galitchina composées d’Ukrainiens ? L’édition du *Petit Futé* sur la Russie, parle-t-elle de “traîtrise” du peuple russe, à cause de la trahison du général Vlassov ?

Et l’édition du *Petit Futé* sur l’Allemagne, parle-t-elle de la “responsabilité collective du peuple allemand”, identifié à Hitler, aux SS et à la Gestapo ?

Votre édition sur la France consacre-t-elle une partie historique à la “traîtrise” du peuple français, au nom de Pétain, Laval, Doriot, Déat, de la Milice, de la

“Légion des volontaires français contre le bolchevisme” qui combattait sous les ordres des nazis sur le front de l’Est, contre mes grands-pères, qui, eux, combattaient le nazisme ?

Bien sûr que non, et n’importe quel pseudo-historien aurait été immédiatement “remercié” par la direction du *Petit Futé* s’il avait osé écrire de telles énormités concernant les peuples français, allemand, russe, ukrainien, etc. Alors pourquoi l’écrire concernant le peuple kalmouk ?

Il est vrai que peu d’ouvrages sont parus sur le sujet en langue française, mais il y en a tout de même, et la moindre des choses lorsque l’on prétend parler d’histoire, c’est de consulter ce genre d’ouvrages. Je conseille notamment à votre “spécialiste” en histoire de se reporter à Jean-Jacques Marie, *Les Peuples déportés d’Union soviétique* (Complexe, 1995).

Dites également à ce monsieur que, contrairement à ce qu’il prétend (“*La question de la trahison est encore très douloureuse pour les Kalmouks et il est préférable de ne pas aborder ces moments de leur histoire même avec des personnes proches*”), la condamnation comme “ennemis du peuple” des Kalmouks, leur déportation — et non leur prétendu “trahison” — est un sujet qui fait l’objet de nombreuses commémorations, études et discussions dans les familles kalmoukes, en République de Kalmoukie comme dans l’émigration.

Dites à ce monsieur que, même si aucun avantage social ne pourra réparer le préjudice subi, les citoyens russes déportés et nés en déportation bénéficient de tels avantages, précisément parce que les autorités fédérales en Russie ont depuis longtemps reconnu l’injustice des crimes de Staline.

Espérant recevoir une réponse de votre part à mon courrier, et que celui-ci aboutira dans les meilleurs délais à corriger les graves erreurs que vous avez publiées, je me laisse bien entendu le droit de rendre publique cette lettre.

Veillez agréer, Monsieur, l’expression de mes sentiments distingués.

**Galina Dzhenzhieva** »

# Une falsification d'Alexandre Iakovlev, ancien membre du bureau politique (aujourd'hui décédé...) du PCUS

**L**a falsification remonte loin dans le temps. Le 4 septembre 2001, le quotidien russe *Rossikaia Gazeta* publie une longue interview d'Alexandre Iakovlev, qui fut membre du bureau politique du PCUS sous Gorbatchev et l'un des initiateurs de la perestroïka.

L'interview commence en première page, agrémentée par un dessin qui montre Staline et Hitler se faisant des grâces après la signature du pacte germano-soviétique le 23 août 1939. En dessous du dessin une légende. On y lit : « *L'académicien Iakovlev : quel rapport ! Hitler a anéanti dix mille de ses opposants, Staline environ vingt millions.* »

Dans le texte de l'interview, Iakovlev répond à l'interpellation du journaliste : « *Beaucoup de lecteurs s'indignent que vous compariez le fascisme et le communisme.* » Il rétorque : « *Comparons : de 1933 au début de la Seconde Guerre mondiale, Hitler a anéanti dix mille de ses opposants politiques. Staline environ vingt*

*millions. Hitler est un charognard, mais quel rapport !* » Donc, d'après Iakovlev, Hitler serait un humaniste comparé à Staline...

Outre que le chiffre de 20 millions de victimes du stalinisme de 1929 à 1953 comprend les Soviétiques victimes... du nazisme pendant la guerre, la majorité des victimes de Staline n'étaient pas des opposants, mais des victimes d'une politique catastrophique, de la famine, etc. Enfin, Iakovlev arrête le bilan des victimes de Hitler à la veille de la guerre, ce qui lui permet d'escamoter l'extermination de près de six millions de juifs, de centaines de milliers de Polonais, de Biélorusses, d'Ukrainiens, de résistants et de partisans dans les pays occupés, etc.

Ce trafic grossier lui paraît manifestement nécessaire pour établir sa comparaison en faveur du dictateur nazi...

L'appartenance à la nomenklatura mène décidément à tout.

# Un inculte ministre de la Culture

**D**ans une interview au *Figaro* (18 octobre 2013), le ministre russe de la Culture, Vladimir Medinski, déclare : « (En 1917), la Russie s'est trouvée dans une situation unique : à cause des bolcheviks qui ont arrêté la guerre de façon honteuse, elle a réussi à perdre une guerre gagnée par sa coalition, elle a sacrifié des territoires tout en subissant des pertes humaines considérables (...). Quelle qu'ait été l'attitude de ceux qui l'ont débutée, de ceux qui l'ont achevée sans gloire, cela n'amoindrit en rien l'exploit des soldats et officiers russes. »

Le ministre de la Culture ignore donc que l'armée russe commençait à se décomposer dès la fin de 1916, qu'en février 1917 il y avait déjà plus d'un demi-million de déserteurs, qu'il y en aura 2 millions en octobre 1917, que la masse de la population ne voulait plus de la guerre qui ruinait et affamait le pays, et que les Allemands et les Autrichiens ont pu imposer à Brest-Litovsk une « paix honteuse » aux bolcheviks... parce qu'il n'y avait plus qu'une ombre d'armée russe.

Le ministre poursuit : « *Après le traité de Brest-Litovsk, le corps expéditionnaire russe présent en France a participé volontairement à des combats aux côtés des Français. Cela montre que la fidélité au serment présenté au souverain et la fidélité au devoir d'allié ont été plus importants que les décisions de n'importe quel homme politique.* »

Le ministre ignore donc le refus opposé par une majorité des quelque 20 000 soldats russes, envoyés en France par Nicolas II à la fin de 1915, de continuer à participer aux combats dès la nouvelle parvenue de la révolution de février et plus encore après le massacre du Chemin des Dames organisé par le général Nivelle en avril 1917 où 4 000 soldats russes tombèrent au cours

de cette effroyable boucherie ; il ignore que le 1<sup>er</sup> mai 1917 les soldats russes repliés à Neufchâteau, dans les Vosges, célèbrent le 1<sup>er</sup> Mai en criant : « *Vive les soviets, à bas la guerre* ». Après quoi, l'état-major, inquiet que cette révolte ne contamine les soldats français, interne les soldats russes dans le camp militaire de La Courtine, dans la Creuse. Dix mille trois cents soldats de la 1<sup>re</sup> brigade y sont entassés. Pendant trois mois ils refusent de rendre leurs armes et d'obéir à leurs officiers, restés en général monarchistes.

Le ministre russe de la Culture ignore que dès le 16 septembre, l'armée française, aidée de soldats russes restés fidèles au commandement, bombarde le camp pendant trois jours. Comme le rappelle le dépliant de l'Association pour la mémoire de la mutinerie des soldats russes à La Courtine, certains rescapés sont internés, soit sur l'île d'Aix soit dans un camp du Puy-de-Dôme, d'autres optent pour l'envoi dans des compagnies de travail, 1 300 acceptent de s'engager dans la légion russe ; plus de 3 000 qui refusent ces deux solutions sont déportés comme main-d'œuvre gratuite dans des fermes en Algérie sous les ordres du général Nivelle.

Peut-être, après tout, le ministre de la Culture Medinski n'ignore-t-il rien de tout cela et des efforts du gouvernement bolchevique, dès 1919, pour rapatrier ces soldats traités, ou peu s'en faut, comme des esclaves, mais veut-il dissimuler ces faits...

Comment s'étonner dès lors que le même ministre trouve ensuite beaucoup d'aspects positifs au stalinisme : « *S'agissant de Staline, il y a des éléments négatifs relatifs au système de terreur qui a été créé, mais il y eut aussi beaucoup d'éléments positifs. A sa mort, l'empire était agrandi.* »

Jean-Jacques Marie



# A propos du film “Jaurès est vivant”

Le film de Bernard Georges intitulé *Jaurès est vivant* est une commande de la Fondation Jaurès. Il mélange — de façon assez calamiteuse à mes yeux — d'une part un film documentaire qui pourrait être une honnête mise en images quand il montre l'engagement du député de Carmaux auprès des mineurs en grève, et, d'autre part, un film de propagande à la gloire du gouvernement Ayrault, du ministre Peillon et d'Edmond Maire.

Il y a même un aspect assez pathétique — médiocrement pathétique — dans ce documentaire à cet égard. La chose est d'autant plus frappante que les principaux personnages politiques — dont Jean-Noël Jeanneney sollicite l'avis, avis hautement autorisé en matière de socialisme jaouessiste, on ne saurait en douter — ont quitté la scène avec la mise en place du gouvernement Valls, et ce, avant même la sortie du film. Erreur de timing manifeste dans la distribution de cette œuvre, obsolète avant même d'avoir été projetée !

## Sans doute, simple esprit mercantile

En effet, la photo de groupe que l'on voit s'afficher sur l'écran à un moment de la projection est une photo du gouvernement Ayrault au grand complet. Étonnante naïveté ou volonté délibérée de valoriser ce gouvernement à bout de souffle ? Plutôt, sans doute, simple esprit mercantile. Car il faut sans doute avoir été subventionné d'importance pour risquer ces rapprochements en filigrane entre Jaurès et la politique socialiste actuellement en vigueur. Le réalisateur aurait-il osé suggérer de lui-même des analogies entre le socialisme de Jaurès animé par le souffle de l'histoire et la politique de servilité totale à l'égard du capital qu'ont menée ces ministres contents d'eux-mêmes, photographiés sur les marches de l'Élysée ? On a peine à y croire

## La mémoire de Jaurès utilisée de façon éhontée

Si, ici ou là, ce film, qui malmène aussi brutalement les rapprochements entre l'histoire et l'actualité, laisse entrevoir la grandeur de son sujet, c'est en quelque sorte à son insu, tant la mémoire de Jaurès est ici utilisée de façon éhontée pour valoriser la politique contemporaine du tournage et les acteurs de cette politique. Tout cela a-t-il quoi que ce soit à voir avec l'action et la pensée de Jaurès ?

On est étonné qu'un réalisateur ait osé un tel montage qui alterne les images documentaires avec des séquences d'épisodes reconstitués, joués par des acteurs qui font ce qu'ils peuvent (on peut en discuter le casting : ainsi l'acteur qui joue le rôle de Jaurès m'a semblé assez peu convaincant ; il n'est pas le seul, et c'est la conception générale du film qui est certainement en cause).

Le tout est entrecoupé de séquences où sont interviewés des gens aussi émine-ment jaurésiens que les figures citées plus haut, de Peillon, Maire et *tutti quanti*. Le spectateur est comme pris en otage d'une insupportable glorification indirecte (à peine !) de la politique du gouvernement Ayrault. La laïcité fait l'objet d'un développement de la part du ministre Peillon qui dénature et dégrade en une attitude purement morale et individuelle les dispositions institutionnelles établies par la loi de séparation de 1905 entre les Églises et l'État. Quant au rapport d'Edmond Maire avec la lutte des classes et avec Jaurès, nous confions aux lecteurs de ces lignes la très redoutable mission (1) de les deviner...

(1) Sachant que de « mission » a dérivé « missionnaire ».

## Une manipulation éhontée de l'histoire

On sera aussi tout à fait stupéfié par l'importance accordée à l'épisode purement privé de la communion de la fille de Jaurès. On assiste à la messe avec Jaurès, on entend les grands orgues, la caméra s'attarde sur l'épouse de Jaurès, à genoux, plongée dans une prière, la fille de Jaurès en habit de circonstance, etc. C'est là encore une manipulation éhontée de l'histoire que de consacrer une séquence à ce moment de la vie de Jaurès qui n'a aucune signification politique. Episode de sa vie personnelle — sans retentissement quelconque sur son action — et qui est ici complaisamment étalé, alors que Jaurès n'a jamais failli dans sa dénonciation permanente du cléricisme (2). Mais, on l'aura compris, ce n'est pas ce combat qui est mis en valeur dans le film. L'engagement passionné de Jaurès — alors en plein accord avec Briand sur ce point — pour le vote de la loi de séparation des Eglises et de l'Etat est, quant à lui, à peine évoqué. La parole sur la laïcité est donnée par Jean-Noël Jeanneney à Vincent Peillon, « socialiste » dont les propos sont ceux d'un démocrate-chrétien faisant de la laïcité une prétendue « morale » dont la promotion affichée occulte, de fait, les graves atteintes à la laïcité de l'Etat telle qu'elle est fondée par la loi de séparation.

Bref, ce film dessine une image de Jaurès que j'estime scandaleusement déformée, en le présentant comme une sorte de chrétien-social avant l'heure.

## La séquence à la rigueur supportable

La séquence où Badinter est interrogé sur la peine de mort est à la rigueur supportable, mais c'est bien le seul moment où quelque chose entre un tant soit peu en résonance avec l'action de Jaurès. La séquence avec l'historien Michel Winock se laisse voir, même si les questions posées ne me sont pas apparues de nature à nous faire mieux connaître le grand socialiste. Certes, le film rappelle brièvement que Raoul Villain, l'assassin de Jaurès, avait des inspirateurs. Ainsi, on voit une image de

Péguy en relation avec un texte (3) où celui-ci souhaitait la mort de l'opposant farouche à la guerre qu'était Jean Jaurès. Mais c'est un passage très bref. Et le film ne rappelle pas que Péguy, qui avait été socialiste au début du siècle, était devenu, après s'être converti au catholicisme, un farouche nationaliste, dont le bellicisme rivalisait avec, notamment celui de Barrès, celui de Maurras et celui de Poincaré-la-Guerre...

On aurait aimé à ce point de vue que soit plus largement développée la campagne de haine dont Jaurès a été l'objet au moment de son engagement contre la loi des trois ans, campagne de haine qui monta en puissance jusqu'à son assassinat. Mais, on l'a vu, le réalisateur a fait le choix de nous montrer la messe de communion de la fille de Jaurès... Dans la durée brève d'un documentaire, il faut aller à l'essentiel, n'est-ce pas ?

Pour conclure, je dirais que les trop brefs éclairs de vérité historique, visibles ici ou là, ne peuvent pas, à mon avis, sauver ce film. Pour moi, il sent la commande officielle à plein nez.

Pierre Roy

(2) On se rappellera que lors de la discussion à la Chambre sur l'affaire des fiches, Jaurès fut interrompu par le député réactionnaire Pugliesi-Conti, littéralement en fureur. L'historien Harvey Goldberg, auteur d'une biographie de Jaurès qui fait référence, raconte que Jaurès était monté pour la défense du gouvernement, en dénonçant l'attitude des partis de la réaction antidreyfusarde, qui s'emparaient de cette affaire pour renversaient les rôles, « en dénonçant comme des intrigants et des délateurs des officiers républicains qui pendant de longues années ont été victimes d'un régime d'injustice et d'une permanente délation ». Des bancs de la droite montent des cris d'indignation exigeant des preuves. Et Jaurès de citer le cas d'officiers qui obligent leurs subordonnés à assister aux services religieux. « Pugliesi-Conti l'interrompt alors par une attaque personnelle : "Votre fille a bien fait sa première communion tandis que vous vous faites le complice de ceux qui dénoncent les malheureuses femmes d'officiers qui vont à la messe". "Je vois bien, réplique Jaurès, je vois bien par la délicatesse de votre interruption à quels expédients vous êtes réduits." »

(3) « Je suis un bon républicain. Je suis un vieux révolutionnaire. En temps de guerre, il n'y a qu'une seule politique, et c'est la politique de la Convention nationale. Mais il ne faut pas se dissimuler que la politique de la Convention nationale, c'est Jaurès dans une charrette et un roulement de tambour pour couvrir cette grande voix. » On ne saurait être plus aimable. Pour comprendre le début de la phrase de Péguy, il faut se rappeler que les va-t-en-guerre issus de la gauche — comme Péguy — ont assimilé la période qui précède immédiatement la guerre de 1914 à celle de la Convention révolutionnaire de 1793-1794, appelant le peuple à défendre la France alors révolutionnaire... (Cf. L'Argent — suite, Œuvres en prose complètes, La Pléiade. tome 3).

# Perles



## “Les hommes blancs, techno qui gagnent 4 000 euros par mois” de l’ex-conseillère de Najat Vallaud-Belkacem

Une certaine Caroline de Haas, ancienne conseillère de M<sup>me</sup> Najat Vallaud-Belkacem, et, selon, *Le Journal du dimanche* (13 avril 2014), « proche de Benoît Hamon », vient de quitter le Parti socialiste auquel elle avait adhéré en 2001. A peine a-t-elle fait ce saut qu’elle annonce la présentation d’une liste aux élections européennes du 24 mai sous le titre alléchant de « *Féministes pour une Europe solidaire* » (FPES).

D’après *Le Journal du dimanche*, qui y consacre près d’une demi-page, elle proclame avec force : « *Nous, les anti-austérité avons décidé de prendre les choses en main.* » Et son programme repose sur quelques principes fermes, dont

le suivant : « *La politique ne doit pas être l’apanage des hommes blancs, techno qui gagnent 4 000 euros par mois.* » Les ennemis sont donc « les hommes blancs qui gagnent 4 000 euros par mois ».

En revanche, les hommes noirs et les femmes blanches échappent à la vindicte de cette féministe d’avant-garde. Cette définition, on le remarquera sans effort de réflexion excessif, ne vise aucun de ceux qui définissent et mettent en œuvre la politique dite, avec modération, d’« austérité », ni les dirigeants de l’Union européenne, ni ceux du Medef, ni les grands banquiers, ni les ministres du PS.

Jean-Jacques Marie

## Un chercheur de pointe...

Gérard Grunberg est politologue au Centre d’études européennes de Sciences Po, « spécialiste de la gauche », selon *Libération*, qui publie une interview de lui dans son numéro du 17 juin 2014.

Ce grand spécialiste qui salue « *le choix courageux* » de François Hollande avec le pacte de responsabilité stigmatise « *l’incapacité ancienne des socialistes à réactualiser leur vision du monde (...).* Le

*Parti socialiste, poursuit-il, est resté antilibéral et anticapitaliste dans un monde libéral et capitaliste. Bien que s’affirmant pour l’économie de marché, tout compromis entre l’Etat et le patronat relève à ses yeux de la compromission. Ce qui se passe actuellement avec le pacte de responsabilité et les 40 milliards d’allègements de charges prévus pour les entreprises est à cet égard révélateur.* »

Jean-Jacques Marie



# **Fichier thématique**

## **des**

### ***Cahiers du mouvement ouvrier***

- **Allemagne**
- **Antisémitisme**
- **Colonialisme**
- **Divers**
- **Guerre civile et révolution en Espagne**
- **Historiographie, enseignement de l'histoire**
- **Lutte de classes, socialisme et mouvement ouvrier dans le monde**
- **Lutte de classes et mouvement ouvrier en France**
- **Première Guerre mondiale**
- **Révolution française**
- **Russie et révolution russe**
- **Seconde Guerre mondiale**
- **Stalinisme hors URSS**
- **Trotsky et le trotskysme**
- **URSS**





## Allemagne

### N° 1 :

Lutte contre le fascisme et front unique en Allemagne en 1933-1934

### N° 9 :

La République des conseils de Bavière (1918-1919), Eric Mühsam

### N° 12 :

Beria et l'Allemagne, Jean-Jacques Marie

### N° 13 :

Ernst Thälmann et le pacte germano-soviétique, Vadim Rogovine

### N° 16 :

Souvenirs d'un militant du Parti communiste allemand (1), Wilhelm Fahnert

### N° 17 :

Survivant antifasciste (2), Wilhelm Fahnert

### N° 23 :

— Le vrai visage de Rosa Luxemburg, Christian Coudène

— « *Que veut Spartacus* » (programme de la ligue Spartacus)

### N° 27 :

Conférence internationale Rosa Luxemburg à Canton (Chine)

### N° 29 :

— Le programme du Parti communiste allemand (1848), Karl Marx

— L'affaire Thälmann... Une nouvelle affaire Dreyfus ?, Marc Teulin

### N° 30 :

1907 : la première capitulation de la social-démocratie allemande, Gérard Bloch

### N° 33 :

Enquête ouvrière (document), Karl Marx

### N° 39 :

Robert Havemann (1940-1982) : un marxiste allemand, Pascal Serman

### N° 41 :

— La révolution allemande, Christian Coudène

— Où en est la révolution allemande ?, Karl Radek et Léo Jogishes

### N° 44 :

— Les rythmes de la révolution allemande, Christian Coudène

— Suicide d'une république ou trahison d'une révolution ?, Christian Coudène

— Le roi Ebert, le maréchal et le caporal, Christian Coudène

### N° 47 :

Rosa Luxemburg et Karl Marx, Ryszard Rauba

### N° 54 :

— Rosa Luxemburg en 1905, Ryszard Rauba

— Paul Frölich et la révolution allemande, Christian Coudène

### N° 57 :

Rosa Luxemburg et la discipline du parti, Ryszard Rauba

### N° 58 :

La Fondation Rosa Luxemburg, Charles Allain

## Antisémitisme

### N° 8 :

— Les articles antisémites de *La Croix* lors de l'affaire Dreyfus, Pierre Roy

— De l'antisémitisme tsariste à l'antisémitisme stalinien, Jean-Jacques Marie

### N° 10 :

A propos de l'antisémitisme stalinien, Jean-Jacques Marie

### N° 12 :

Un savant soviétique contre l'antisémitisme stalinien (1949)

### N° 13 :

Un antisémitisme « scientifique » : Lev Goumilev, Jean-Jacques Marie

### N° 17 :

Soljenitsyne et les juifs, Jean-Jacques Marie

**N° 21 :**  
Une autre falsification du *Larousse* : Bernanos et l'antisémitisme, Jean-Jacques Marie

**N° 22 :**  
Alexandre Soljenitsyne, les juifs et les révolutionnaires, Jean-Jacques Marie

**N° 29 :**  
Le faux des protocoles des sages de Sion

**N° 39 :**  
L'antisémitisme russe aujourd'hui, Marc Teulin

## Colonialisme

**N° 3 :**  
Le Front populaire et les colonies, Daniel Guérin

**N° 5 :**  
La politique coloniale du Front populaire : la répression au Maroc, Robert-Jean Longuet

**N° 6 :**  
Les soldats russes dans les camps algériens, Rémi Adam

**N° 13 :**  
Rousseau et quelques figures de la lutte anticolonialiste et révolutionnaire au Vietnam, Ngo Van

**N° 16 :**  
Conférence au Cermtri, Ngo Van

**N° 26 :**  
Martinique : humanitaires et massacreurs, Rosa Luxemburg

**N° 30 :**  
La révolution en Inde (1930), Léon Trotsky

**N° 53 :**  
Les débuts « prometteurs » de l'impérialisme italien : l'expédition de Libye (1911-1912), Frank La Brasca

**N° 54 :**  
Bivouac avec les fellagha (reportage sur un maquis messaliste dans le sud de l'Algérie en 1958), André Louis

**N° 57 :**  
Maurice Thorez et le soutien à l'empire colonial français (1939)

**N° 61 :**  
— Tunisie et syndicalisme (1949), Ferhat Hached  
— La République de Tripolitaine (1918-1924), Anatoli Egorine

## Divers

**N° 14 :**  
Le jubilé de l'an 2000 ou l'Eglise romaine et les anniversaires, François Cadoreau

**N° 16 :**  
Lee Harvey Oswald et les faux du FBI, Jean-Marc Schiappa

**N° 17 :**  
Pages oubliées : quelques souvenirs de Jean Duvignaud (1945 et 1947)

**N° 18 :**  
— Etienne Dolet, Marcel Picquier  
— Les liens entre la bourgeoisie d'affaires française et le régime tsariste à travers l'exemple de Saint-Brieuc (première partie), Simon Helvétius

**N° 19 :**  
— Etienne Dolet était-il athée ?, Claude Bocquet

— Claude Le Petit envoyé au bûcher : le rétablissement de l'ordre après la Fronde, Marcel Picquier

— Les liens de la Russie tsariste et de la France bourgeoise à travers les réseaux de la bourgeoisie briochine (deuxième partie), Simon Helvétius

**N° 21 :**  
Contribution à l'histoire du christianisme primitif, Friedrich Engels

**N° 22 :**  
— Dolcimo, révolutionnaire brûlé par l'Eglise en 1307, Marcel Picquier

— Renan et la République, Edouard Lemoigne

**N° 24 :**

Le corporatisme catholique autrichien (1934-1938) et son actualité, Paul Pasteur (interview)

**N° 29 :**

Lettre à Abraham Lincoln, Karl Marx

**N° 31 :**

« *La crise américaine, n° 1* » (1776), Thomas Paine

**N° 36 :**

— La liste des thèses déposées au Cermtri  
— Quand Soljenitsyne regrette l'abolition du servage, Marc Teulin

**N° 39 :**

Un procès odieux contre Dolet, Marcel Picquier

**N° 40 :**

Manuscrits mathématiques, Karl Marx

**N° 42 :**

Les révoltes paysannes hussites des XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles, Liliane Fraysse

**N° 45 :**

Le film *Agora* : de quoi heurter les bien pensants, Rémy Janneau

**N° 47 :**

Le congrès international de la Libre Pensée à Rome en 1904, Pierre Roy

**N° 59 :**

— Interview de Maurice Nadeau par Jean-Pierre Plisson (2005)  
— Maurice Nadeau vu par lui-même

## Guerre civile et révolution en Espagne

**N° 1 :**

Autour du procès du POUM (11 au 12 octobre 1938), Olivier Simon

**N°s 4 et 5 :**

Les anarchistes espagnols de la CNT-FAI et la révolution de 1936-1937, Eleas Garcia

**N° 5 :**

Interview de Rémi Skoutelsky à propos des brigades internationales

**N° 8 :**

Buenaventura Durruti et Jaime Balius : pages de la révolution espagnole (1936)

**N° 9 :**

Le journal d'Antonov-Ovseenko en Espagne (1936), Marc Goloviznine

**N° 10 :**

Le procès des bolcheviks-léninistes espagnols (1938)

**N° 11 :**

Vilebaldo Solano : les journées de mai 1937 à Barcelone

**N° 15 :**

Jaime Vera : rapport présenté à la commission de réformes sociales par le groupe socialiste de Madrid en 1883

**N° 17 :**

Engenio Fernandez Granell, militant du POUM et peintre surréaliste, Wilebaldo Solano

**N° 18 :**

La CNT et la dissolution du conseil central des milices de Catalogne en 1936, Josep Antonio Pozo

**N° 19 :**

— Durruti parle, Agustin Guillamon  
— La Cerdagne, la guerre d'Espagne et le POUM (première partie), Pierre Chevalier  
— Une journée inoubliable : le 15 octobre 1943, Wilebaldo Solano

**N° 20 :**

La Cerdagne, la guerre d'Espagne et le POUM (deuxième partie), Pierre Chevalier

**N° 22 :**

Les mots de la guerre d'Espagne, François Godicheau

**N° 26 :**

La CNT espagnole et l'ordre républicain, Jean-Jacques Marie

**N° 27 :**

— Staline et la révolution espagnole, Vadim Rogovine

— La CNT sous le franquisme, Andreu Camps

**N° 29 :**

Une figure de la vieille garde du POUM : Enrique Rodriguez, Wilebaldo Solano

**N° 31 :**

Le POUM et le comité central des milices (première partie) (1936), José Pozo

**N° 32 :**

Le POUM et le comité central des milices (deuxième partie), José Pozo

**N° 34 :**

— Chronologie de la révolution espagnole, Roland Corominas

— Le pouvoir révolutionnaire en Catalogne de juillet à octobre 1936, Josep Antonio Pozo

— Les journées de mai à Barcelone, Luis Gonzalez

**N° 35 :**

— La révolution espagnole, José Pozo

— Les journées de Barcelone (mai 1937), Vadim Rogovine

**N° 36 :**

Le « triennat bolchevique » en Espagne (1917-1920) (1), Roland Corominas

**N° 37 :**

Le « triennat bolchevique » en Espagne (1917-1920) (2), Roland Corominas

**N° 46 :**

Le long combat pour le rétablissement de la mémoire historique, Andreu Camps

**N° 47 :**

La CNT, les ouvriers, Taylor, Michel Gandihon

**N° 48 :**

Une riche histoire du POUM, Jacqueline Trinquet

**N°s 55 et 56 :**

**Deux numéros spéciaux**

**N° 58 :**

Y a-t-il eu des volontaires soviétiques en Espagne en 1936 ?, Marc Teulin

## Historiographie, enseignement de l'histoire

**N° 1 :**

Du bon usage des archives : comment les archives révèlent ce qu'on leur demande, Jean-Jacques Marie

**N° 7 :**

L'apport de Vadim Rogovine, Mikhaïl Voïekov

**N° 8 :**

Histoire en 6<sup>e</sup> et propagande religieuse, Gérard Lorigny

**N° 13 :**

L'histoire telle qu'on l'enseigne à nos élèves (première partie), Odile Dauphin

**N° 14 :**

— L'histoire telle qu'on l'enseigne à nos élèves (deuxième partie), Odile Dauphin

— L'histoire aujourd'hui en Russie, Daniil Al

**N° 20 :**

La Révolution française dans les manuels scolaires, Nicole Bossut

**N° 26 :**

L'Europe dans les programmes et les manuels scolaires, Maurice Martin

**N° 29 :**

La pétition des historiens : « Liberté pour l'histoire »

**N° 33 :**

Sur le manuel d'histoire du PCF, Jean-Marc Schiappa

**N° 34 :**

Arkadi Vaksberg dans ses œuvres, Jean-Jacques Marie

**N° 36 :**

L'éducation civique, outil de propagande, Thierry Martinez

**N° 38 :**

— A propos de l'historiographie soviétique de la Révolution française, Jean-Jacques Marie

— Jacob Starosselsky, un événement dans l'historiographie soviétique de la Révolu-

tion française, Alexandre Gordon  
 — L'histoire immédiate, Michèle Jumain  
 — L'enseignement de la géographie aujourd'hui, Michel Barbe et Serge Sebban

**N° 40 :**

— Les directives de Louvain sur l'enseignement de l'histoire, Michel Barbe  
 — L'histoire à l'école, Pascal Polisset

**N° 42 :**

Un projet de loi scélérat

**N° 43 :**

— Pédagogisme et didactique : les ruses de l'obscurantisme (conférence), Rémy Janneau  
 — Le nazisme et la Seconde Guerre mondiale n'ont rien à voir avec la crise de 1929, Odile Dauphin  
 — Enseignement ou propagande religieuse ?, Odile Dauphin  
 — Le *testimonium flavianum* prouve-t-il l'existence de Jésus ? Faux et usage de faux, Rémy Janneau  
 — L'antisémitisme des capétiens : un tabou qui a la vie dure, Rémy Janneau  
 — Nolte dès le cours moyen !, Rémy

**Janneau**

— Les causes supposées du sous-développement, Odile Dauphin  
 — L'Union européenne dans les manuels scolaires, Maurice Martin

**N° 44 :**

— La fabrique scolaire de l'histoire. A propos d'un livre de Laurence de Cock et Emmanuelle Picard, Nicole Perron  
 — L'histoire sous surveillance, Jean-Jacques Marie

**N° 45 :**

Falsifications et idéologie dans l'enseignement de l'histoire, Rémy Janneau

**N° 46 :**

Enseignement ou propagande, Christophe Benoît

**N° 48 :**

Pour la défense de l'histoire, Michel Barbe, Odile Dauphin, Claudie Lescot, Serge Sebban

**N° 57 :**

A propos des nouveaux programmes d'histoire, Jean-Guillaume Lanuque

## Lutte de classes, socialisme et mouvement ouvrier dans le monde

**N° 7 :**

— Amadeo Bordiga : lettres de 1926  
 — Errico Malatesta : la révolution italienne, l'anarchisme et le front unique

**N° 9 :**

Antonio Gramsci (*La Lutte ouvrière*, n° 44, mai 1937)

**N° 10 :**

— Notes sur le journal (1933-1949) de Gueorgui Dimitrov, secrétaire général du Comintern, Jean-Jacques Marie  
 — Les bolcheviks et la révolution chinoise (1926), Alexandre Pantsov  
 — Zygmunt Zaremba : le Parti socialiste polonais (PPS) et les premiers jours de la guerre (1939)

**N° 12 :**

— La révolte de Radomir, Tico Jossifort  
 — Le mouvement ouvrier anglais au début des années 1930, John Archer

— Le Parti communiste italien et la révolution hongroise de 1956  
 — Otto Bauer : révolution politique et révolution sociale

**N° 13 :**

L'hommage à Tresca, Alter et Ekrlich à Mexico (1943)

**N° 14 :**

Socialisme et révolution, H. G. Wells

**N° 15 :**

Le mouvement ouvrier irlandais et les Internationales socialiste et communiste (1917-1921), Emmet O'Connor

**N° 18 :**

Un document historique : l'acte de naissance de la République de Finlande

**N° 22 :**

La révolution inachevée en Autriche en 1918, Georges Scheuer

**N° 23 :**

- La révolution finlandaise (1918), Maurice Carrez ;
- Jeanne Labourbe (1877-1919), Jacques Lelong

**N° 26 :**

Karl Marx et Cafiero, James Guillaume

**N° 27 :**

Aux sources du syndicalisme américain, Sam Ayache

**N° 30 :**

Le « dimanche rouge » irlandais, Sam Ayache

**N° 33 :**

- La correspondance Howard Fast-Boris Polevoï
- Le mouvement ouvrier dans la région de Glasgow entre 1910 et 1914 (Red Clyside), Fabien Jannier
- L'agitation ouvrière en Grande-Bretagne (1910-1918), Brian Pearce

**N° 34 :**

Le mouvement minoritaire et la « troisième période » en Grande-Bretagne, Brian Pearce

**N° 35 :**

- 145 ouvrières brûlées vives : une facette du « miracle américain » (1911)
- La grève des loyers à Glasgow (1915), Fabien Jannier
- Le fascisme aux Etats-Unis : le père Coughlin, Philippe Besson ; Farrell Dobbs, Barbara Bruce : le combat contre les menées fascistes; Léon Trotsky : la bourgeoisie juive et la lutte révolutionnaire

**N° 36 :**

Le mouvement ouvrier en Ecosse entre 1917 et 1922 (1), Fabien Jannier

**N° 37 :**

- Marx et les problèmes du parti ouvrier, Pierre Lambert
- La révolution italienne (1919-1920), Frank La Brasca
- Le mouvement ouvrier en Ecosse entre 1917 et 1922 (2), Fabien Jannier

**N° 38 :**

La grève générale en Suisse (1918), Ernst Junod

**N° 40 :**

Otto Kuusinen et la révolution finlandaise de 1918-1919, Maurice Carrez

**N° 41 :**

- Vers la III<sup>e</sup> Internationale (texte de Lénine et de Trotsky)
- Pour une nouvelle Internationale, Rosa Luxemburg
- La plate-forme politique de la III<sup>e</sup> Internationale (auteur : Boukharine)
- Le manifeste de la III<sup>e</sup> Internationale (auteur : Léon Trotsky)
- Les communistes hongrois et la III<sup>e</sup> Internationale, Julien Papp
- La grève de Lvov (1936), Ryszard Rauba

**N° 42 :**

- Le révolutionnaire japonais Kotoku Shushui et l'analyse de l'impérialisme, Sam Ayache
- Le danger mortel de l'impérialisme, Kotoku Shushui
- Bataille autour de la « dilution » (1914-1916) en Grande-Bretagne, Fabien Jannier

**N° 43 :**

La grève des mineurs anglais de 1974, Katia Dorey

**N° 44 :**

- Remarques sur une biographie d'Engels, Jean-Jacques Marie
- Le massacre des mineurs grévistes de Ludlow (Etats-Unis-1914), Howard Zinn
- La révolution en Bulgarie en 1918, Gr. Baltanski

**N° 46 :**

Les causes de la défaite de la révolution socialiste en Lituanie (1918-1919), Zigmantas Angaretis

**N° 47 :**

Willy Münzenberg est-il un « artiste en révolution » ?, Christian Coudène

**N° 48 :**

La formation d'une cleptocratie moderne (le Nigeria), L.V. Geveling

**N° 54 :**

Lettre ( inédite ) de Lénine à Radek sur la situation en Angleterre et la politique de front unique (octobre 1922)

**N° 58 :**

- La révolution autrichienne de 1918 et le rôle de la social-démocratie (1), Roman Rodolsky
- La grande grève des cheminots roumains de 1933, Radu Paraschiva

**N° 59 :**

— Indépendance et socialisme, Ryszard Rauba

— Préface à l'édition polonaise du *Manifeste communiste* (1892), Friedrich Engels

— Le socialisme polonais vu par *l'Encyclopédie socialiste*

— La révolution autrichienne trahie (2), Roman Rodolsky

**N° 60 :**

Indonésie, septembre 1965, l'un des plus grands massacres politiques de l'histoire, Alain Rigier

## Lutte de classes et mouvement ouvrier en France

**N° 7 :**

— La formation des étudiants communistes en 1919, en France, Marcel Ollivier

— Le PCF en 1939, Jean-Marc Schiappa

**N° 9 :**

Interview de Robert Mencherini : les grèves de 1947 en France

**N° 10 :**

L'opposition unitaire (1930-1932) (première partie), Loïc Le Bars

**N° 11 :**

— La grève du Creusot (1870), Benoît Malon

— André Ferrat : discours au comité central du PCF de mai-juin 1936

— L'opposition unitaire (1930-1932) (deuxième partie), Loïc Le Bars

**N° 12 :**

— La grève du Creusot de 1870 (suite), Benoît Malon

— Pierre Lantenant : de « la Marianne » à la III<sup>e</sup> Internationale. Itinéraire d'un communiste, Jean-Marc Schiappa

— Souvenirs de France (1925), Alexandre Chliapnikov

**N° 15 :**

La grève du Creusot de 1870 (suite), Benoît Malon

**N° 16 :**

La grève du Creusot de 1870 (fin), Benoît Malon

**N° 17 :**

Fernand Pelloutier, Christophe Bitaud

**N° 20 :**

— Jean-Baptiste Clément (1836-1903), Jacques Puaux

— Paul Lafargue contre Victor Hugo, Alain Chicouard

— Sur les pas des insurgés de décembre 1851, Michel Comoy

— Léon Blum et la dictature du prolétariat en avril 1919

**N° 21 :**

Le PCF devant la fin du vieux parti russe, Raphaël Spina

**N° 23 :**

Jean Jaurès, Léon Trotsky

**N° 24 :**

— Une grève de masse en 1869 à Lyon : la grève des ovalistes, Christian Coudène-

— Le rôle des anarchistes français dans le développement du syndicalisme français au tournant des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, Christophe Bitaud

**N° 26 :**

L'année 1904, Pierre Roy

**N° 27 :**

Le manifeste des instituteurs syndicalistes (1905), Christophe Bitaud

**N° 29 :**

— Le débat sur les syndicats dans la SFIO (1905-1907), Jean-Michel Delaye

— La répression antisyndicale et anti-ouvrière sous Clémenceau (1906-1909), André Morizet

**N° 30 :**

— Juin 36 : images de la grève

— La grève générale en Belgique

— Documents : le programme du Front populaire, la liste complète des quelques organisations signataires du programme du Front populaire

— Flora Tristan, une militante intrépide,

Christian Coudène

— La révolution de 1848 et la Constituante, Jean-Marc Schiappa

**N° 31 :**

Juin 1936 dans les publications du cinquantenaire, Marc Teulin

**N° 33 :**

— A Lyon, sur les pas de Flora Tristan, Christian Coudène

— La fusillade du brûlé, Pierre Roy

**N° 34 :**

La grève des mineurs de Deneville (1905), Jean-Paul Moret

**N° 37 :**

— 1907, la révolte des vignerons (1), Jacques Faucher

— Le congrès de la SFIO de 1919, Pierre Roy

**N° 38 :**

— 1907, la révolte des vignerons (2), Jacques Faucher

— Les caricatures de mai 1968, Marc Teulin

**N° 39 :**

— Le manifeste du Parti ouvrier français (1880)

— Il y a cent ans : l'affaire de Vigneux-Draveil-Villeneuve-Saint-Georges, Louis Couturier

— Le syndicalisme enseignant dans le primaire : une difficile appropriation (1905-1934), Loïc Le bars

— Varian Fry à Marseille : un rebelle dans l'œil du cyclone (1941-1943) (première partie), Michel Barbe

**N° 40 :**

— Albert Thomas, le premier candidat ouvrier, Jean-Michel Delaye

— Jules Guesde : le programme marxiste d'émancipation de la femme

— Jean-Jaurès : le programme du Parti socialiste français (décembre 1904)

— Varian Fry à Marseille (deuxième partie), Michel Barbe

**N° 41 :**

— L'unification socialiste en France : la déclaration commune de décembre 1904

**N° 42 :**

— François Raspail : « *Ma proclamation de la République* » (1848), Jean-Michel Delaye—

— Le débat Jaurès-Clemenceau sur les grèves (1912), Gilles Candar

**N° 44 :**

Les jeunesses socialistes SFIO — 1944-1948, Jean-Jacques Ayme

**N° 47 :**

— Le mystère des trois derniers mois de Louise Michel enfin levé, Michel Barbe

— Jaurès et la « rupture avec le capitalisme », Georges Hoffmann

— Les eaux troubles du « socialisme français », Jean-Marc Schiappa

**N° 48 :**

— L'insubordination ouvrière dans la région parisienne en 1936-1939, Michel Gandilhon

— Un groupe de chimistes communistes opposants en France (1950...), Micheline Charpentier-Morize

— Le massacre des Algériens du 17 octobre 1961, Michel Barbe

**N° 53 :**

— Toujours sur les origines du Parti communiste français (à propos du livre de François Ferrette *La Véritable histoire du Parti communiste français*), Liliane Fraysse

— Communication lors du rassemblement du 29 octobre 2011 en hommage aux vingt-sept fusillés de Châteaubriand, Jean-Pierre Cassard

— Lénine et les Lafargue. Colloque à Longjumeau, Jacques Macé

— Le dernier article de Jean Jaurès, Ruszard Rauba

**N° 54 :**

— A propos d'une critique de son livre *La Véritable histoire du Parti communiste français*, François Ferrette

— La guerre d'Algérie. La politique de la SFIO et du PCF (documents), Marc Teulin

**N° 59 :**

— Jean Jaurès et la II<sup>e</sup> Internationale, Maurice Martin

— Charles Dumas, chef de cabinet de Jules Guesde : rapport sur la Russie bolchevique (1919), Marc Teulin

**N° 60 :**

Hommage de Pierre Monatte à Fernand Lorient



## Première Guerre mondiale

### N° 5 :

Des soldats contre la guerre : « *Nous crions grâce* », Pierre Roy

### N° 6 :

La II<sup>e</sup> Internationale et la guerre des Balkans (1912) (documents)

### N° 18 :

Les guerres balkaniques, Léon Trotsky

### N° 20 :

Anatole France et l'Union sacrée (lettre à Gustave Hervé)

### N° 21 :

Pierre Brizon à Kienthal, Pierre Roy

### N° 22 :

Une situation révolutionnaire en France en 1917 ?, Pierre Roy

### N° 29 :

— Dans un camp de prisonniers allemands en Russie (1916), Edward Dwinger

— Brizon... les !, Pierre Roy

### N° 38 :

— Les soldats russes à la Courtine (1917-1918)

— Lénine : à propos des fraternisations

### N° 42 :

— La résolution contre la guerre du congrès de l'Internationale socialiste de Bâle (1912)

— Karl Liebknecht : lettre à Zimmerwald (1915)

### N° 57 :

— Les comités secrets de la guerre 14-18, Gérard Lorigny

— Marcel Martinet, Romain Rolland, la lutte contre la guerre et contre le stalinisme, Nicole Perron

### N° 58 :

— Appel aux lecteurs à propos de la commémoration de 14-18

— La guerre des Balkans (1913), Lénine

### N° 59 :

— Les causes de la guerre selon Jean Jaurès, Nicole Perron

— Le discours de Vaise (27 juillet 1914), Jean Jaurès ; Débat sur les socialistes et la guerre (1915), Charles Dumas-Christian Rakovsky

### N° 60 :

— L'Italie à la veille de son entrée dans la Première Guerre mondiale, Frank La Brasca

— Romain Rolland et Marcel Martinet face à la guerre ou « le drame du prolétariat français », Léon Trotsky

— Karl Liebknecht : contre la guerre (deux textes ayant trait à son procès)

### N° 61 :

— Jaurès et les guerres balkaniques, Claude Dupont

— Commémoration de la guerre 14-18 : Union européenne, union nationale et propagande, Jean-Jacques Marie



## Révolution française

### N° 3 :

Chaumette, porte-parole des sans-culottes, Nicole Bossut

### N° 10 :

Grèves sous le Directoire, Jean-Marc Schiappa

### N° 12 :

Histoire et actualité de la Roche de Mûrs, Maurice Poperen

### N° 15 :

Babeuf, Tarlé et Lénine, Jean-Marc Schiappa

### N° 16 :

— Des militants corses chez Babeuf, Jean-Marc Schiappa

— Grèves sous le Directoire

### N° 18 :

— La Convention de 1793 et les erreurs judiciaires, James Guillaume

— L'agiotage pendant la Révolution, Benoît Malon

**N° 19 :**

Une falsification historique : « *La République n'a pas besoin de savants* », James Guillaume

**N° 20 :**

La Révolution française dans les manuels scolaires, Nicole Bossut

**N° 22 :**

— Jacobins et jacobinisme, Nicole Bossut  
— Extraits des *Mémoires de R. Levasseur*  
— Saint-Just, le fédéralisme et l'unité de la République, Jean-Marc Del Percio

**N° 23 :**

Noël Pointe, ouvrier député à la Convention, Pierre Roy

**N° 24 :**

Les babouvistes, Jean-Marc Schiappa

**N° 26 :**

Joseph Chalier, le jacobin de Lyon, Marcel Picquier

**N° 27 :**

Le montagnard Lindet face à la vie chère et à la famine, Nicole Perron

**N° 37 :**

Le droit de vote des comédiens et des juifs, Robespierre

**N° 38 :**

— Buonarrotti, Jean-Marc Schiappa  
— *Le Livre noir de la Révolution française*, Michel Biard  
— A propos de l'historiographie soviétique sur la Révolution française, Jean-Jacques Marie

**N° 39 :**

A propos de la Révolution française, Pierre Goubert

**N° 41 :**

La fuite à Varennes et les IPR de Paris

**N° 42 :**

La fuite à Varennes : documents des communes de l'époque

**N° 43 :**

— Comment la Révolution française est maltraitée et mal traitée, Nicole Perron  
— Que s'est-il passé en Vendée ?, Nicole Perron  
— 31 mai-2 juin 1793 : un tournant

décisif, Nicole Perron

**N° 44 :**

Marat : pour le droit d'association, contre le vote censitaire, Nicole Perron

**N° 45 :**

Marat deux fois assassiné, Nicole Perron

**N° 46 :**

— Couthon, l'ami oublié de Robespierre, Nicole Perron  
— Un texte de Goethe sur Valmy, Nicole Perron

**N°s 49-50 :**

**Deux numéros spéciaux sur la Révolution française**

**N° 53 :**

— Du génocide au mémoricide, la croisade de Reynald Sécher, Rémy Janneau  
— Lettre à Reynald Sécher sur une grossière falsification, Daniel Jouteux  
— Les délires antijacobins de la sénatrice Esther Benbassa, Nicole Perron

**N° 54 :**

— Le Conventionnel Lequinio, Nicole Perron  
— Gros sabots et vieilles ficelles. A propos de l'émission *L'ombre d'un doute* : « *Robespierre bourreau de la Vendée ?* », Rémy Janneau  
— Toussaint Louverture à la télévision, Nicole Perron  
— Sécher et le projet de loi du 23 février 2012, une manipulation politique, Gérard Da Silva

**N° 57 :**

Les métamorphoses d'une légende noire, Rémy Janneau

**N° 58 :**

Révolution française et fédéralisme, Nicole Perron

**N° 60 :**

*Thermidor Terminus* (André Benedetto), Nicole Perron

**N° 61 :**

12-13 décembre 1793. La bataille du Mans a bien eu lieu, Elodie Cabot et Rémy Janneau

## Russie et révolution russe

### N° 6 :

Moïse Solomonovitch Ouritski et la Tcheka, Jean-Jacques Marie

### N° 7 :

Les armées blanches en 1919 : pillage, chasse aux juifs, terreur contre les paysans et les ouvriers

### N° 8 :

— Les révoltes paysannes (Tambov et autres) (extrait d'un article paru en 1926), Mikhaël Toukhatchevski

— Sur la maladie de Lénine et la manière dont il fut soigné (1), Iouri Lopoukhine

### N° 9 :

— La maladie de Lénine (2), Iouri Lopoukhine

— La révolution russe vue par le général Denikine, chef de l'armée (blanche) des volontaires (première partie)

### N° 10 :

La révolution russe vue par le général Denikine, chef de l'armée (blanche) des volontaires (deuxième partie)

### N° 13 :

— Révolution, Assemblée constituante et pouvoir des soviets (textes de Martov, Rosa Luxemburg, Sverdlov et Boukharine

— 1918 : l'Eglise orthodoxe russe face à la séparation de l'Eglise et de l'Etat (épître du patriarche Tikhon)

### N° 14 :

Ivan Maïski (comité central du Parti menchevique) : la lutte antibolchevique

### N° 15 :

— Babeuf, Tarlé et Lénine, Jean-Marc Schiappa ; Roubanovitch : le pogrome de Kichinev (1903)

— Une discussion sur les rouges, les blancs et la révolution dans la Russie d'aujourd'hui

### N° 16 :

Images de Lénine

### N° 18 :

— Ma rencontre avec Lénine, Nestor Makhno

— La portée de la révolution d'Octobre, Fiodor Dan

— Georges Plekhanov, Léon Trotsky

### N° 19 :

— La spirale Netchaïev, Valéri Essipov

— A propos de la rencontre entre Makhno et Lénine, Jean-Jacques Marie

— Pilsudski contre la Russie soviétique, Arslane Klioua

— Mirsaid Sultan Galiev, Robert Landa

— Une page d'histoire contemporaine : le Parti national bolchevique, Jean-Jacques Marie

— Le bilan des réformes économiques dans l'ex-URSS, Tchou Sintcheng

### N° 20 :

— La famine de 1921 en Union soviétique : une vision nouvelle, Jean-Jacques Marie

— Une lettre de B. I. Maguidov à Staline (10 novembre 1923)

### N° 21 :

— La banque russo-chinoise, un instrument financier au service de l'empire des tsars, Emmanuel Choïsnel

— Lénine et la famine de 1921, Jean-Jacques Marie

— Varlam Chalamov et l'opposition au sein du Parti bolchevique dans les années 1920, Mark Goloviznine

### N° 22 :

— Adolphe Ioffé : autobiographie

— Lénine : deux documents inédits (discours du 17 juin 1923 et texte sur *la lutte contre la famine*)

### N° 23 :

— Le « dimanche rouge » et la révolution de 1905 à travers les caricatures de l'époque, Ivan Vratchev

— Le décret de séparation de l'Eglise et de l'Etat en Russie soviétique

— Le débat sur la paix de Brest-Litovsk

— La personnalité de Lénine, Victor Serge

### N° 25 :

#### Spécial révolution de 1905

### N° 26 :

— La grève des postiers russes en 1905 (d'après N. A. Ivanov et V. V. Chelokhaïev)

— Le Parti bolchevique en 1917 avant l'arrivée de Lénine, Jean-Jacques Marie

— Lénine : discours du 4 avril 1917 et *Thèses d'avril*

— Débat sur les thèses d'avril au comité de Pétersbourg (procès-verbal inédit)  
Zalejski et Kollontaï : Lénine en avril 1917

— Le XII<sup>e</sup> Congrès du Parti bolchevique (avril 1923), Ivan Vratchev

— Dans les républiques de l'ex-URSS

**N° 27 :**

— La question ouvrière et la troisième Douma impériale (1908-1912), Grigori Stieklov

— Lénine en 1917 (souvenirs de F. Ras-kolnikov et de N. Soukhanov)

**N° 29 :**

Manifeste de l'Internationale socialiste contre la dissolution de la Douma (1906)

**N° 30 :**

Deux militants bolcheviques : Loutovinov et Liadov (dictionnaire encyclopédique Granat, Moscou, 1929)

**N° 34 :**

— Autobiographie, Iakov Ganetski

— La correspondance Martov-Lounat-charski et le retour des exilés par l'Allemagne, Katia Dorey

**N° 35 :**

Les premiers décrets et lois de la révolution russe (octobre 1917-juillet 1918)

**N° 36 :**

— Trois lois de la révolution russe (1917-1918) : la démobilisation des entreprises ; l'annulation des emprunts ; le ravitaillement

— La lutte pour le contrôle ouvrier, Anna Pankratova

— Chronique des falsifications : la révolution d'Octobre en ligne de mire

**N° 37 :**

— La révolution d'Octobre et l'art, Gérard Masson

— L'architecture au lendemain de la révolution, Jean-Paul Gautron

— Chalamov et la révolution, Marc Goloviznine

**N° 38 :**

— La controverse sur « *l'or et le wagon* », Boris Souvarine

— La révolution russe, Benjamin Péret

**N° 39 :**

— Le 9 janvier 1905, ou le tournant du siècle, Jean-Jacques Marie

— La révolution d'Octobre a-t-elle été un échec ?, Léon Trotsky

**N° 40 :**

— Lénine : pendre les « criminels-communistes » (texte inédit – 1922)

— Résolution du comité central du Parti bolchevique sur la littérature et l'art (1925)

— Lettre ouverte à Lénine, John Mac Lean

**N° 43 :**

Octobre 1917 : révolution ou coup d'Etat, Jean-Jacques Marie

**N° 45 :**

Eloge des bolcheviks, Boris Souvarine

**N° 47 :**

— Lénine : intervention au comité de Petrograd, le 1<sup>er</sup> novembre 1917

— « *Les dangers professionnels du pouvoir* » (lettre à Valentinov. Document introuvable), Christian Racovsky

**N°s 51-52 :**

**La révolution russe, deux numéros spéciaux**

**N° 53 :**

— A propos du *Lénine, la révolution permanente*, de Jean-Jacques Marie, François de Massot

— Les décistes et l'Opposition de gauche, Jean-Jacques Marie

**N° 54 :**

— Léon Trotsky : enquête auprès des délégués du III<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste sur le degré de préparation de leurs pays à la révolution (inédit)

— Dépêche au Quai d'Orsay du conseiller à l'ambassade de France au Danemark sur la situation en Russie soviétique en 1919

**N° 57 :**

— Les bolcheviks de Petrograd en 1917, Fiodor Dingelstedt

— Un ingénieur contre le contrôle ouvrier en Russie en 1917

**N° 60 :**

Tolstoï et les Romanov : un extrait de *Guerre et révolution*

## Seconde Guerre mondiale

### N° 5 :

— L'école d'Uriage et le nazisme (le négationnisme discret du corporatisme chrétien), Jean-Jacques Marie

— L'action ouvrière (MUR) au Languedoc en 1944-1945, Gérard Suberville

### N° 6 :

L'autre résistance, Gérard Suberville

### N° 11 :

— L'Église et le nazisme : les déclarations du cardinal Baudrillart en 1941

— Roparz Hémon, l'autonomisme breton et le nazisme

### N° 12 :

— Roparz Hémon dans le nazisme, Pierrick Le Guennec

— L'Église sous Pétain, Maurice Nadeau (pages oubliées)

### N° 17 :

Les 80 « antipétainistes » de juillet 1940 vus à travers les souvenirs de Vincent Auriol

### N° 29 :

Un itinéraire significatif : Bouvier-Ajam, du corporatisme pétainiste au stalinisme, Jean-Jacques Marie

### N° 33 :

L'Europe centrale au lendemain de la guerre, Julien Papp

### N° 36 :

Les lois d'épuration ethnique de Berres en 1945, Liliane Fraysse

### N° 53 :

Le massacre de Babi Yar dans l'histoire et la littérature ou les gaietés de la censure, Charles Teulin

### N° 57 :

— Les racines vichyssoises de l'Union européenne, Jean Marc Schiappa

Stalingrad, Charles Allain

— Georges Guinguoin, Jean-Paul Gady

### N° 60 :

Les erreurs de Staline face à la guerre (extraits d'un discours inédit) (1), Maréchal Joukov

### N° 61 :

Les erreurs de Staline face à la guerre (2), Maréchal Joukov

## Stalinisme hors URSS

### N° 3 :

— Le « printemps de Prague » et l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968 à travers les souvenirs de Pietr Chelest

— L'année 1938 dans les souvenirs de Blagoi Popov (co-inculpé du procès de Leipzig)

### N° 4 :

La déclaration du PC italien du 1<sup>er</sup> août 1936 à destination des fascistes italiens

### N° 5 :

Berlin-Est, 1953 : des soldats et officiers soviétiques refusent de tirer sur les ouvriers allemands

### N° 6 :

Gramsci et le stalinisme, Giorgio Amico

### N° 10 :

La direction du Parti communiste d'Union

soviétique et la révolution hongroise (1956)

### N° 12 :

Le Parti communiste italien et la révolution hongroise de 1956

### N° 14 :

Documents sur la grève des ouvriers de Berlin-Est et de RDA (16-17 juin 1953)

### N° 15 :

La lutte dans le Parti communiste russe et le Comintern sur les questions de la politique en Chine (1926-1927) (1), Alexandre Grigoriev

### N° 16 :

— La lutte dans le Parti communiste russe et le Comintern sur les questions de la politique en Chine (1926-1927) (2), Alexandre Grigoriev

— Staline et l'insurrection de Canton (décembre 1927), documents inédits

**N° 21 :**

L'affaire des « espions soviétiques » en Chine populaire, Inna Li

**N° 31 :**

- Dossier : 1956 (I)
- Chronologie de la révolution en Pologne et en Hongrie
- Comment tout a commencé : la grève de Poznan (juin 1956), Karol Dombrowski
- L'Octobre polonais, Ryszard Turcki et Eligiusz Lasota
- Andropov, Joukov, Mikoïan, Serov, Souskov : le plan politique et militaire du Kremlin en Hongrie
- L'appel du Conseil central ouvrier du Grand-Budapest à tous les conseils ouvriers d'usine, d'arrondissement et de département (27 novembre 1956)
- Réunion du bureau politique du Parti communiste italien (30 octobre 1956) sur la situation du parti en liaison avec les événements de Hongrie (1)

**N° 32 :**

- Dossier 1956 (II)
- Introduction à la Hongrie libérée, Julien Papp
- Discours de Constantin Paoustovski : « Une nouvelle couche de petits-bourgeois » (25 octobre 1956)
- Témoignages polonais (V. Woroszyński, M. Bielicki, R. Kornecki)
- A. Novotny : le rapport de Khrouchtchev sur la Pologne au présidium du comité central du PCUS (24 octobre 1956) Györ, Peter Fryer
- Mes expériences dans le Conseil central ouvrier du Grand-Budapest, Miklos

Schestyén

- Procès-verbaux du présidium du comité central du PCUS (20 octobre-6 novembre 1956)
- La *Pravda* et la révolution hongroise, Katia Dorey
- Echos yougoslaves sur la révolution hongroise
- Les répercussions de la révolution hongroise sur le PC italien, Frank La Brasca
- La réunion du bureau politique du PC italien sur la révolution hongroise (30 octobre 1956) (2)
- Correspondance Khrouchtchev-Tito (6 et 8 novembre 1956)
- Pologne : les conseils ouvriers et la démocratie ; Wilhelmina Skulska : « *Les conseils ouvriers de mineurs sont en danger* »

**N° 33 :**

Quelques livres sur la révolution hongroise des conseils ouvriers, Jean-Jacques Marie

**N° 34 :**

- Lettre à Staline du 14 décembre 1949 (inédite), Wladislaw Gomulka
- Mémoire (inédit), Imre Nagy

**N° 35 :**

Hongrie 1956 (textes de Josep Tito, Edouard Kardelj et Imré Nagy)

**N° 39 :**

Août 1968 : les documents du XIV<sup>e</sup> Congrès extraordinaire du PC tchécoslovaque (22 août 1968)

# Trotsky et le trotskysme

## N° 2 :

- Un élément nouveau sur l'assassinat de Trotsky, Mark Goloviznine
- Les liens de l'opposition de gauche
- Une grève de la faim des trotskystes à Vorkouta
- Une page d'histoire des trotskystes vietnamiens

## N° 3 :

- Le mouvement trotskyste mondial dans les années 1930 à travers les documents internes du Comintern, Mark Goloviznine
- Le dossier Aoussem (dirigeant trotskyste disparu en 1936), Mark Goloviznine

## N° 4 :

- Les trotskystes dans les camps, Vadim Rogovine
- Interview d'un survivant de l'Opposition de gauche

## N° 5 :

- Sur la mort de Léon Sedov, Vadim Rogovine et Jean-Michel Krivine
- Raffin-Dugens : de la lutte contre la guerre de 1914 à la IV<sup>e</sup> Internationale, Jean-Jacques Marie
- Marcel Baufrière : un trotskyste de retour des camps (interview publiée dans *La Vérité*, n° 86, du 11 mai 1945)

## N° 7 :

- Deux rapports de Zborowski (Etienne) au NKVD sur Léon Sedov (1938)
- La répression contre la famille Sedov (documents)

## N° 9 :

- Manifeste de Raffin-Dugens, Martel et Martin (1945)
- Des gravures qui mentent : le cas Trotsky, Andréï Kourionichev
- La famille Bronstein (Trotsky), Valeri Bronstein

## N° 10 :

- Le dossier du NKVD sur un secrétaire de Trotsky : Vermel (fusillé en 38)
- Dimita Gatchev devant ses juges

## N° 11 :

- Le NKVD et l'espionnage systématique de la IV<sup>e</sup> Internationale
- Ngo Van : trotskystes et staliniens au Vietnam à la veille de la guerre

## N° 13 :

Léon Trotsky : discours (inédit) au comité central d'octobre 1923

## N° 15 :

Léninisme, trotskysme et stalinisme, Stoian Mikhailov

## N° 16 :

- Les débuts du trotskysme américain, James P. Cannon
- Les trotskystes français dans la Résistance, vus par le Centre de documentation juive contemporaine en 1947

## N° 17 :

Les débuts de l'opposition de gauche aux Etats-Unis, James P. Cannon

## N° 18 :

La répression antitrotskyste mondiale à travers les archives de l'Internationale communiste et du comité central, Jean-Jacques Marie

## N° 21 :

Témoignage sur l'activité des militants trotskystes pendant la Seconde Guerre mondiale, Max Clémenceau

## N° 22 :

La liquidation des trotskystes à Magadan (1), Jean-Jacques Marie

## N° 24 :

- La liquidation des trotskystes à Magadan (2), Jean-Jacques Marie
- Le trotskysme grec et Georges Vitsoris dans l'entre-deux guerres et pendant la Seconde Guerre mondiale, Hélène Astériorion
- Lettre de Grégoriades (Georges Vitsoris) aux trotskystes grecs

## N° 27 :

- Souvenirs sur Trotsky, Grigori Grigorov
- La motion C (bolcheviks-léninistes) au congrès de la SFIO de 1935
- Les trotskystes dans les camps, Vadim Rogovine

## N° 28 :

**Numéro spécial Léon Trotsky**

## N° 29 :

L'Opposition de gauche à l'usine de la faucille et du marteau, Kevin Murphy

- N° 33 :**  
La chasse aux trotskystes « à l'étranger », Vadim Rogovine
- N° 34 :**  
— Lettre ultra secrète au bureau politique du 9 avril 1922 (inédite), Léon Trotsky  
— « Trotsky en Corrèze », ou la rumeur permanente, Marc Teulin  
— Les trotskystes à Vorkouta, Jean-Jacques Marie
- N° 35 :**  
L'opposition de gauche en Turkménie et en Biélorussie
- N° 36 :**  
— Dans l'ex-URSS d'aujourd'hui : André Issaïev dénonce les trotskystes  
— Déclaration sur l'Armée rouge décapitée, Léon Trotsky
- N° 37 :**  
Le front unique, Léon Trotsky
- N° 40 :**  
Pour Grynspan (1938), Léon Trotsky
- N° 44 :**  
La propagande antireligieuse, Léon Trotsky
- N° 45 :**  
— Le lion de la révolution venant de la steppe ukrainienne (Trotsky), Alexandra Passiouta  
— Le noyau trotskyste de Llerena (Estremadura), Jose Hinojosa Durax
- N° 46 :**  
— A Léon Trotsky, Marcel Martinet
- Le fils oublié : Serge Sedov, Jean-Jacques Marie  
— Les écrits militaires d'Engels, Léon Trotsky
- N° 48 :**  
Le refus du droit d'asile à Trotsky en Catalogne et en Espagne (1931), Sergi Rosés Cordovilla
- N° 53 :**  
Trotsky et l'idiot de service (critique du *Trotsky* de Robert Service), Jean-Jacques Marie
- N° 54 :**  
Romain Rolland et Serge Sedov (cinq lettres de Romain Rolland à Staline restées sans réponse), Jean-Jacques Marie
- N° 58 :**  
Logique et dialectique (1944), Marcel Hic
- N° 59 :**  
— Beria...et les trotskystes !, Jean-Jacques Marie  
— Le Guépéou est la deuxième fille de Trotsky, Jean-Jacques Marie
- N° 60 :**  
La révolution russe et Trotsky (un article paru dans *la Quinzaine littéraire* en janvier 2012), Maurice Nadeau
- N° 61 :**  
Préface à *Chez Lénine et Trotsky, Moscou 1921* d'André Morizet, Léon Trotsky



# URSS

## N° 1 :

La grande terreur : trois plénums du comité central du Parti bolchevique russe (décembre 1936, février-mars 1937, juin 1937), Vadim Rogovine

## N° 2 :

— La grande terreur, Vadim Rogovine  
— Lutte des classes et Goulag, un bloc pour renverser Staline, Jean-Jacques Marie

## N° 3 :

— La grande terreur, David Riazanov, le « dissident rouge », Vadim Rogovine  
— L'assassin de Kirov et son journal, Jean-Jacques Marie

## N° 4 :

— Le stalinisme et la paysannerie, Vadim Rogovine  
— Ne pas vivre dans le mensonge (sur Soljenitsyne), Alexandre Ilitchev  
— L'écrivain Mikhail Cholokhov et la collectivisation stalinienne

## N° 5 :

— La grève des ouvriers du textile à Leningrad au printemps 1928, Dmitri Lobok  
— Lettre de Lominadzé à Orjonikidzé sur la situation des ouvriers et des paysans du Caucase en 1930  
— La société des jeunes révolutionnaires de Saratov (1943), Andreï Kourionichev

## N° 6 :

— L'Armée rouge en 1938, Vadim Rogovine  
— A qui a profité la grande purge ?, Vadim Rogovine  
— Par qui et quand a été trahie la révolution ?, Alex. Podchtchékoldine  
— L'URSS en 1932, Fiodor Dan  
— Souvenirs du Goulag (1), Nina Savoieva  
— La résistance à Staline en URSS : l'Union des jeunes socialistes de Tcheliabinsk (1945)

## N° 7 :

— Le procès des militaires de juin 1937, Iouri Primakov  
— L'entourage de Staline : 1) Molotov, Vadim Rogovine

## N° 8 :

— L'entourage de Staline : 2) Kaganovitch, Mikoïan et Molotov, Vadim Rogovine  
— L'affaire de la plate-forme Rioutine, Léonide Petrovski  
— Souvenirs du Goulag (2), Nina Savoieva et Boris Lesmak

## N° 9 :

— La nouvelle opposition dans les syndicats de Leningrad (1925-1926), Dmitri Lobok  
— L'entourage de Staline : 3) Andreïev, Kalinine, Johanov, Khrouchtchev, Vadim Rogovine

## N° 10 :

— Le procès de l'Union des organisations d'ingénieurs du Promparti (1930), Mikhaïl Panteleïev  
— Chalamov et l'esprit de résistance, Valéri Essipov  
— L'entourage de Staline : 4) Beria, Malenkov, Mekhlis, Chkiriatiou, Vadim Rogovine

## N° 11 :

— Le mécanisme des procès de Moscou : le dossier Mouralov, Jean-Jacques Marie  
— Alexis Rykov, ou le pouvoir semé d'embûches d'un réformateur de l'opposition, Alexandre Sénine  
— Les souvenirs de la fille d'Alexis Rykov  
— Les préparatifs des purges dans l'Armée rouge et la provocation Hitler-Staline,

## N° 12 :

— La famine en Ukraine (1932-1933), Jean-Jacques Marie  
— Les promus de 1937 – Le sort des bourreaux, Vadim Rogovine  
— La révolte du camp de Kenguir (1954), Jean-Jacques Marie  
— La lutte contre la réhabilitation de Staline (1965-1966), Léonide Pétrovski

## N° 13 :

— Les ouvriers de Kharkov face au pouvoir (première partie), Eric Aunoble  
— *Les ouvriers en URSS* (1928-1941), interview de J. P. Depretto sur son livre...  
— Serge Lominadzé : le stalinisme de Radzinski

— A propos des souvenirs enfin complets de Nikita Khrouchtchev, Jean-Jacques Marie

**N° 14 :**

— Les ouvriers de Kharkov face au pouvoir (deuxième partie), Eric Aunoble

— Quand les fascistes russes applaudissaient Staline, Vadim Rogovine

— Lev Landau : le tract du Parti ouvrier antifasciste (1938)

— Une lettre d'ouvriers de l'Oural à Staline (15 septembre 1941)

1945 : 15 000 ouvriers en grève dans l'usine Kirov, dans l'Oural, Marietta Chaguinian

— La critique de Staline par Mao Tsé-Toung en 1956 (entretien entre Mao et l'ambassadeur soviétique Ioudine, à Pékin le 31 mars 1956)

— Les dissidents de gauche en Union soviétique, Ilia Boudraïtskis

**N° 15 :**

— La lutte dans le Parti communiste russe et le Comintern sur la question de la politique en Chine (1926-1927), Alexandre Grigoriev

— Kolyma dans les années 1930, Ivan Panikarov

— Voyage dans les archives du bureau politique du PC de l'URSS, Jean-Jacques Marie

— Varlam Chalamov et Alexandre Soljenitsyne, Valéri Essipov

— Les manifestants de la place Rouge d'août 1968, Léonide Petrovski

**N° 16 :**

— Souvenir d'un jeune communiste (1920-1927) (1), Mikhaïl Baïtalski

— Staline, l'art, les récompenses et les décorations, Evgueni Gromov

— Lettre à la *Nezavissimaïa Gazeta* sur le troisième procès de Moscou (1938), Vadim Rogovine

— Retour sur le film *La faute à Lénine*, Jean-Jacques Marie

**N° 17 :**

— Souvenir d'un jeune communiste (1920-1927) (2) Premières arrestations, Mikhaïl Baïtalski

— Une lettre au Guépéou (1929), Varlam Chalamov

— Staline et ses écrivains, Jean-Jacques Marie

— Dix ans d'histoire de la Russie contemporaine, E. Koslov, V. Soloveitchik, I. G. Abramson

**N° 18 :**

La répression contre les philosophes soviétiques sous Staline, Aver Zis

**N° 19 :**

La mise au pas des syndicats soviétiques à l'époque du « Grand Tournant » (1929-1930), Dmitri Lobok

**N° 20 :**

— L'Opposition de gauche à Leningrad (1927-1929), Mikhaïl Vassiliev

— La crise des syndicats soviétiques en 1929, Dmitri Lobok

— L'Union soviétique à la veille de la guerre, Vadim Rogovine

— Staline et le stalinisme : quelques remarques sur l'histoire officielle, Marc Teulin

**N° 21 :**

— Diderot au pays de Staline, Marcel Picquier

— L'écrasement de l'intelligentsia turcophone en Azerbaïdjan (1), F. Achine et V. Alpatov

**N° 22 :**

— La politique nationale de Staline, Vadim Rogovine

— L'écrasement de l'intelligentsia turcophone en Azerbaïdjan (2), F. Achine et V. Alpatov

**N° 24 :**

— E. Preobrajenski et F. Dzerjinski : deux documents inédits concernant la question des privilèges de l'appareil du PCUS et des soviets

— Lettre de Boukharine aux membres du comité central du Parti communiste de l'URSS sur l'attitude à adopter à l'égard de Trotsky

— Serge Mratchkovsky, l'un des seize condamnés du procès d'août 1936, G. P. Elanska

— Nouvelles du comité central du PCUS : sur la prétendue « organisation contre-révolutionnaire de Moscou-groupe de l'opposition ouvrière » (1935)

— Nicolas Marr (1864-1934) : des études arméniennes à la vice-présidence de l'Académie des sciences de l'URSS, Emmanuel Choïsnel

**N° 27 :**

- Une résolution de l'Opposition unifiée en Sibérie en 1927
- La liquidation des Lettons en URSS en 1937-1938

**N° 29 :**

- Mikhaïl Bogoulavsky (condamné à mort lors du deuxième procès de Moscou), Autobiographie (1924)
- Lettre d'ouvriers chinois résidant en Union soviétique (1925)
- Deux et pas même un ? (1930), Léon Trotsky
- Une séance d'autodénonciation d'écrivains allemands à Moscou, Jacqueline Bois
- La débolchevisation du Parti communiste par Staline, Vadim Rogovine

**N° 31 :**

- A quoi sert aujourd'hui le « complot des blouses blanches » (1953) ?, Jean-Jacques Marie
- Mémoire sur la politique nationale du Parti communiste soviétique, Narimanov
- En parcourant *L'Odyssée soviétique* de Suzanne Rosenberg

**N° 35 :**

- Les enseignements des procès de Moscou, Palmiro Togliatti
- La bureaucratie et l'internationalisme
- Sport et stalinisme : une lettre d'Alexis Kouznetsov

**N° 36 :**

- Boris Souvarine et Victor Serge : deux jugements
- Le procès Toukhatchevski, Jean-Jacques Marie

**N° 38 :**

Kamenev, la descente aux enfers, Jürg Ulrich

**N° 39 :**

La grève de Novotcherkassk (1962) (première partie), Alexandre Chtchoubine

**N° 40 :**

La grève de Novotcherkassk (1962) (deuxième partie) – La répression, les condamnations à mort, Alexandre Chtchoubine

**N° 42 :**

— Staline et la crise de la dictature prolétarienne (1932), Martemian Rioutine

— Un ingénieur américain au secours de Staline : John D. Littlepage

— Un massacre stalinien de masse (1937-1938), Marc Teulin

— Le choc du rapport Khrouchtchev (février 1956), Jean-Jacques Marie

**N° 43 :**

— Staline sophiste, Martemian Rioutine

— Le rapport du KGB sur l'assassinat de Sokolnikov et Radek

**N° 44 :**

— Staline comme théoricien et comme chef, Martemian Rioutine

— Khrouchtchev et la « réhabilitation » des victimes de Staline, Marc Teulin

— Deux épisodes de la lutte de classes sous Khrouchtchev : Timour-Taou et Krasnodar

**N° 45 :**

— Staline et la dictature du prolétariat (suite), Martemian Rioutine

— Joseph Staline : « *Démasquer l'ennemi caché* » (janvier 1938)

— La liquidation de Beria : sens et portée, Marc Teulin

— Le procès de Paris

**N° 46 :**

— Staline et les oppositions, Martemian Rioutine

— Une image saisissante de la période stalinienne (à propos d'un livre d'Orlando Figès : *Les Chuchoteurs ; vivre et survivre sous Staline*), Marc Teulin

**N° 47 :**

— Staline et la crise du parti, Martemian Rioutine

— Nikita Khrouchtchev : pages méconnues, Michel Barbe et Lucien Perron

**N° 48 :**

— La question nationale en URSS, Christian Racovsky

— Isaac Deutscher : un compagnon de route du stalinisme, Jean-Jacques Marie

— Replacer l'URSS dans son histoire (à propos de Moshe Lewin), Charles Allain

**N° 53 :**

— Document de l'Opposition unifiée : la déclaration des 84 (1927)

— Les famines soviétiques de 1932-1933, Charles Allain

— La tragédie des écrivains soviétiques, Victor Serge

**N° 57 :**

- Rapport du chef du NKVD, Merkoulov, à Staline sur la propagande nazie... opposant Staline à Lénine !
- Les voitures des bureaucrates, Jean-Jacques Marie

**N° 58 :**

- La deuxième mort de Staline. A propos du rapport secret de Khrouchtchev au XX<sup>e</sup> congrès (1956)
- Une mauvaise plaisanterie : la biogra-

phie de Beria par Thaddeus Wittlin, Jean-Jacques Marie

**N° 60 :**

- Le troisième procès de Moscou vu par Georges Cogniot
- Un Oradour-sur-Glane stalinien (lettre de Malsagov)

**N° 61 :**

La théologie de la libération chez Varlam Chalamov, Marc Goloviznine



# Actualité

**A.P.H.G.**

BP 6541  
75065 Paris Cedex 02  
Tél. : 01 42 33 62 37  
Fax : 01 42 33 12 08  
E-mail : ~~ap.h.g@wanadoo.fr~~  
a.p.h.g@wanadoo.fr

association des professeurs  
d'histoire et de géographie

**Monsieur Jean-Claude GAUDIN**  
**Sénateur-Maire de Marseille**  
**3 quai Port**  
**13000 MARSEILLE**

**Réf. : HTB/0358**  
**Objet : Non à la terreur mémorielle à Marseille.**  
**Pour le maintien de la place Robespierre !**

Paris le 21 mai 2014

Monsieur le Sénateur-Maire,

C'est au nom de l'Association des professeurs d'histoire et de géographie (APHG) que je vous écris en tant que président de cette Association. Je m'exprime en leur nom collectif, en particulier au nom de la Régionale d'Aix-Marseille.

Permettez-moi, Monsieur le Sénateur Maire, d'exprimer ma vive indignation, à la suite de l'information concernant le projet de faire effacer par vos soins la plaque portant le nom de Robespierre des murs de Marseille, après l'échec d'une première tentative en 1999, sur une place du quartier de Mazargues, plaque installée depuis 1926, sans interruption, y compris sous le régime de Vichy !

Les citoyens que nous sommes, chargés par la République d'enseigner à toutes les générations, futurs citoyens et citoyennes, les symboles fondateurs de la République française, issus de la grande Révolution de 1789, vous demandent : de quel droit osez-vous faire cela ?

Qui vous permet d'effacer le nom de Robespierre, un des grands hommes de la Révolution qui a sauvé la France face à ses ennemis intérieurs et extérieurs, qui plus est dans une ville, mère du célèbre bataillon des Marseillais – dont la liste des victimes se trouve gravée sur une plaque à la mairie, sur le mur situé derrière votre fauteuil de Maire - chantant « La Marseillaise », hymne devenu celui de la nation depuis 1879 !

Effacer de nos murs à Marseille le nom de Robespierre, vous qui fûtes professeur d'Histoire, c'est effacer la Révolution, c'est gommer la République, c'est faire du négationnisme historique à propos d'un moment fondateur de la France contemporaine. Votre manière haineuse de présenter Robespierre « terroriste » date d'une période révolue, car l'historiographie a fortement évolué et la Terreur d'Etat a été relue par les historiens contemporains.

Nous vous demandons, une fois de plus, de retirer cette initiative qui est une insulte à Marseille, à la France, à l'Histoire, celle que nous avons la fierté et l'immense honneur d'enseigner à nos élèves, fils et filles de la Grande Révolution et de la République de 1792, celle que Robespierre contribua à faire émerger du chaos de l'Ancien Régime, celui de la monarchie absolutiste. C'est une demande de simple paix civile, celle pour la défense de laquelle vous venez d'être réélu, que nous vous demandons de respecter et de faire respecter dans votre ville.

L'APHG que je préside et qui représente la profession et des milliers de collègues, veillera à la décision que vous prendrez à sa demande.

**Bruno BENOIT**  
Professeur des Universités IEP Lyon  
Président de l'APHG

# Débaptiser la place Robespierre, à Marseille ?



**Lettre ouverte à Guy Tessier,  
président de la communauté urbaine  
Marseille Provence Métropole (12 mai 2014)**

**C**omme le relate le journal *La Marseillaise* dans son édition du 5 mai 2014, Guy Tessier, maire UMP et président de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole, entend faire aboutir le projet de débaptiser la place Robespierre, dans le IX<sup>e</sup> arrondissement de Marseille.

**Nous avons décidé de rédiger une lettre ouverte pour expliquer notre opposition à ce projet.**

« Monsieur le maire,

Nous avons appris par la presse que vous envisagiez de débaptiser la place Robespierre dans le 9<sup>e</sup> arrondissement de Marseille. Nous entendons réagir à cette nouvelle en vous faisant part de notre désapprobation et de notre volonté de faire largement savoir auprès de l'opinion les raisons de notre opposition à ce projet.

Débaptiser l'un des rares noms de lieu dédiés à la mémoire de Robespierre dans

les grandes villes françaises serait, à notre sens, un signal politique et mémoriel antirépublicain. Quoi qu'on puisse penser de l'action politique de Robespierre (et les interprétations divergentes sont nombreuses, comme nous l'avons montré dans notre ouvrage [1]), il n'en reste pas moins qu'il a été l'inventeur de la devise "*Liberté, égalité, fraternité*" qui figure au fronton des édifices publics, qu'il a été (avec bien d'autres évidemment) un combattant infatigable de la démocratie, qu'il a défendu la citoyenneté des pauvres, des juifs, des "hommes de couleur" (comme on disait alors) dans les colonies et qu'il n'a cessé d'être la cible des attaques des royalistes, des antirépublicains et des réactionnaires de toutes sortes depuis deux siècles. Les accusations de "dictature" ou de responsabilité personnelle dans ce que l'on a appelé après sa mort la "Terreur" ont été

(1) *Robespierre. La Fabrication d'un mythe*, Paris, Ellipses, 2013. Lire la conclusion.

— depuis fort longtemps — ruinées par la critique historique. Robespierre n'a jamais été le dictateur sanglant et paranoïaque de l'imagerie contre-révolutionnaire, il a été, en revanche, l'un des partisans les plus résolus de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen et de la Première république, y compris dans le contexte difficile d'une guerre civile et extérieure.

Ajoutons qu'il a été, dès 1790-1791, le porte-parole des patriotes marseillais en butte aux attaques des autorités aristocratiques locales, qu'il a entretenu une correspondance politique suivie avec les révolutionnaires phocéens qui l'ont remercié à plusieurs reprises en lui demandant d'être leur défenseur (2). Notre *"cause est digne de vous*, lui écrivent les officiers municipaux marseillais le 18 avril 1791, *c'est celle du patriotisme luttant contre la calomnie"*. Robespierre est celui qui écrivait au maire de Marseille le 27 juillet 1790 : *"Ne doutez pas que je ne sois dévoué jusqu'à la mort à la cause de Marseille et à celle de la Constitution, à laquelle elle est liée."* Il est celui qui dédia aux Marseillais son *Adresse aux Français* après la fuite du roi en juin 1791. Et vous voudriez que ce défenseur de la Révolution des droits de l'homme et du citoyen, mais aussi de la ville de Marseille, disparaisse des noms de lieux et de places de la ville qui lui a décerné les plus grands éloges ?

En Provence, au-delà de la municipalité marseillaise, ce sont celles d'Avignon ou de Toulon — dont il devient citoyen d'honneur — qui lui ont rendu hommage. Le premier député des Bouches-du-Rhône, Charles-François Bouche, le considérait comme l'un des constituants les plus patriotes. Il a, écrivait le député provençal, *"l'âme grande, élevée, courageuse et patriote"* et il désolera *"ses ennemis, s'il en a"*, car sa conduite politique est sans tache.

Celui qui a reçu de son vivant le surnom d'"Incorruptible" doit-il disparaître de la vue des Marseillais ? Ce serait un comble en ces temps de crise de la démocratie et de méfiance à l'égard de la vertu publique des élus de la République.

La place Robespierre ne doit pas être débaptisée.

La Révolution française ne doit pas disparaître de la mémoire marseillaise, nationale et universelle.

Nous faisons connaître cette lettre à nos collègues historiens et nous leur demandons de s'associer à notre démarche qui concerne aussi tout ceux qui ont à cœur de défendre la mémoire de la Révolution. »

**Marc Belissa,**  
maître de conférences en histoire  
(Université Paris-Ouest-Nanterre).

**Yannick Bosc,**  
maître de conférences en histoire  
(Université de Rouen).

#### Premiers signataires :

Serge Bianchi (professeur émérite, Université de Rennes-II),  
Deborah Cohen (MCF histoire, Université d'Aix-Marseille),  
Alexis Corbière (professeur d'histoire, auteur de *Robespierre, reviens !*),  
Marc Deleplace (MCF histoire, Paris-IV-Sorbonne),  
Jean-Numa Ducange (MCF histoire, Université de Rouen),  
Florence Gauthier (MCF Histoire, Université Paris-VII-Denis-Diderot),  
Jacques Guilhaumou (directeur de recherche émérite, CNRS-ENS Lyon),  
Anne Jollet (MCF histoire, Université de Poitiers),  
Mathilde Larrère (MCF histoire, Université de Marne-la-Vallée),  
Claude Mazauric (professeur émérite, Université de Rouen),  
Guillaume Mazeau (MCF histoire, Université Paris-I-Panthéon-Sorbonne),  
Christine Peyrard (professeur, Université d'Aix-Marseille),  
Michel Vovelle (professeur émérite, Aix-Marseille, Paris-I, ancien directeur de l'Institut d'histoire de la Révolution française).

(2) Voir l'article de Jacques Guilhaumou, « *Robespierre, défenseur de Marseille en 1791* », *révolution-française.net*, juin 2006.





**ISSN 1287-25-98**  
**Commission paritaire 0913 G 78360**